



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 8 JANVIER 1916.

QUEBEC, SATURDAY, 8th JANUARY,* 1916.

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
L. S.

P.-E. LEBLANC

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT:

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le dix janvier mil neuf cent seize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de la dite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au onze janvier prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le dix janvier prochain; vous convoquons par les présentes pour le ONZE JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la dite cité de Québec, pour y EXPÉDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

Canada,
Province of
Quebec.
L. S.

P.-E. LEBLANC,

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING:

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the tenth day of January, one thousand nine hundred and sixteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the eleventh day of January next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the tenth of January next, and hereby convene you for the ELEVENTH of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de la dite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce ONZIEME jour de DECEMBRE l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec.
37 L.-P. GEOFFRION,

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this ELEVENTH day of DECEMBER, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.
38

Avis du Gouvernement

Labour Press, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1915, constituant en incorporation M.M. Joseph Philéas Aubin, huissier; Auguste Dufresne, avocat; Arthur Perrault, Hormisdas Beaulieu et Joseph Richard, comptables; Fidèle Barbeau, ingénieur civil; Louis Bigonnesse et Aurèle Bigonnesse, architectes; Daniel McAvoy, avocat, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Publier, imprimer, relier, vendre et distribuer des livres, pamphlets, guides de chemins de fer et horaires, des magazines, revues, journaux, tracts, périodiques, dépêches et autres publications quelconque, avoir l'exercice de tous les pouvoirs relatifs ou se rapportant aux objets précités, et plus particulièrement établir et exercer le commerce et l'industrie de l'imprimerie, de la lithographie, de la gravure et d'agence de publicité;

Etre agents, représentants, facteurs, courtiers ou agents à commission pour autres personnes, corporations ou compagnies exerçant le même commerce;

Acquérir aucun commerce de nature semblable ou aucun accessoire d'icelui, exercer ce commerce avec tous les privilèges qui s'y rattachent; les payer ces commerce ou accessoire ou payer les services rendus à la compagnie en numéraire, en parts ou en obligations de la corporation, acheter et détenir des actions, obligations ou autres valeurs d'aucune compagnie faisant des opérations de même nature;

Acquérir, posséder, utiliser, exploiter, vendre, distribuer, louer ou autrement disposer d'aucun brevet d'invention, marque de commerce, dessins, droits d'auteurs relatifs ou nécessaires au commerce de la compagnie;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs d'aucune nature, réelles ou personnelles, pour dettes, engagements et obligations envers la compagnie contractés ou à être contractés en rapport avec ses fins et objets, et les grever, engager, vendre, louer ou aliéner;

S'amalgamer, soit par achat, vente ou autrement, avec personne, société ou corporation exerçant un commerce identique à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer;

Acquérir, construire, vendre et transporter aucun bien-fond, terre et bâtisse requis pour la

Government Notices

Labour Press, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second of December, 1915, incorporating Messrs. Joseph Philéas Aubin, bailiff; Auguste Dufresne, advocate; Arthur Perrault, Hormisdas Beaulieu and Joseph Richard, accountants; Fidèle Barbeau, civil engineer; Louis Bigonnesse and Aurèle Bigonnesse, architects; Daniel McAvoy, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes:

To publish, print, bind, sell and distribute books, pamphlets, railway guides and time bills, magazines, reviews, newspapers, tracts, periodicals, despatches and other publications whatsoever and to exercise all other powers incidental to or connected with these above as more particularly set out, and generally to carry on the trade or business of printers, lithographers, engravers and advertising agents;

To act as agents, representatives, factors, brokers or commission agents for other parties, corporations or companies carrying on a similar business;

To acquire any business of a similar nature or any of its accessories and carry on such business with all rights appertaining thereto, and to pay for the same or for services rendered the company in cash or in stock or bonds of the company and to purchase and hold the stock, bonds or other securities of any company carrying on operations of a like nature;

To acquire, own, use, operate, sell, assign, lease or otherwise, dispose of any and all patents of invention, trade marks and designs and copyrights connected with or necessary to the business of the company;

To take, acquire and hold securities of any kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company incurred or to be incurred in respect of the purposes and objects of the company and to mortgage, pledge, sell, let or dispose of any of the same;

To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation, engaged in a business similar to that which the company is authorized to carry on;

To acquire, build, sell and convey any real estate, lands and buildings requisite for the

conduite de la totalité ou d'aucune partie des susdites entreprises;

Louer ou sous-louer aucune propriété de la compagnie, vendre ou autrement disposer de ses commerce, propriété, entreprise, en tout ou en partie en considération de ce que la compagnie estimera convenable, et spécialement contre des parts, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente, et distribuer, aux actionnaires, les dites parts, débentures ou valeurs, sous le nom de "Labour Press, Limited", avec un fond social de cinquante mille (\$50,000.00) piastres, divisé en cinq mille (5,000) actions préférentielles cumulatives et exclusives du droit de vote, et cinq mille (5,000) actions de capital commun, de cinq (\$5.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 22ième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7629—53-2

Sous-secrétaire Provincial.

The Ukrainian Sales Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit décembre 1915, constituant en corporation MM. Alex. Haliluck, Wasył Buczkowski, Mikolay Gonta, Dmyler Solohub, John Biloris, Nickolys Krajyski, et Jean Telenko, marchands, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter et prendre charge, à titre de commerce en opération du commerce et de l'actif en général, biens réels ou personnels, y compris les licences de vente de spiritueux, de l'achalandage, commerce actuellement exercé par Alex Haliluck, au No 347 rue Centre, et par John Holainuk, au No 304 rue Saint Patrick, tous deux de la cité de Montréal, épiciers, et marchands de liqueurs, et payer ces achats soit en numéraire, soit en parts acquittées de la compagnie;

Acquérir pour ces fins aucun permis accordé par l'autorité compétente, se faire autoriser à prendre aucun permis ou aucune licence pour continuer le dit commerce;

Acquérir, vendre, importer, exporter, embouteiller les boissons alcooliques et autres, acquérir, manufacturer, vendre en gros et détailler les épiceries, les produits végétales, les provisions, les fruits, viandes, poissons, liqueurs, la fleur, le cocoa, les eaux gazeuses et minérales, les marchandises sèches, hardes, bottines et chaussures, meubles, articles de ferronnerie, le granit, les bijoux, le bois et le charbon et faire un commerce général épicerie;

Publier, imprimer, relier, être papetiers, publier des articles divers et autres publications d'aucune nature;

Fabriquer et vendre les cigares et cigarettes, se procurer et acquérir tout le tabac requis;

Etre agents d'aucune personne ou compagnie, étrangère ou résidente, exerçant le même commerce que la dite compagnie et exercer aussi le commerce d'échange de la main-d'œuvre;

Acquérir par achat, échange, louage concession, ou par aucun autre titre légal, aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie jugera avantageux d'acheter, directement ou indirectement, pour les fins du commerce de la corporation, ou comme placements de l'excédant de ses deniers, construire et ériger des fabriques, entrepôts, boutiques et autres bâtisses quelconque nécessaires ou utiles aux fins de la dite compagnie, et généralement aucune propriété mo-

carrying on of all or any of the aforesaid undertakings;

To let or sub-let any property of the company, and to sell or otherwise dispose of the business, property, undertaking or any part thereof for such consideration as the company may deem fit and in particular for the shares and debentures or securities of any other company having objects similar to those of this company, and to distribute said shares, debentures or securities among the shareholders, under the name of Labour Press, Limited, with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five thousand (5,000), preferred cumulative shares but non voting, and five thousand (5,000) shares of common stock, of five dollars (\$5.00) a share.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 22nd December, 1915.

C. J. SIMARD,

7630—53-2

Assistant Provincial Secretary

The Ukrainian Sales Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth of December, 1915, incorporating Messrs. Alex. Haliluck, Wasył Buczkowski, Mikolay Gonta, Dmyler Solohub, John Biloris, Nickolys Krajyski and Jean Telenko, merchants, of Montreal, for the following purposes:

To purchase and take over as a going concern the business and assets generally, real and personal including the liquor licenses and goodwill now carried on by Alex Haliluk, at 347 Centre Street, and by John Holainuk, at 304 Saint Patrick street, both in the city of Montreal, as grocers and liquor business, and pay for such either in cash or in paid up shares of the company;

To acquire for such purpose any permit granted by the competent authority and be authorized to take any permit or license for the continuation of the said business;

To acquire, sell, import, export, bottle, alcoholic and other liquors, to acquire, manufacture, sell both wholesale and retail groceries, vegetables, provisions, fruits, meats, fish, wines, liquors, flour, cocoa, aerated waters, mineral waters, dry goods, clothing, boots and shoes, furniture, iron ware, granite, jewellery, wood and coal, and carry on a general grocery business;

To carry on the business of publishing, printing, binding, stationary, fancy articles and publications of all kinds;

To make and sell cigars and cigarettes and to procure and acquire all the tobacco needed;

To act as agents for any foreign or domestic person or persons, or company engaged in a similar or other business to that carried on by the said company and also to carry on the business of labor exchange;

To acquire by purchase, exchange, lease, grant or by any other legal title any moveable or immoveable property that the company may think proper to buy either directly or indirectly for the purposes of the business of the company or as an investment of its surplus funds, and to construct and erect manufactories, warehouses and shops and other structures what ever necessary or useful for the purposes of the said company, and generally all property moveable or immoveable

bilière ou immobilière qu'elle jugera à propos de construire et d'acquérir, ainsi que le droit de les louer, vendre et aliéner;

Acheter, louer ou autrement acquérir aucune part ou intérêt dans la totalité ou aucune partie du commerce, de l'achalandage et de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie et assumer la totalité ou aucune partie des obligations d'aucune personne, société ou compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la présente compagnie en considération, aux termes et conditions qu'elle spécifiera;

S'amalgamer avec aucune compagnie, société ou personne dont les pouvoirs et privilèges sont semblables aux siens, fusion qui sera sujette aux stipulations et conditions dont on pourra convenir;

Rémunérer en numéraire ou en actions acquittées de la compagnie, ou d'aucune autre manière aucune personne ou corporation pour services rendus dans ou à l'occasion de sa formation ou la gestion de ses affaires, et distribuer à ses actionnaires la totalité ou aucune partie des parts, valeurs ou autre propriété appartenant à la présente compagnie;

Faire tous autres actes et toutes autres choses se rapportant ou conduisant à la réalisation des objets susdits ou d'aucun d'eux, sous le nom de "The Ukrainian Sales Company, Limited", avec un fond social de vingt mille (\$20,000.00 piastres, divisé en huit cents 800 parts de vingt-cinq \$25.00 piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7627-53-2 Sous-secrétaire de la province

Le Cercle Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Incorporée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1915, constituant en corporation M.M. Alfred Côté, maître-charpentier, Hormisdas Gervais, Louis Hébert et J.-Adjutor Daillaire, mécaniciens, Hervé Daillaire, employé de Chandler, dans les buts suivants:

Former un corps de musique et un groupe d'acteurs;

Construire et exploiter des immeubles tel que théâtre ou salle publique, vendre, échanger les dits immeubles;

Posséder ou exploiter des lieux d'amusements tels que parcs, terrains de jeux, patinoirs;

Former des clubs de balle au champ, de hockey ou de tout autre sport;

Organiser des représentations de lutte, boxe, ou de tout autre sport pouvant intéresser le public;

Mettre à la disposition des membres du cercle les moyens de s'instruire au moyen de lectures, conférences ou écoles du soir;

Posséder, échanger ou vendre tous livres, instruments de musique ou autres propriétés, meubles du cercle;

Autoriser et obliger un ou plusieurs des officiers du cercle à maintenir l'ordre sur les propriétés des clubs;

Faire, amender ou annuler tout règlement nécessaire au bon fonctionnement du cercle, sous le nom de "Le Cercle Notre-Dame du Sacré-Cœur, incorporée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en quatre mille (4000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

that the company may think proper to construct or acquire, and the right to rent, sell and alienate the same;

To purchase lease or otherwise acquire any share or interest in the whole or any part of the business, goodwill and assets of any person, firm or company and to undertake all or any of the liabilities of any person, firm or company;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or part of the business of this company for such consideration and upon such terms and conditions as the company may determine;

To amalgamate with any company, firm or person having similar powers and privileges to those of this company, subject to the stipulations and conditions that may be agreed upon;

To remunerate by payment in cash or in paid up stock of the company, or in any other manner, any person or persons, or corporations for services rendered in or about the formation of the company or in the conduct of the business thereof and distribute among the shareholders of this company any or all of the shares, securities or other property belonging to the company;

To do all such other acts and things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "The Ukrainian Sales Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7628-53-2 Assistant Provincial Secretary.

Le Cercle Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Incorporée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1915, incorporating Messrs. Alfred Côté, master-joiner, Hormisdas Gervais, Louis Hébert and J. Adjutor Daillaire, machinists Hervé Daillaire, employee, of Chandler, for the following purposes:

To form a musical corps and a group of actors;

To construct and operate immoveables, such as theatres, public halls, sell and exchange said immoveables;

To own or operate amusement places, such as parks, playgrounds and skating rinks;

To organize baseball clubs, hockey clubs or club for any other sport;

To organize wrestling and boxing matches, or other matches in any line of sport capable of interesting the public;

To place at the disposal of the members of the club, the means of educating themselves by means of lectures or night schools;

To own, exchange or sell all books, musical instruments or other property and moveables of the club;

To authorize and oblige one or several officers of the club to maintain order on the club's property;

To make, amend, or annul any by-law, requisite for the proper working of the club, under the name of "Le Cercle Notre-Dame du Sacré-Cœur, incorporée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand (4000) shares of five dollars (\$5.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Chandler, district de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7681—53-2 Sous-secrétaire de la province.

Le Réveil, limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1915, constituant en corporation MM. J. Arthur Langlois, comptable; Georges H. Morin, journaliste; J. Henri Leclair, prote; Fernand Roby et Louis Luys, journalistes, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Pour faire affaires comme propriétaires et éditeurs de journaux, périodiques, magazines, livres et autres ouvrages et entreprises littéraires, et entr'autres, publier un journal sous le nom de "Le Réveil";

Pour faire affaires comme imprimeurs, relieurs, et graveurs;

Pour tenir une agence générale d'annonces, agir comme mandataires et intermédiaires entre les annonceurs et les clients, et tenir un comptoir postal, sous le nom de "Le Réveil", limitée, avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00) divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacun.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7683—53-2 Sous-secrétaire de la province.

The Insuladuct Manufacturing Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois décembre 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Existe Dieuonné Longtrie, de Saint-Jean, P. Q., manufacturier; William Mitchell Northey, secrétaire; Louis A. Angevine, teneur de livres; A. George Brooke Claxton, Conseil du Roi et avocat; Miss Ida J. Sutherland, sténographe, de la cité de Montréal:

Pour manufacturer, acheter, vendre, louer, échanger, aliéner, ou autrement faire commerce de tous effets, denrées et marchandises, et exercer le négoce de manufacturiers, importateurs, marchands généraux et trafiquants;

Pour acheter et vendre, négocier la vente, faire commerce et usage d'aucune espèce d'inventions, brevets d'invention, ou droits patentés et intérêts en ic eux;

Pour assumer et prendre charge, comme d'une firme en opération, de l'industrie désignée sous le nom de "The Insuladuct Manufacturing Company", et la payer avec du stock commun de la corporation à être constituée sous le nom de "The Insuladuct Manufacturing Company, Limited", avec un fond social de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en deux cents (200) parts de cent (\$100.00) piastres, chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Saint-Jean, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-trois décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7715—53-2 Assistant-sec. de la province.

The principal place of the business of the corporation, to be at Chandler, district of Gaspé.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7682—53-2 Assistant Provincial Secretary.

Le Réveil, limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of Dec. 1915, incorporating Messrs. J. Arthur Langlois, accountant; Georges A. Morin, journalist; J. Henri Leclair, printing foreman; Fernand Roby and Louis Luys, journalists, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of owners and publishers of newspapers, periodicals, magazines, books and literary works and undertakings, and especially, to publish a newspaper under the name of "Le Réveil";

To carry on the business of printers, bookbinders and engravers;

To conduct a general advertising business, to act as mandatories and intermédiaires between advertisers and clients, and to keep a branch post office, under the name of "Le Réveil, Limitée", with a capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7684—53-2 Assistant-Provincial-Secretary.

The Insuladuct Manufacturing Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1915, incorporating Messrs. Joseph Existe Dieuonné Longtrie, of Saint John's, P. Q., manufacturer; William Mitchell Northey, secretary, Louis A. Angevine, book keeper; A. George Brooke Claxton, King's Counsel, and advocate; Miss Ida K. Sutherland, stenographer, of the city of Montreal:

To manufacture, buy, sell, lease, exchange, dispose of, or otherwise deal in all kinds of goods, wares and merchandise, and to carry on the business of manufacturers, importers and general merchants and traders;

To buy, sell and negotiate the sale of, and to deal in and make use of all kinds of inventions, patents of invention, or patent rights and interest therein;

To assume and take over as a going concern the business known as The Insuladuct Manufacturing Company, and to pay for the same in the common stock of the company to be incorporated, under the name of The Insuladuct Manufacturing Company, Limited, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is at Saint John's, P. Q.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7716—53-2 Assistant Prov. Sec.

Credit Exchange, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1915, constituant en corporation M.M. Auguste Joseph Allaire, teneur de livres, Bibiane Lefebvre, copiste, Marie-Anne Hénault, copiste, de la cité de Montréal, Joseph-Alfred Nadeau, Edouard Rivard Dufresne, notaires, d'Outremont, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, posséder, louer, hypothéquer, nantir, gager ou autrement grever, donner en garantie ou en paiement, donner ou recevoir en échange, vendre ou autrement aliéner des biens, créances et droits, mobiliers et immobiliers;

Emettre des débetures, actions libérées ou autres valeurs de la compagnie en paiement;

Acheter ou autrement acquérir des actions d'autres corporations, et les vendre ou autrement en disposer sous le nom de "Credit Exchange, Limited", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00) divisé en deux cent cinquante (250) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

7711-53-2 Sous-secrétaire de la province.

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS QUI SERONT PRÉSENTÉS PENDANT LA PROCHAÎNE SESSION

Aux termes du règlement, les délais fixés pour le dépôt des bills privés expireront le 27 décembre 1915, inclusivement; les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives de bills privés expireront le 20 janvier 1916 inclusivement; les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés expireront le 25 janvier 1916 inclusivement; les délais fixés pour la présentation des bills privés expireront le 31 janvier 1916 inclusivement; et les délais fixés pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés expireront le 14 février 1916 inclusivement.

Le greffier,

L.-P. GEOFFRION,

Québec, 11 décembre 1915. 7205-51-9

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVES AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire

Credit Exchange, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1915, incorporating Messrs. Auguste Joseph Allaire, book-keeper, Bibiane Lefebvre, copyist, Marie-Anne Hénault, copyist, of the city of Montreal, Joseph-Alfred Nadeau, notary, Edouard Rivard Dufresne, notary, of Outremont, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, own, lease, hypothecate, mortgage, pledge or otherwise engage, give as security or payment, give or receive in exchange, sell or otherwise alienate property, claims and moveable and immoveable rights;

To issue debentures, paid up shares or other securities of the company in payment;

To purchase or otherwise acquire shares of other corporations, and to sell or otherwise dispose of same, under the name of "Credit Exchange, Limited" with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00) divided into two hundred and fifty (250) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty second day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

7712-53-2 Assistant provincial secretary.

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

RELATING TO PRIVATE BILLS TO BE INTRODUCED DURING THE COMING SESSION.

Under the Rules and Standing Orders, the time limited for depositing private bills will expire on the 27th December, 1915, inclusively; the time limited for presenting petitions for the introduction of private bills will expire on the 20th January, 1916, inclusively; the time limited for receiving petitions for the introduction of private bills will expire on the 25th January, 1916, inclusively; the time limited for introducing private bills will expire on the 31st January, 1916, inclusively; and the time limited for receiving reports from select committees charged with the examining of private bills will expire on the 14th February, 1916, inclusively.

L. P. GEOFFRION,

Clerk.

Quebec, 11th December, 1915. 7206-51-9

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may

de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

1. *Pour des lois de constitution en corporation.*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(c) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extention des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre des Communes
6381—46-13

be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows:

1. *For acts of Incorporation.*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation:*

(a) For the extension of a line or railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both English and French; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,
Clerk of the House of Commons.
6382—46-13

Demandes à la Législature

Application to the Legislature

Avis est par le présent donné que Louis Bélair, William Legaré, Louis Paquette, Modiste Viau, W. H. Tyndale, R. I. Griffin, Wilfrid Lachaine, Alexandre Pilon, Stuart Howard, Elzéar Beaulieu, Tancrede Legault, tous propriétaires, résidents et contribuables de la paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie, comté de Terrebonne, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour détacher de la

Notice is hereby given that Louis Belair, William Legaré, Louis Paquette, Modiste Viau, W. H. Tyndale, R. I. Griffin, Wilfrid Lachaine, Alexandre Pilon, Stuart Howard, Elzéar Beaulieu, Tancrede Legault, all being proprietors, residents and rate payers in the parish of Sainte-Adèle d'Abercrombie, county of Terrebonne, will apply to the Quebec Legislature at its next session for the passing of an act to separate from the muni-

municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie, et en former une municipalité distincte sous le nom de municipalité de Val Morin, les lots suivants:

(a) Une partie du territoire borné au nord par les limites de la dite paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie; d'un côté, au nord-ouest, par la ligne de séparation entre la municipalité de Sainte-Adèle et le canton Doncaster; au sud partie par la ligne de division des lots 9 et 10 du 6ième rang du canton Morin, et partie par la ligne de division des 10ième et 5ième rangs du canton Morin; à l'ouest partie par la ligne de division des 5ième et 6ième rangs du canton Morin, et partie par la ligne de division des lots 12b du 10ième rang d'avec le lot 13a du 10ième rang et 12a du 11ième rang d'avec le lot 13b du 10ième rang et partie par la ligne de séparation du lot 12b du 11ième rang d'avec 13b du 11ième rang; partie par la ligne de séparation du 8ième rang d'avec le 9ième, et formera une municipalité distincte sous le nom de municipalité de Val Morin.

Avec pouvoir d'emprunter un montant n'excédant pas \$5,000.00.

McLENNAN, HOWARD & AYLMEY,
Procureurs des requérants.
Montréal, 27 décembre 1915. 7631—53-4

city of the parish of Sainte Adele d'Abercrombie, and form into a distinct municipality to be known as the municipality of Val Morin, the following lots:

(a) A piece of territory bounded on the north by the limits of the said parish of Sainte Adele d'Abercrombie; on one side, to the north-west, by the line dividing the municipality of Sainte Adele from the canton Doncaster; on the south partly by the line dividing lots 9 and 10 of the 6th range of the canton Morin, and partly by the line dividing the 10th and 5th ranges of the canton Morin; on the west partly by the line dividing the 5th and 6th ranges of the canton Morin, and partly by the line dividing lots 12b of the 10th range from lot 13a of the 10th range and 12a of the 11th range from lot 13b of the 10th range and partly by the line dividing lot 12b of the 11th range from 13b of the 11th range; partly by the line dividing the 8th range from the 9th range, and shall form a separate municipality under the name of the municipality of Val Morin.

With power to borrow an amount not exceeding \$5,000.00.

McLENNAN, HOWARD & AYLMEY,
Attorneys for Petitioners.
Montreal, December 27th, 1915. 7632—53-4

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi accordant les droits et pouvoirs suivants, savoir:

(a).—Le pouvoir d'emmagasiner, dans le lac Kénogami et dans les lacs et étangs qui s'y déversent, au moyen d'écluses ou digues, les eaux nécessaires pour régulariser le cours des rivières Chicoutimi et Aux Sables.

(b).—Le pouvoir de remplacer les écluses ou digues qu'elle exploite à cette fin sur la rivière Chicoutimi, à ou vers l'endroit appelé Portage des Roches, et sur la rivière Aux Sables, à ou vers l'endroit appelé Pibrac, par des écluses plus hautes et plus effectives.

(c).—Le pouvoir de creuser le lit des rivières Chicoutimi et Aux Sables depuis le lac Kénogami jusqu'aux dites écluses du Portage des Roches et de Pibrac.

(d).—Le pouvoir d'acquérir par bail, achat, expropriation ou autrement, selon le cas, les lacs, étangs, rivières, écluses, travaux et immeubles utiles pour arriver à ses fins.

(e).—Le pouvoir de vendre, moyennant un tarif approuvé, et sous réserves des droits acquis par les tiers à ce jour, aux personnes et compagnies industrielles qui en auront besoin, l'eau ainsi accumulée et gardée en réserve dans le lac Kénogami et ses tributaires.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Procureurs de la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi.

Chicoutimi, 14 décembre 1915. 7397—52-4

Public notice is hereby given that "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for an Act granting it the following rights and powers, to wit:

(a).—Power to store, in Lake Kenogami and the lakes and ponds emptying into it, by means of dams or embankments, the water necessary to regulate the flow of Chicoutimi et Aux Sables.

(b).—Power to replace the dams or embankments operated by said company for the above purposes on the Chicoutimi River, at or near the place called "Portage des Roches" and on the Aux Sables River at or near the place called Pibrac, by higher and more effective dams.

(c).—Power to dig the beds of the rivers Chicoutimi and Aux Sables, from Lake Kenogami to said dams situated at "Portage des Roches" and Pibrac.

(d).—Power to acquire by lease, purchase, expropriation or otherwise, as the case may be, the lakes, ponds, rivers, dams, works and immovable suitable for the attainment of its purposes.

(e).—Power to sell, at a certain approved rate and under the reserve of rights held by third parties up to this day, to persons and industrial corporations requiring same, the water thus stored and kept in reserve in Lake Kenogami and its tributaries.

LAPOINTE, & LANGLAIS,
Attorneys for "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi."

Chicoutimi, 14th December, 1915. 7398—52-4

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, une demande sera faite pour la sanction d'un bill pour prolonger le délai accordé à "The Saint Francis Valley Railway Company" par la section 7 du chapitre 83 des Statuts de Québec 1912, 3 Georges V, pour construire la partie de son chemin de fer comprise entre Richmond, ou Melbourne, et Saint-François-du-Lac, et pour compléter son chemin de fer.

BEIQUE & BEIQUE,
Avocats de la requérante.
Montréal, 14 décembre 1915. 7379—52-4

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made for the passing of an Act to extend the time granted to The Saint Francis Valley Railway Company, by section 7 of chapter 83 of the Statutes of Quebec, 1912, 3 George V for the construction of that part of its Railway between Richmond, or Melbourne, and Saint François du Lac, and to complete its Railway.

BEIQUE & BEIQUE,
Attorneys for Applicant,
Montreal, 14th December, 1914. 7380—52-4

Avis est donné par le présent que la compagnie "North Shore Power" s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement la loi 60 Victoria, chapitre 77 et ses amendements, afin de lui permettre de pouvoir étendre ses opérations hors des limites du district de Trois-Rivières, et plus spécialement dans les comtés de Portneuf et de Lotbinière; et aussi pour lui permettre d'utiliser certains appareils pour contrôler le courant livré au consommateur et régulariser leur installation et leur usage; et aussi certains autres amendements qui sont nécessaires pour le bon fonctionnement de la compagnie.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Procureurs de la requérante.

Trois-Rivières, 15 décembre 1915. 7399—52-4

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant en corporation le "Royal Victoria Collège", pour l'instruction supérieure des femmes.

CASGRAIN, MITCHELL,
HOLT, McDOUGALL,
CREELMAN & STAIRS,
Avocats des requérants.

Montréal, 16 décembre 1915. 7405—52-4

Avis est par le présent donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendement sa charte, concernant: La qualification foncière des membres du conseil; une certaine indemnité à être donnée aux porteurs de licences pour la vente de liqueurs enivrantes, le droit de les aider en achetant leurs propriétés ou autrement; le droit pour la cité d'opérer des hôtels ou auberges de tempérance ou autres et des débits de liqueurs enivrants dans certains cas; un amendement à l'article 55 de sa charte, concernant l'aide à diverses entreprises de commerce ou de manufacture; le droit de taxer certaines personnes ou corporations exerçant un commerce ou moyen d'existence quelconques; la réglementation ou la prohibition des autobus dans les limites de la cité; le pouvoir d'emprunter certaines sommes d'argent pour certaines fins; le pouvoir de disposer des fonds d'amortissement; l'achat de terrain pour y construire des bâtisses pour manufactures ou ateliers et le pouvoir de faire des règlements à cette fin; l'achat de terrains pour tenir des expositions agricoles et autres, et le pouvoir d'établir des commissions spéciales dans ce but et de faire des règlements pour cette fin; un amendement à la section 89 de sa charte concernant les emprunts temporaires; le pouvoir d'indemniser les membres du conseil; la création d'un fonds de secours pour les pauvres et autres personnes dans le besoin.

ARTHUR BELIVEAU,
Greffier.

Trois-Rivières, 17 décembre, 1915. 7403—52-4

Avis est par le présent donné que Benjamin Shulman, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

7425—52-4 BENJAMIN SHULMAN,

Avis est donné par Peter McAvoy, John J. Ryan, D. Maloney, R. G. Johnson, Thos. Frs. Handing, de la cité et du district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi, formant en corporation scolaire distincte, les propriétaires, occupants,

Notice is hereby given that the "North Shore Power Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act amending the Act 60 Victoria, chapter 77 and other statutes amending the same, authorizing the company to extend its operations beyond the limits of the district of Three Rivers, and more especially in the counties of Portneuf and Lotbinière; and also authorizing the company to use certain appliances to control the current delivered to the consumers and also providing for their installation and use; and for certain other amendments as may be deemed necessary.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Attorneys for petitioner.

Three Rivers, 15th December, 1915. 7400—52-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session for an act incorporating the "Royal Victoria College", for the higher education of women.

CASGRAIN, MITCHELL,
HOLT, McDOUGALL,
CREELMAN & STAIRS,
Solicitors for applicants.

Montreal, 16th December, 1915. 7406—52-4

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Three Rivers will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter on the following matters; Property qualification of the members of the council; a certain indemnity to be paid to the licensees for the sale of spirituous liquors; the right to come to the aid of such persons by buying their property or otherwise; the right to operate temperance or other hotels or inns and places for the sale of spirituous liquors, in certain cases; an amendment to article 55 of its charter respecting aid to various commercial or industrial undertakings; the power to tax certain persons or corporations carrying on any business or trade whatever; the regulation or prohibition of autobus within the city limits; the power to borrow certain sums of money for various purposes; the power to dispose of the sinking fund; the purchase of land for the erection of factories or workshop and the power to pass by-laws to that effect; the purchase of land for holding thereon agricultural or other exhibitions and the power to establish special commissions for that purpose and to make by-laws to that effect; an amendment to section 60 of its charter respecting temporary loans; the power to indemnify the members of the council; the creation of a relief fund for the poor and needy.

ARTHUR BELIVEAU,
Clerk.

Three Rivers, 17th December, 1915. 7404—52-4

Notice is hereby given that Benjamin Shulman will apply to the legislature, at its next session, for an Act authorizing the bar to admit him among his members, after examinations.

7426—52-4 BENJAMIN SHULMAN,

Notice is hereby by Peter McAvoy, John J. Ryan, D. Maloney, R. G. Johnson, Thos. Frs. Handing, of the city and district of Montreal, that they will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act forming into a distinct school corporation the proprietors, occupants, tenants and rate-

locataires et contribuables professant la religion catholique et parlant la langue anglaise, dans les municipalités scolaires suivantes, savoir: Saint-Stanislas, Saint-Grégoire le Thaumaturge, Côte Visitation, Saint-François Solano, Saint-Jean Berchmans et pour autres fins s'y rapportant.

PETER McEVOY,
JOHN J. RYAN,
D. MALONEY,
R. G. JOHNSON,
THOS. FRAS. HARDING,

Montréal, 18 décembre 1915. 7383-52-4

Avis est par le présent donné que la société d'Histoire Naturelle de Montréal demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session qu'une loi soit votée, comme amendement à sa charte, pour l'autoriser à se fusionner avec aucune autre institution éducationnelle littéraire ou scientifique, à détenir une plus grande valeur en biens immeubles, à en acquérir, posséder et en occuper en aucun endroit sur l'île de Montréal, soit seule, soit conjointement avec aucune autre société ou corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables; à pourvoir à leur administration, soit seule, soit conjointement avec d'autres; à contracter tels emprunts qui seront convenables aux fins de la société et à les garantir par hypothèque sur aucun immeuble de la société; et, pour tous autres objets.

J. S. BUCHAN,

Procureur de la requérante.

Montréal, 7 décembre 1915. 7185-51-4

Je, soussigné Louis-René Gagné, de la cité de Québec, donne avis que je soumettrai à la prochaine session de l'Assemblée législative un projet de loi aux fins d'autoriser le Barreau de la province de Québec, à m'admettre au nombre de ses membres immédiatement, sans examen, pour l'admission à l'étude.

LOUIS-RENE GAGNE,

Gagné & Gagné, avocats.

111 Côte de la Montagne. 7187-51-4

Avis public est par les présentes donné que Maurice Goudrault, étudiant en droit, de la cité de Montréal, district de Montréal, ayant obtenu la permission du Conseil Général du Barreau de la province de Québec, présentera à la prochaine session de la Législature, un bill pour être admis à la pratique du droit après avoir passé l'examen final requis pour la pratique.

MAURICE GOUDRAULT,

Requérant

Montréal, le 11 décembre, 1915. 7189-51-4

Avis est par les présentes donné que la cité de Hull, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes :

Pour définir le mot immeuble; au sujet du vote des règlements par les électeurs municipaux et pour définir d'une manière claire quand ils sont adoptés ou refusés; au sujet de la limite d'emprunt; au sujet de la ratification des règlements Nos. 160, 161, 162 et des débetures émises en vertu d'iceux; au sujet du quorum du Conseil en cas de résignation de plusieurs échevins; au sujet des actions en dommages pour améliorations locales et autres et leur prescription; pour forcer la construction de trottoirs; pour imposer une taxe ou licence sur garages et automobiles de louage et sur places de jeu, compagnies d'assurances; pour pouvoir donner des débetures en garantie collatérale; pour enregistrement des débetures et leur radiation; pour réglementer

payers, professing the catholic religion and speaking the english language, in the following school municipalities, to wit: Saint Stanislas, Saint Gregoire le Thaumaturge, Côte Visitation, Saint François Solano, Saint Jean Berchmans and for other purposes.

PETER McEVOY,
JOHN J. RYAN,
D. MALONEY,
R. G. JOHNSON,
THOS. FRAS. HARDING,

Montreal, 18th December, 1915. 7384-52-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at its next session by the Natural History Society of Montreal for an Act to amend its charter to authorize it to amalgamate with any other educational, or literary or scientific institution, to hold a larger amount of real property, to acquire, hold and occupy the same anywhere on the Island of Montreal, either by itself or jointly with any other Society or Corporation having similar purposes in whole or in part, to provide for the administration of the same either jointly with others or alone, to borrow such sums as may be deemed advisable for the purposes of the Society and to secure the same by hypothecating any real property of the Society and for all other purposes.

J. S. BUCHAN,

Attorney for applicants.

Montreal, 7th December, 1915. 7186-51-4

I, the undersigned, Louis-René Gagné, of the city of Quebec, hereby give notice that I will present at the next session of the Legislative assembly, a bill to authorize the Bar of the province of Quebec to admit me amongst its members immediately, without examination, for admission to study of law.

LOUIS-RENE GAGNE,

Gagne & Gagné, avocats.

111 Mountain Hill. 7188-51-4

Public notice is hereby given that Maurice Goudrault, of the city of Montreal, district of Montreal, having obtained the permission from the general Council of the Bar of the province of Quebec, will, at the coming session of the Legislature, present a bill in order to be admitted to law practice after having passed the final examination for practice.

MAURICE GOUDRAULT,

Petitioner

Montreal, December the 11th, 1915. 7190-51-4

Notice is hereby given that the city of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a special law for the following purposes:

To define the word "immoveable"; regarding the voting of the by-laws by municipal electors and to define properly when such by-laws are adopted or not; concerning the borrowing power and its limits; to ratify by-laws 160, 161, 162 and bonds issued under same; concerning the quorum of the council in case of resignation of many aldermen; concerning actions in damages based on local improvements; works and others and their prescription; to force the construction of sidewalks; to impose a license or tax on garages, automobiles to hire, and curiosity shows of all kinds and insurance companies; to give bonds in collateral security; concerning the registration of bonds and their radiation; concerning the mode of construction of buildings in certain parts

le mode de construction dans certaines parties de la cité, et déterminer à quelle distance de la rue les maisons seront construites; au sujet de la subdivision des terrains et des rues dans certains quartiers; au sujet du rôle d'évaluation et des reviseurs et du rôle supplémentaire; rectification des lignes du quartier 1a; pour donner droit à tous propriétaires de voter aux élections des commissaires d'écoles qu'ils aient payé leurs redevances scolaires ou non; pour donner droit à tout candidat à leur charge de commissaire d'écoles mis en nomination, de résigner dans les vingt-quatre heures.

J. WILFRID SAINTE-MARIE,
Procureur de la cité de Hull.

Hull, 16 décembre 1915. 7377-52-4

Les soussignés Alexander MacLeay, marchand, et Murdock McDonald, cultivateur, tous deux du canton de Shipton, dans le comté de Richmond; Charles Boutelle, marchand de meubles; Chester H. Cleveland, manufacturier; James Riddle, marchand; George MacCracken, marchand; Byron H. Barnard, *jobber*; George W. Adams, dentiste; M. Henry Richey, gérant de banque; and Charles C. Brown, maître de poste, du village de Danville, dans le comté de Richmond, donnent avis par les présentes qu'ils s'adresseront à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir une charte sous le nom corporatif de "Danville Protestant Cemetery Company", ayant son bureau principal dans le village de Danville, dans le comté de Richmond, avec succession perpétuelle, et, entre autres pouvoirs, les suivants, viz: d'acquérir et, après telle acquisition, d'être investis du contrôle, de l'entretien et de l'administration de la propriété actuellement connue sous le nom de "Danville Protestant Cemetery", ainsi que des autres cimetières protestants dans le canton de Shipton; d'avoir, d'acquérir, et posséder les biens requis à cette fin, ladite propriété devant en tout temps être exempte de taxes municipales et scolaires, se trouver située dans le canton de Shipton et ne pas excéder en valeur annuelle la somme de cinquante mille piastres; de posséder et maintenir un cimetière sur telle propriété; de louer ou de vendre des lots pour des sépultures, ainsi que d'y faire des améliorations et des embellissements; de gérer les affaires de cette compagnie à l'aide d'un bureau de dix directeurs élus deux à deux par chacune des dénominations protestantes, actuellement établies dans le village de Danville, viz: Congrégationaliste, Episcopaliennne, Méthodiste, Adventiste et Presbytérienne: le pouvoir de faire des règlements et en général de faire tous actes tendant à assurer l'établissement, l'usage, le maintien et l'administration de ce cimetière ou de ces cimetières.

LEON GARNEAU,

Procureur des pétitionnaires.

Danville, 11 décembre 1915. 7191-51-4

AVIS.

Avis est donné de la part de Elie Jobin, écuyer, de la cité de Montréal, docteur en chirurgie dentaire, que, vu l'autorisation à cet effet que lui a donnée le Bureau des gouverneurs du collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à son assemblée tenue à Montréal, le 13 septembre 1915, il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander l'adoption d'un bill privé à l'effet de régulariser sa cléricature.

Donné à Québec, ce 14 décembre 1915.

BEDARD, PREVOST & TASCHEREAU,
7223-51-4 Pour le pétitionnaire.

of the city and to determine at what distance of the street buildings may be constructed; concerning the subdivision of lands and streets in certain wards; concerning the assessment roll, the revisors and the supplementary roll; to rectify the description of ward No. 1a; to give the right to all owners to vote at the election of school commissioners, whether they have paid their school taxes or not; to give the right to one candidate as school commissioner to resign within twenty four hours.

J. WILFRID SAINTE-MARIE,
Attorney for the city of Hull.

Hull, 16th December, 1915. 7378-52-4

The undersigned Alexander MacLeay, merchant and Murdock McDonald, farmer, both of the township of Shipton, in the county of Richmond; Charles Boutelle, furniture dealer; Chester H. Cleveland, manufacturer; James Riddle, merchant; George MacCracken, merchant; Byron H. Barnard, *jobber*; George W. Adams, dentist; M. Henry Richey, bank manager; and Charles C. Brown, Postmaster, of the village of Danville, in the county of Richmond, hereby give notice that they will apply to the Legislature of this province, at the next session thereof, to obtain a charter under the corporate name of "Danville Protestant Cemetery Company", having its head office in the village of Danville, in the county of Richmond, and perpetual succession, with the following powers among others, to wit: to acquire and, after such acquisition, be vested with the control, maintenance and management of the property now known as the Danville Protestant Cemetery, and other protestant cemeteries in the township of Shipton, to have, hold and possess property required for such purposes, said property to be at all times exempt from municipal and school taxes, and to be situated in the township of Shipton, and not to exceed in annual value the sum of fifty thousand dollars; to own and maintain a cemetery on such property, to sell or lease lots for burial purposes, and to improve and embellish the same; to manage its affairs by means of a board of ten directors elected two from each of the following Protestant denominations now established in the village of Danville, viz: Congregational, Episcopal, Methodist, Adventist and Presbyterian; the power to make by-laws and generally to do all acts tending to assure the creation, use, maintenance and administration of such cemetery or cemeteries.

LEON GARNEAU,

Attorney for petitioners.

Danville, 11th December, 1915. 7192-51-4

NOTICE.

Notice is hereby given by Elie Jobin, esquire, of the city of Montreal, dental surgeon, that having secured the authorization to this effect from the Board of governors of the College of dental surgeons of the province of Quebec, at its meeting held at Montreal on the 13th of September 1915, he will apply to the Quebec Legislature at its next session for the granting of a private bill regularizing his indenture.

Given at Quebec, this 14th day of December, 1915.

BEDARD, PREVOST & TASCHEREAU,
7224-51-4 For the petitioner.

Avis public est, par les présentes donné par la corporation de la ville Laval des Rapides, dans le comté Laval, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, loi 2 Georges V, chapitre 75, et ses amendements (3 Georges V, chapitre 70, 4 Georges V, chapitre 95, et 5 Georges V, chapitre 100), pour les fins suivantes:

Autorisation d'emprunter une somme de \$25,000.00 pour parfaire le coût des travaux municipaux qui ont été exécutés, autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas \$25,000.00 pour niveler, macadamiser et faire certaines améliorations sur les avenues Impératrice, Napoléon, Roi de Rome et autres, ratification de résolutions et de règlements, administration, taxes sur les terres en cultures et sur les terres qui ont déjà été subdivisées, annexion de nouveaux territoires et autres pouvoirs.

GORDIEN MENARD,

Procureur, de la ville Laval des Rapides.
Laval des Rapides, 11 décembre 1915.

7193—51-4

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Laval des Rapides, in the county of Laval, that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter, Act 2 Georges V, chap. 75, and its various amendments (3 Georges V, chap. 70, 4 Georges V, chap. 95, and 5 Georges V, chap. 100), for the following purposes:

Authorization to borrow a sum of \$25,000.00 to make up the amount required to pay the cost of the municipal works which have been carried out, authorization to borrow a sum not exceeding \$25,000.00 to grade, macadamize and effect certain improvements on Imperatrice, Napoleon, Roi de Rome and other avenues, ratification of resolutions and by-laws, administration, taxes on lands under cultivation and on the lands which have already been subdivided, annexation of new territories and other powers.

GORDIEN MENARD,

Attorney for the town of Laval des Rapides.
Laval des Rapides, 11th December, 1915.

7194—51-4

Avis est par le présent donné que "l'Institut des Artisans de Montréal", corps politique ayant son siège social en la cité de Montréal, dans la province de Québec, demandera à la Législature de la province, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée, amendant sa charte (8 Victoria, chap. 93, amendée par 23 Victoria, Chap. 137, refondue par 40 Victoria, Chap. 67, et amendée par les lois 51-52 Victoria, Chap. 117, 55-56 Victoria, Chap. 89, et 63 Victoria, Chap. 102), pour l'autoriser à conclure aucun arrangement avec aucune autre organisation, dont les objets sont totalement ou partiellement semblables, à l'effet de se fusionner avec cette organisation aux fins d'acquérir et de détenir des biens meubles et immeubles en co-propriété; pouvoir à l'exploitation, l'occupation et l'administration communes d'aucune valeur ainsi détenue; ou, par aucune autre convention réciproque, conclure tels arrangements de nature à assurer l'extension et la réalisation de ses objets suivant convenance; contracter tels emprunts qui seront nécessaires aux fins de l'Institut et les garantir par hypothèque sur ses biens-fonds; et pour d'autres objets.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,
Avocats du requérant.

Montréal, 11 décembre 1915. 7195—51-4

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux diverses lois qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1. Augmentation du revenu au moyen d'impôts additionnels ou autrement; 2. Emprunt des sommes nécessaires pour solder des dépenses d'administration; 3. Changement du système actuel d'administration; 4. Publication des avis dans les journaux; 5. Mode de prélèvement de la taxe du sou pour les hôpitaux et distribution du produit de cette taxe; 6. Publication des avis publics relativement aux rôles de taxes spéciales; 7. Exemption de taxes sur maisons d'éducation; 8. Imposition des taxes additionnelles sur les compagnies d'assurances pour aider l'Association de Bienfaisance des Pompiers; 9. Imposition d'une amende aux commissaires qui n'assistent pas aux séances du bureau ou du conseil; 10. Paiement par les conseils de comtés ou de municipalités de la pension des malades ou d'indigents qui viennent se faire traiter dans les

Notice is hereby given that, application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session by the "Mechanics' institute of Montreal", a body politic, having its head office at the city of Montreal in the province of Quebec, for an act to amend its charter, being the Act 8 Victoria, Chapter 93, as amended by 23 Victoria, Chapter 137, and consolidated by 40 Victoria, Chapter 64, and amended by Acts 51-52 Victoria, Chapter 117, 55-56 Victoria, Chapter 89, and 63 Victoria, Chapter 102, to authorize it to enter into any agreement with any other organization having similar objects in whole or in part for the purpose of amalgamating with such other organization or for acquiring and holding real and personal property in joint ownership with it, and to provide for the joint use, occupation and administration of any property so held, or by any other mutual agreement to make such arrangements to ensure the extension and accomplishment of its objects as may be deemed advisable, to borrow such sums as may be required for the purposes of the Institute and to secure the same by hypothecating its real property and for other purposes.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 11th December, 1915. 7196—51-4

NOTICE.

Public notice is hereby given that the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, to obtain certain amendments to its Charter the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the several laws amending the same, on the following matters, namely:

1. Increase of the revenue by means of additional taxes or otherwise; 2. Borrowing of the sums required to meet the administration expenses; 3. Change of the present administration system; 4. Publication of notices in the newspapers; 5. Mode of levying the one cent tax for hospitals and distribution of the proceeds of such tax; 6. Publication of public notices in connection with special assessment rolls; 7. Exemption from taxation on educational institutions; 8. Levying of additional taxes on insurance companies in order to assist the Firemen's Benefit Association; 9. Imposition of a fine on the Commissioners who do not attend the meeting of the Board or of the Council; 10. Payment by the County or Municipal Councils of the board of patients or destitute persons who come to Montreal to be treated in

hôpitaux ou asiles de Montréal; 11. Réglementation ou prohibition de l'usage de la viande de chat, de chien ou de cheval comme aliment, un imposition d'une licence à toute personne qui expédie du lait à Montréal ou qui en vend pour qu'il y soit expédié, réglementation au point de vue hygiénique des étables, même celles qui sont situées en dehors des limites de la cité, de la vente, du transport du lait à Montréal, de la traite des vaches, de la manipulation du lait, imposition des pénalités prévues par la charte pour infractions aux règlements adoptés pour ces fins et juridiction de la Cour du recorder dans le cas d'action ou poursuite distituée pour infractions à ces règlements; 12. Description des immeubles dans les rôles d'évaluation et de cotisation; 13. Réglementation au point de vue hygiénique du commerce des denrées alimentaires; 14. Exemption de certaines taxes municipales en faveur de la "Shamrock Amateur Athletic Association"; 15. Autorisation de déclarer rues et ruelles publiques les rues et ruelles ouvertes à la circulation; 16. Autorisation d'établir des services municipaux sur les rues et ruelles privées; 17. Subrogation des droits de la cité en faveur de ceux qui paient des taxes pour d'autres; 18. Annulation des chartes et contrats des compagnies qui exploitent des fondoirs et des abattoirs dans la cité; 19. Division des quartiers Mercier, Laurier et St-Denis; 20. Excavations dans les rues par des compagnies qui ont des chartes fédérales ou provinciales; 21. Referendum sur système actuel d'administration; 22. Préparation du budget annuel; 23. Pouvoir d'emprunt général et spécial; 24. Emprunt spécial pour marché public dans le nord de la cité; 25. Pouvoirs du maire et du maire-suppléant; 26. Paiement du coût des égouts rues Lacasse, Pasteur et autres; 27. Vente d'immeubles pour taxes; 28. Fonctionnaires du département du greffier de la cité actuellement sous le contrôle des commissaires; 29. Préparation et mise en vigueur des rôles d'évaluation foncière; 30. Procédure au sujet de l'émission des emprunts; 31. Paiement des emprunts et taux d'intérêt sur iceux; 32. Préparation des rôles de répartitions spéciales, taux et paiement de l'intérêt sur les sommes d'argent avancées par la cité; 33. Nomination d'une commission pour étudier un mode de gouvernement unique pour toute l'île de Montréal; 34. Ratification d'une résolution du conseil votant \$1,000 à l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario.

Par ordre,

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité.

Montréal, 15 décembre 1915. 7257—51-4

the hospitals or asylums of the city; 11. Regulation or prohibition of the use of cat, dog or horse flesh as food; licensing of any person shipping milk to Montreal or who sell such product to be shipped to Montreal, regulation, from a hygienic standpoint, of stables even those situated at the outside of the city limits, of the sale and shipment of milk of Montreal, of the milking of the cows, and the manipulation of milk, imposition of the penalties provided by the Charter for infringement to by-laws adopted for these purposes and jurisdiction of the Recorder's Court in case of actions taken for infringement to said by-laws; 12. Description of immovables on the valuation and assessment rolls; 13. Regulation, from a hygienic standpoint, of the food-stuffs trade; 14. Exemption from the payment of certain municipal taxes in favor of the Shamrock Amateur Athletic Association; 15. Authorization to declare public streets or lanes such streets and lanes as are open to traffic; 16. Authorization to perform municipal works on private streets and lanes; 17. Subrogation in the City's rights in favor of those who pay taxes for others; 18. Annulment of the charters and contracts of the companies operating rendering establishments and abattoirs of the companies in the City; 19. Division of Mercier, Laurier and Saint Denis wards; 20. Excavations in the streets by companies having federal or provincial charters; 21. Referendum on the present administration system; 22. Preparation of the annual budget; 23. General and special borrowing power; 24. Special loan for the erection of a public market in the north part of the city; 25. Powers of the Mayor and Acting-Mayor; 26. Payment of the cost of sewers on Lacasse, Pasteur and other streets; 27. Sale of properties for taxes; 28. Employees of the City Clerk's Department now under the control of the Commissioners; 29. Preparation of assessment rolls and putting the same in force; 30. Procedure in connection with the issuing of loans; 31. Redemption of loans and rate of interest thereon; 32. Preparation of special assessment rolls, rate and payment of the interest on the sums advanced by the city; 33. Appointment of a Commission to consider a mode of single government for the whole of the Island of Montreal; 34. Ratification of a resolution of Council voting \$1,000. to the French Canadian Education Association of Ontario.

By order,

L. O. DAVID,
City Clerk.

City Clerk's office.

Montreal, 15th December, 1915. 7258—51-4

Avis public est par les présentes donné que la cité de Maisonneuve, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Pour donner au conseil le pouvoir de paver le Boulevard Pie IX et la 1ère Avenue, de la voie du C. P. R., aux limites nord; la rue Sherbrooke, ainsi que les parties des rues bornant le parc Maisonneuve, et les parties de rues comprises entre la voie du C. P. R., la rue Sherbrooke, la rue Letourneux et les limites ouest de la cité.

Pour construire et mettre en opération un incinérateur, et pourvoir à l'achat d'un terrain à cette fin, avec pouvoir de faire des arrangements avec la cité de Montréal, pour disposer à frais communs, des déchets et vidanges dans la partie est de Montréal;

Public notice is hereby given, that the city of Maisonneuve, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to secure amendments to its charter, and obtain the following additional powers;

To give to the Council the power to pave Pie IX Boulevard and First Avenue, from the C. P. R., line to the Northern limits; Sherbrooke street and also the portions of streets bounding Maisonneuve Park, and the portion of streets situate between the line of the C. P. R., Sherbrooke street, Letourneux street, and the western limits of the city;

To erect and maintain an incinerator, and to provide for the purchase of the land for that purpose, with power to come to an agreement with the city of Montreal, to dispose at common costs of garbages and offals in the eastern portion of Montreal;

Pour faire décréter qu'aucune manufacture ne sera érigée de la rue Boyce aux limites nord de la municipalité, et pour prohiber l'érection des poteaux des compagnies d'utilités publiques, sur tout le Boulevard Pie IX, jusqu'au Boulevard Gouin;

Pour ratifier les émissions et vente des débentures de la cité, émises à date, et autoriser l'émission de débentures pour payer la dette flottante;

Pour amender l'article 14 de la loi 3 Geo. V, ch. 58, relativement au cadastre de la terre No 17, du livre de renvoi du village incorporé d'Hochelaga;

Pour amender la charte de la Commission du Parc Maisonneuve, étant le Statut 3 Geo. V, ch. 59, ou le cas échéant, pour abroger ce dit statut, ainsi que l'article 5 de la loi 1 Geo. V, ch. 52, et autoriser, soit le conseil de Maisonneuve, soit le conseil de la cité de Montréal, ou les membres de la dite Commission, à vendre à certaines conditions les terrains faisant partie du Parc Maisonneuve;

Pour autoriser le Conseil à prélever, en faveur de certaines institutions de charité, une taxe sur les prix d'entrées, dans les théâtres, salles de vues animées, de concert, ou tout autre endroit où l'on donne un spectacle et où un prix d'entrée est exigé.

Pour autoriser le conseil à construire un édifice pour le service de l'hygiène, et acheter les terrains requis à cette fin.

Pour autoriser le Conseil, pour les fins ci-dessus mentionnées, à émettre des bons ou débentures de la cité, par règlement ou résolutions, nonobstant les formalités édictées en pareil cas par les Statuts refondus de 1888, ou la charte, et pour toutes autres matières se rapportant à l'amélioration et à l'administration des affaires de la cité.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
Procès pour la cité de Maisonneuve.

Montréal, 14 décembre 1915. 7259—51-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi régularisant la cléricature de Joseph Labrègue de Québec, et permettant au Collège des Chirurgiens-dentistes de la province de Québec, de l'admettre au nombre de ses membres.

JOSEPH LABREQUE,

Québec, 13 décembre 1915. 7239—51-4

AVIS.

Avis est donné que MM. Louis Bolduc, marchand de bois du Lac Mégantic; Frédéric E. Osgood, hôtelier de Cookshire, dans le district de Saint-François; Georges H. Vandyke, marchand de bois de Hereford, dans le district de Saint-François; C. Edmond Taschereau, notaire de la cité de Québec, Malcolm J. Mooney, médecin-chirurgien de la cité de Québec, et autres personnes, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'érection en municipalité de ville, tant pour fins municipales que scolaires, d'un certain territoire comprenant toute cette partie de terrain située dans la municipalité de la Petite Rivière, qui se trouve au nord de la rivière Saint-Charles, entre la ligne nord-est de la susdite municipalité et la ligne nord-est du lot No 2416 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, (Banlieue de Québec), comprenant les lots suivants avec toutes leurs subdivisions, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, (Banlieue de

To have it enacted that no factory will be erected from Boyce street to the Northern limits of the municipality, and to prohibit the erection of poles of public utilities companies, on Pie IX Boulevard, all through the Boulevard Gouin;

To ratify the issues and sales of bonds of the city issued to date, and authorize the issue of bonds to pay the floating debt.

To amend section 14, of the law 3 Geo. V, ch. 58, concerning the cadastre of the lot No. 17, of the book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To amend the charter of the Commission of Maisonneuve Park, being the statute 3 Geo. V, ch. 59, or as the case may be, to abrogate said Statutes, as well as section 5 of the law 1 Geo. V, ch. 52, and to authorize either the council of Maisonneuve or the council of the city of Montreal, or the members of said commission, to sell under conditions, the lands forming part of Maisonneuve Park.

To authorize the Council to levy for the benefit of certain institutions of charity, a tax on the entrance, fees in theatres, moving picture halls, concerts, or in any other places where a representation is given, and an entrance fee is asked for.

To authorize the Council to erect a building for the service of hygiene and to purchase the land for that purpose;

To authorize the Council, for the purposes above mentioned, to issue bonds or debentures of the City, by by-law of resolutions, notwithstanding the formalities enacted in similar cases by the Revised Statutes of 1888, or the Charter, and for other matter pertaining to the improvement and the administration of the city.

TAILLON, BONIN, MORIN & LAMAREE,
Attorneys for the city of Maisonneuve.

Montreal, 14th December, 1915. 7260—51-4

Notice is hereby given that, application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act regulating the indenture of Joseph Labreque, of Quebec and authorizing the College of Dental Surgeons of the province of Quebec, to admit him amongst its members

JOSEPH LABREQUE,

Quebec, 13th December, 1915. 7240—51-4

NOTICE.

Notice is given that Messrs. Louis Bolduc, lumber merchant of Lake Megantic, Frederic E. Osgood, hotel keeper of Cookshire, district of Saint Francis; Georges H. Vandyke, Lumberman of Hereford, district of Saint Francis; C. Edmond Taschereau, notary, of the city of Quebec; Malcolm J. Mooney, physician and surgeon of the city of Quebec, and other persons, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, praying for the erection into a town municipality, both for municipal and school purposes, of a certain territory situate in the parish of Saint Sauveur (Banlieue of Quebec), district of Quebec, and comprising all the land in the municipality of Little River, lying north of the River Saint Charles, between the north eastern boundary of the said Municipality and the north eastern boundary of lot No. 2416 of the official cadastre of the said parish of Saint Sauveur (Banlieue of Quebec), comprising the following Nos. and all their subdivisions, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, of the

Québec), sous le nom de "La Ville de Québec-Ouest", avec les pouvoirs accordés par l'acte des Cités et Villes, sauf quelques changements, et pour autres fins.

LANE & LEMIEUX,
Procureurs des requérants.

Québec, 14 décembre 1915. 7281—51-4

said official cadastre of the parish of Saint-Sauveur, (Banlieue of Quebec), under the name of "The Town of Quebec West", with the powers granted by the cities and Towns's act, except some changes, and for other purposes.

LANE & LEMIEUX,
Attorneys for petitioners.

Quebec, 14th December, 1915. 7282—51-4

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal quant à son administration et à son gouvernement, à la composition du bureau des commissaires et du conseil et la rémunération de ses membres ainsi que celle du maire, à la réduction du nombre des quartiers ou districts électoraux, à la manière de voter aux élections aux différentes charges et spécialement, mais sans restreindre la portée du présent avis, pour réduire à cinq (5) le nombre des quartiers ou divisions électoraux, fixer à trois (3) le nombre des échevins représentant chaque quartier et imposer à l'électeur l'obligation de voter pour autant de candidats de chaque catégorie qu'il y aura de charges à remplir.

LOUIS BOYER,

Procureur des requérants intéressés.

Montréal, 14 décembre, 1915. 7267—51-5

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of a law amending the charter of the city of Montreal as regards its administration and government, the way the board of control and council shall be composed and the remuneration of its members and that of the mayor, the reduction of the number of wards or electoral divisions, the manner of voting at the elections of the different city officers and especially, but without restraining the purport of this notice, to reduce to five (5) the number of wards or electoral divisions, to fix at three (3) the number of aldermen representing each ward and to impose upon the electors the obligation of voting for as many candidates of each class as there are offices to fill.

LOUIS BOYER,

Attorney for the interested petitioners

Montreal, December 14th., 1915. 7268—51-5

Avis public est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire du village de Villerey, dans le comté d'Hochelaga, à la municipalité qui est sous la juridiction et le contrôle de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal et fixant les termes et conditions, et pour autres fins s'y rapportant.

F. X. BOUTHILLIER,

Procureur et secrétaire-trésorier de
la Municipalité Scolaire du Village de
Villerey, Comté d'Hochelaga.

Montréal, 4 décembre 1915. 7063—50-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act annexing the School Municipality of the Village of Villerey, in the County of Hochelaga, to the School Municipality under the jurisdiction and the control of the Catholic Schools of Montreal and determining its terms and conditions, and for other purposes.

F. X. BOUTHILLIER,

Attorney and Secretary Treasurer of
the "Municipalité Scolaire du Village de
Villerey, Comté d'Hochelaga".

Montreal, 4th December, 1915. 7064—50-4

Avis public est, par les présentes, donné que La Corporation du Village de Dorion, dans le comté de Vaudreuil, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale, pour les fins suivantes, savoir:

1. Ratifier, confirmer et valider le règlement No 62, passé le 15 septembre 1915, et décrétant un emprunt de \$42,000.00;

2. Amender sa charte, la loi 54 Victoria, chapitre 57, telle que déjà amendée, de la façon suivante:

(a) Rendre applicables au village de Dorion, en tout ou en partie, avec certaines modifications et restrictions, les dispositions des articles 5256 à 5956 inclusivement;

(b) Fixer à trois ans le terme d'office du maire;

(c) Autoriser le conseil à contracter des emprunts à un taux d'intérêt n'excédant pas 6% l'an;

(d) Rendre inhabile à voter tout individu qui n'aura pas payé ses taxes municipales et scolaires avant le premier juillet de chaque année ou avant la veille de toute élection partielle.

Et pour autres fins.

J. E. A. FAVREAU,
Secrétaire-trésorier et procureur de La Corporation du village de Dorion.
Village Dorion, 9 décembre, 1915.

7083—50-4

Notice public is hereby given that "La Corporation du village de Dorion" shall apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes, to wit:

1. To ratify, confirm and validate a by-law No. 62, adopted on the 15th of September, 1915, and enacting a loan of \$42,000.00;

2. To amend its charter, the Act 54 Victoria, chapter 57, as amended, in the following manner:

(a) To apply to the village of Dorion, in whole or in part, with modifications and restrictions, the provisions of Articles 5256 to 5956 both inclusive;

(b) To fix at three years the term of office of the Mayor;

(c) To authorize the Council to borrow at a rate of interest not exceeding 6% per annum;

(d) To disfranchise any person whose municipal or school taxes should not be paid before the first of July, of each year or on the day preceeding any partial election.

And for other purposes.

J. E. A. FAVREAU,
Secretary Treasurer and Attorney of "La Corporation du village de Dorion".
Village of Dorion, 9th December, 1915.

7084—50-4

AVIS.

Avis public est donné, qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales, la partie ci-après décrite du territoire formant actuellement la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, de Trois-Pistoles, savoir:

Cette partie du territoire de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, des Trois-Pistoles, bornée comme suit: au nord, par le fleuve Saint-Laurent; à l'est, par le numéro quatre-vingt-quatorze (94), inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Trois-Pistoles, comté de Témiscouata; au sud, par la ligne de séparation entre le premier rang et le deuxième rang de la paroisse de Trois-Pistoles; à l'ouest par les numéros deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante, deux cent soixante-un, deux cent soixante-deux, deux cent soixante-trois et deux cent soixante-quatre inclusivement, (258, 259, 260, 261, 262, 263 et 264), du cadastre officiel de la dite paroisse de Trois-Pistoles.

Avis est aussi donné que la demande des requérants comporte l'incorporation du dit territoire en ville, à toutes fins de droit, sous le nom de ville de Trois-Pistoles sous l'opération de la loi des cités et villes, avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de la première élection du maire et des échevins pour la dite ville.

Les requérants demanderont aussi l'autorisation requise pour amender, abroger ou annuler de quelque manière que ce soit, les règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation ou de perception quelconques, résolutions, ordonnances, listes, plans et tous les actes et documents municipaux quelconques qui pourront être en vigueur dans le territoire érigé en ville lors de la sanction de la loi dont les requérants demandent l'adoption.

Les requérants demanderont aussi enfin, entre autres choses, l'autorisation de faire payer, par la dite ville, les frais, honoraires et déboursés quelconques encourus pour l'érection en ville du dit territoire par les dits requérants et par les intéressés dans chaque partie du territoire ainsi constitué en ville.

J. H. ROUSSEAU,
Procureur des Requérants.

Trois-Pistoles, le 15 décembre 1915.
7297—51-4

AVIS.

Avis public est par les présentes donné que Messieurs J. H. Garceau, M. D., E. Lafortune, M. D., J. T. Morin, S. Girouard, Aurèle Charlebois, l'Abbé M. S. Shea, Narcisse Sauvageau, J. E. Tremblay, J.-Bte Zappa, P. J. Champagne, E. Bissonnette, O. Tardif, C. McCinley, J. T. Messier, Eugène Blais, Joseph Saint-Cyr, Elphège Phaneuf, Désiré Létourneau, Zotique Perreault, D. Hamelin et Arthur Perreault, tous contribuables électeurs municipaux, propriétaires de la municipalité scolaire d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi annexant le territoire de la dite Commission scolaire à la Commission des écoles catholiques de Montréal, pour à l'avenir faire partie, et être sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMÉE,
Procureurs des dits requérants.

Montréal, 15 décembre 1915. 7283—51-4

NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature at its next session for an Act incorporating as a town, for all municipal purposes the portion hereafter described of the territory actually known as the parish of Notre Dame des Neiges, des Trois Pistoles, namely:

That portion of the territory of the parish of Notre Dame des Neiges, des Trois Pistoles, bounded as follows: to the north, by the River Saint Lawrence; to the east, by lot number ninety four (94) inclusively of the official cadastre of the parish of Trois Pistoles, county of Temiscouata; to the south, by the line dividing the first rank and the second rank of the parish of Trois Pistoles; to the west, by the lot number, two hundred and fifty eight two hundred and fifty nine two hundred and sixty, two hundred and sixty one, two hundred and sixty two, two hundred and sixty three, two hundred and sixty four (258, 259, 260, 261, 262, 263, 264) inclusively of the official cadastre of the said parish of Trois Pistoles.

Notice is also given that the application prays that the said territory be incorporated into a town for all means whatever under the name of Town of Trois Pistoles, under the cities and towns Act, with some changes or special clauses with respect of the date and the holding of the first election of the Mayor and of the Aldermen for the said town.

The petitioners will also ask that the town be authorized to amend, abrogate, annul in any way whatsoever the by-laws, procès-verbaux, ordonnances, lists, plans, and any municipal acts or documents whatsoever that may be in force in the incorporated territory when the incorporating law is sanctioned.

Finally, the petitioners will ask that the costs, fees and disbursements whatever incurred in connection with the erection in town of the said territory be paid by the said petitioners and the interested parties of each portion of the territory, thus incorporated, or in other words, by the town.

J. H. ROUSSEAU,
Solicitor for Petitioners.

Trois Pistoles, 15th December, 1915.
7298—51-4

NOTICE.

Public notice is hereby given that Messrs. J. H. Garceau, M. D., E. Lafortune, M. D., J. T. Morin, S. Girouard, Aurèle Charlebois, Rév. M. S. Shea, Narcisse Sauvageau, J. E. Tremblay, J. Bte Zappa, P. J. Champagne, E. Bissonnette, O. Tardif, C. McCinley, J. T. Messier, Eugène Blais, Elphège Phaneuf, Désiré Létourneau, Zotique Perreault, D. Hamelin, et Arthur Perreault, all ratepayers, and being municipal electors and proprietors of the school municipality of Hochelaga, in the county of Hochelaga, will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law annexing the territory and for said school Commission to the Board of Commissioners of the catholic schools of Montreal, to form part in future, and be under the jurisdiction and control of the Catholic School Commission of Montreal.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMÉE,
Attorneys for said Petitioners.

Montreal, 15th December, 1915.
7284—51-4

AVIS.

Avis public est, par les présentes, donné que la Compagnie de chemin de fer Montréal et sud-ouest, "Montreal & South Western Railway & Power Company", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi remettant en force, la loi constituant en corporation la dite compagnie, sanctionnée le 24 mars 1911, Statut I George V, 2ième session, chapitre 82, sauf certaines réserves, et en outre pour obtenir de plus amples pouvoirs lui permettant d'acquies, louer, posséder, développer et exploiter des pouvoirs hydrauliques dans un rayon de 125 milles de la cité de Montréal, et pour autres fins s'y rapportant.

MASSON & BILLETTE,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 15 décembre 1915. 7311-51-4

Avis public est par les présentes, donné que la Ville Montreal-Nord, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale l'autorisant à nommer et constituer, par résolution de son conseil, une commission appelée: "La Commission des Parcs de Montréal-Nord", avec pouvoirs de faire des règlements, d'administrer, embellir et exploiter à perpétuité certains parcs, d'acquies par voie d'expropriation ou autrement des immeubles, les posséder et les revendre; de faire des plans pour l'établissement de promenades, boulevards, champs de récréation, rues et jardins publics, d'emprunter toute somme de deniers nécessaires pour les fins qu'elle se propose et d'émettre des obligations, bons ou débetures garantis ou non, partiellement ou totalement par la Ville Montréal-Nord conjointement, s'il y a lieu, avec d'autres municipalités; de construire ou faire construire tous bâtiments publics ou autre nécessaires pour atteindre l'objet qu'elle se propose de consentir, tous baux ou cessions de biens et privilèges lui appartenant et pour autres fins.

JOSEPH BOYER,

Maire et Procureur de la dite

Ville Montréal-Nord.

Montréal-Nord, 15 décembre 1915.

7303-51-4

AVIS.

Avis public est, par les présentes donné que la ville du Sault-au-Récollet, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes, savoir:

Autoriser la ville à répartir par résolutions de son conseil, sur les propriétaires riverains tout ou partie du coût des travaux permanents faits et à faire;

Décéder que toute somme employée à des travaux publics et remboursable par les propriétaires riverains, n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de la ville;

Autoriser la ville à établir des prises d'eau et usines de purification et à faire à ce sujet avec les municipalités voisines tous arrangements jugés convenables, et à emprunter les sommes nécessaires à cette fin, au moyen de débetures émises conjointement avec les municipalités voisines, s'il y a lieu, et décéder que les sommes ainsi empruntées n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville;

Autoriser la ville à établir un terrain de jeu dans chacun de ses quartiers et à acquies, par expropriation ou autrement, le terrain nécessaire à cette fin;

NOTICE.

Notice public is hereby given that The Montreal & South Western Railway Power Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act reenacting the Law constituting the said company in corporation, sanctioned on the 24th of March, 1911, Statute I Geo. V, 2nd session, chapter 82, under reserve, and moreover to obtain more rights permitting said company to acquire, let, possess, develop and operate Hydraulic power within 125 miles from the city of Montreal, and for other things in connection therewith.

MASSON & BILLETTE,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 15th December, 1915. 7312-51-4

Notice public is hereby given that the town of Montreal-Nord, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law authorizing said town to appoint and constitute, by resolution of its Council, a commission called: "La Commission des Parcs de Montréal-Nord" with powers to adopt by-laws to manage, embellish and improve for ever certain parks, to acquire by expropriation or otherwise real-estates and possess and resell said real-estates; to prepare plans for the establishment of boulevards, playgrounds and public streets and gardens; to borrow any sum necessary for the intended purposes and to issue obligations, bonds and debentures secured or not secured, partially or totally by the town of Montréal-Nord, jointly, if necessary, with other municipalities; to construct or cause to be constructed any public buildings required for the purposes above mentioned, and to agree to all leases or transfers of property and privileges belonging to said Commission, and for other purposes.

JOSEPH BOYER,

Mayor and Attorney of the said

town of Montreal Nord.

Montreal-Nord, 15th December, 1915.

7304-51-4

NOTICE.

Notice public is hereby given that the town of Sault-au-Récollet, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes:

To authorize the town to assess by resolutions of its council, upon the bordering proprietors in whole or in part the cost of permanent works executed or to be executed;

To enact that all sums used for public works and reimbursable by the bordering proprietors shall not affect the borrowing power of the town;

To empower the town to establish water intakes and purification plants and to enter with adjoining municipalities in any agreements that may be deemed fit for that purpose and to borrow the sums necessary, by means of debentures issued jointly with adjoining municipalities, if necessary, and to enact that the sums borrowed for such purpose shall not affect the borrowing power of the town;

To authorize the town to establish a playground in each of its wards and to acquire by expropriation or otherwise the land necessary for that purpose;

Accorder à la ville certains pouvoirs spéciaux et additionnels relatifs aux objets ci-après énumérés et restreindre, modifier ou abroger pour la ville, les dispositions de la loi des Cités et Villes, quant à ces objets, savoir:

a) La continuation et la complétion du pavage et du macadamisage de ses rues et chemins publics, la construction de trottoirs permanents, l'ouverture de nouvelles rues, parcs et places publiques et l'établissement d'un boulevard le long de la voie ferrée;

b) La canalisation de certains cours d'eau naturels, la construction et le prolongement des systèmes d'égouts et d'aqueduc, avec en particulier le droit de passer ses tuyaux principaux dans les rues et ruelles privées et autres propriétés privées sans être obligée d'acquiescer telles propriétés mais sujette à l'obligation d'indemniser qui de droit;

c) L'emprunt de gré à gré ou par voie d'expropriation de tout terrain nécessaire ou utile à ce que dit ci-dessus ainsi qu'à toutes autres entreprises publiques;

d) L'emprunt des deniers nécessaires aux fins susdites et à l'exécution de tous autres travaux publics avec exemption pour la ville des dispositions des articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5783, 5784, 5786, 5788 et autres des Statuts refondus de la province de Québec, 1909; ratifier certains contrats et pour autres fins.

A. A. PRIEUR,
Secrétaire-trésorier et procureur de la ville du
Sault-au-Récollet.

Montréal, 15 décembre 1915. 7305—51-4

Avis public est, par les présentes, donné que 16 la "Ville Saint-Michel" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, en vue d'obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes:

Restreindre, modifier ou abroger pour la ville certaines dispositions de la Loi des Cités et Villes, relatives aux séances du Conseil, aux avis de convocation d'icelles ainsi qu'aux auditeurs, évaluateurs et autres officiers;

Ratifier, confirmer et valider certains règlements et certaines résolutions ainsi que certains contrats et certains plans préparés par F. C. Laberge et décréter qu'à l'avenir nul plan de subdivision n'aura d'effet pour la ville qu'après qu'il aura été approuvé par son conseil;

Autoriser la ville à établir des prises d'eau et usines de purification et à faire à ce sujet avec les municipalités voisines tous arrangements, contrats, actes d'accord, conventions et règlements jugés convenables, et à emprunter les sommes nécessaires à cette fin, au moyen de débetures émises, conjointement avec les municipalités voisines, s'il y a lieu, et décréter que les sommes ainsi empruntées n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville;

Autoriser la corporation à assister, encourager et garantir, par résolutions, règlements, émission de débetures ou autrement toutes entreprises d'embellissement et d'intérêt public ainsi qu'à faire toutes conventions, marchés, actes d'accord et contrats avec toutes municipalités ou commission dûment incorporées pour l'établissement de parcs, jardins, promenades et autres travaux d'embellissement et particulièrement avec "La Commission des Parcs de Montréal-Nord" et à cette fin, emprunter toute somme de deniers nécessaire et garantir les emprunts contractés par telles municipalités ou commissions par débetures de la ville ou par débetures conjointes, s'il y a lieu, avec toute municipalité ou commission;

Accorder à la ville certains pouvoirs spéciaux et additionnels relatifs aux objets ci-après énu-

To grant to the town certain special and additional powers in connection with the following purposes and restrain, modify and abrogate for the town, the provisions of the cities and towns Act, as to said purposes, to wit:

a) The continuation and completion of the paving and macadamizing of its streets and public roads, the construction of permanent side-walks, the opening of new streets, parks and public squares, and the establishment of a boulevard along the railroad;

b) The canalization of certain natural water-courses the construction and prolongation of its systems of sewers and aqueduct with the right to lay its main pipes in the streets, private lanes and other private properties without being obliged to acquire said properties, but subject to the obligation of indemnifying any interested parties;

c) The acquisition by mutual consent or by expropriation of all the lands required or useful for the above purposes, and for other purposes of public interest;

d) To borrow the sums required for the above purposes and for the execution of other public works, with exemption for the town of the provisions of articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5783, 5784, 5786, 5788 and thereon the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909; to ratify certain contracts and for other purposes.

A. A. PRIEUR,
Secretary Treasurer and Attorney of the town
of Sault au Récollet.

Montreal, 15th December, 1915. 7356—51-4

Notice public is hereby given that the town of Saint Michel, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes:

To restrict, modify and abrogate for the town certain provision of "Cities and Towns Act", relating to sittings of the Council, to notices of convocation of same and to auditors, assessors and other officers of the town;

To ratify, confirm and validate certain by-laws, resolutions, contracts and certain plans prepared by F. C. Laberge and to enact that in future no plan of subdivisions of properties in its territory shall come into force before it has been approved by its Council;

To empower the town to establish water intakes and purification plants and to enter, for that purpose, with adjoining municipalities, in any agreement, contract, convention and by-law that may be deemed fit and to borrow the sums necessary by means of debentures issued jointly with adjoining municipalities, if necessary, and to enact that the sums borrowed for such purposes shall not effect the borrowing power of the town;

To authorize the Corporation to help, encourage and secure by resolutions, by-laws, issues of debentures or otherwise any undertakings of embellishment and public interest and also to enter into any agreements, contracts and conventions with any municipalities and commissions duly incorporated for the establishment of parks, gardens and promenades and other works of embellishment and more particularly, with "La Commission des Parcs de Montréal-Nord", and for this purpose, to borrow any sum of money and secure the loans contracted by said municipalities or commissions by debentures of the town or by debentures issued jointly, if necessary by the town and other municipalities or commission;

To grant to the town certain special and additional powers relative to the following purposes,

merés et restreindre, modifier ou abroger pour la ville les dispositions de la loi des ités et villes quant à ces objets, savoir:

(a) La continuation et la complétion du pavage et du macadamisage de ses rues, chemins publics et places publiques, la construction de trottoirs permanents, l'ouverture de nouvelles rues, parcs et places publiques;

(b) La canalisation de certains cours d'eau naturels, la construction et le prolongement des systèmes d'égouts et d'aqueduc;

(c) L'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de tout terrain nécessaire ou utile à ce que dit ci-dessus ainsi qu'à toutes autres entreprises publiques;

(d) L'emprunt d'une somme de \$300,000.00 ou autres sommes nécessaires aux fins susdites ainsi qu'à l'exécution de tous autres travaux publics avec exemption pour la ville des dispositions des articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5784, 5786 et 5788 et autres des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909.

Autoriser la ville à annexer certaines parties de territoire des municipalités avoisinantes, et pour autres fins.

D.-J.-A. PESANT,
Secrétaire-trésorier et procureur
de la ville Saint-Michel.
Ville Saint-Michel, 15 décembre 1915.
7301-51-4

AVIS.

Avis public est par les présentes donné que les curé et marguilliers, de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Lasalle, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi, constituant en corporation, sous le nom de Syndics de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, de Lasalle, le curé et les trois marguilliers du banc, avec les droits, pouvoirs et privilèges accordés aux corporations de syndics, en vertu des Statuts refondus, 1909, et autorisant les dits syndics à emprunter une somme n'excédant pas (\$200,000. pour l'achat des terrains requis, la construction et l'ameublement d'un soubassement d'église sacristie et d'un presbytère, et à prélever par voie de répartition, sur les immeubles possédés par les catholiques romains, individuellement ou par compagnies incorporées, les intérêts et les fond d'amortissement sur le dit emprunt.

Il sera fait chaque année, un acte de répartition annuelle, basée sur le rôle d'évaluation, en vigueur dans la cité de Maisonneuve, et pour obtenir tous autres pouvoirs pour exécuter les dits travaux, en répartir et prélever le coût.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
Procureurs pour la dite Fabrique.
Montréal, 15 décembre 1915. 7285-51-4

Avis est par les présentes donné que la Banque Provinciale du Canada, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi aux fins de ratifier et valider la vente à elle faite par Neuville Belleau, en date du 1er octobre 1915, passée à Québec, devant Mre C. E. Taschereau, N. P., d'un emplacement situé en la cité de Québec, connu sous le numéro 2167 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Pierre, en la dite cité; et de ratifier et valider les titres de la dite propriété, spécialement en ce qui concerne les procédures en date du mois d'avril 1904, sur licitation du dit immeuble provenant de la succession de feu Sir Narcisse Fortunat Belleau, en son vivant de Québec; ainsi que la vente du dit immeuble, en date du 9 mai 1904,

and to restrict, modify and abrogate for the town the provisions of the "Cities and Towns Act" as to said purposes, to wit:

(a) The continuation and completion of the paving and macadamizing of its streets, public roads and squares, the construction of permanent side-walks, the opening of new streets, parks and public places;

(b) The canalization of certain natural water-courses, the construction and continuation of its systems of sewers and aqueduct;

(c) The acquisition by mutual consent or by expropriation of all lands necessary or useful to the above purposes as well as to any public undertakings;

(d) The borrowing of a sum of \$300,000.00 or any other sum necessary for the purposes above mentioned and for the execution of any other public works, with exemption for the town of the provisions of articles 5777, 5778, 5779, 5782, 5783, 5784, 5786, 5788 and other articles of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909;

To empower the town to annex certain parts of the territories of adjoining municipalities, and for other purposes.

D.-J.-A. PESANT,
Secretary-Treasurer and Attorney
of the town of Saint Michel.
Town Saint Michel, 15th December, 1915.
7302-51-4

NOTICE.

Public notice is hereby given that the "Curé et Marguilliers, de l'Œuvre et Fabrique", of the parish of Saint Jean Baptiste de Lasalle, will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a law, incorporating under the name of the "Syndics de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Lasalle", the Curé and the three Marguilliers du banc, with the rights, powers and privileges granted to corporations of trustees (Syndics), by the Revised Statutes, 1909, and authorizing the said trustees (Syndics) to borrow a sum not exceeding \$200,000. for the purchase of the land required for the construction and the furnishing of a basement of a church, vestry, and of a presbytery, and to levy by means of assessment, on the immoveables belonging to the Roman catholics, individually or through incorporated companies, the interest and the sinking fund on said loan.

Each year an annual assessment based on the assessment roll in force in the city of Maisonneuve, will be made, and to obtain other powers to execute said works, to levy and to collect the cost thereof.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
Attorney's for said Fabrique.
Montreal, 15th December, 1915. 7286-51-4

Notice is hereby given that, the Banque Provinciale du Canada, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act ratifying and validating the sale to said Banque Provinciale du Canada, by Neuville Belleau, dated the 1st October, 1915, made at Quebec, before C. E. Taschereau, N. P., of that certain emplacement situate in the city of Quebec and known under number 2167 on the official plan and in the book of reference of Saint Peter's ward in said city; and ratifying and validating titles to said property, especially all procedures dated in the month of April 1904, respecting the licitation of said immoveable forming part of the estate of the late Sir Narcisse Fortunat Belleau, in his lifetime of Quebec; and also the sale of said immoveable, on the 9th May,

passée à Québec, devant M^{re} L. P. Sirois, N. P., entre Dame Marie Emma Zoé Carrier es-qualité et al., et Sainte Foye Belleau.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
7287-51-4 Procureurs de la requérante.

Avis est par le présent donné que "L'Union des Ecoles du Dimanche de la province de Québec," demandera à la Législature, à sa prochaine session qu'une loi soit votée amendement celle qui l'a constituée en corporation (51-52 Vict. Chap. 61), de manière à faire changer son nom en celui de "L'Association des Ecoles du Dimanche, de la province de Québec" ainsi que le mot "cinq" par le mot "sept" dans la section 6ième de ladite loi.

7293-51-4

AVIS POUR LA VILLE DE SAINT-LAMBERT.

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendement la charte de la ville de Saint-Lambert, pour les fins suivantes:

- (a). Corriger et déterminer ses frontières;
- (b). Annexer parties des numéros "245" et "246" du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil;
- (c). Confirmer ses droits à la possession et à la propriété de la lisière de terrain de dix pieds de large qui s'étend entre les numéros "255" et "256" du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil;
- (d). Relativement aux séances spéciales et ajournées;
- (e). Approbation des règlements;
- (f). Relativement à la construction et à l'inspection des édifices;
- (g). Amender l'Article "36" de la charte de la ville, confirmer et faire déclarer valide le règlement "71";
- (h). Déterminer l'année fiscale et répartir les fonctions et l'ouvrage;
- (i). Relativement à l'aqueduc, à sa construction et à son extension;
- (j). Modifier le système actuel d'expropriation, en vigueur dans la ville;
- (k). Permettre aux corporations de voter à toutes les élections;
- (l). Contrôler et régulariser la subdivision des propriétés situées dans la ville ou de celles qui y sont adjacentes;
- (m). Faire ratifier certaines conventions, et pour autres fins.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Procureurs des requérants.
Montréal, 10 décembre 1915. 7295-51-4

Avis est par les présentes donné que la Société des Artisans Canadiens-Français, corps politique ayant son siège principal d'affaires dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir les amendements suivants à sa charte, savoir: le droit d'instituer une caisse au décès payable à la mort du sociétaire ou à terme; émettre des certificats pour temps limité; prêter à ses sociétaires; prolonger le terme des certificats; pourvoir aux frais funéraires des enfants des sociétaires; amender la section 7 du Chapitre 143, 5 George V, en ajoutant après le mot "relativement" les mots "au décès".

Z. FONTAINE,
Procureur de la dite Société
Montréal, 20 décembre 1915. 7471-52-4

1904, by deed passed before L. P. Sirois, N. P., between Dame Marie Emma Zoé Carrier, *es qualité et al.*, and Sainte Foye Belleau.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
7288-51-4 Attorneys for Petitioner.

Notice is hereby given that, the "Sunday School Union, of the province of Quebec", will apply at the next session of the Legislature for an act amending their act of incorporation (51-52) Vict. Chap. 61), to change the name of the "Sunday School Association of the province of Quebec and the word "five" to the word "seven" in the 6th section thereof.

7294-51-4

NOTICE ON BEHALF OF THE TOWN OF SAINT LAMBERTS.

Province of Quebec,
District of Montreal,

Notice is hereby given that at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for an act to amend the charter of the town of Saint Lamberts as follows:—

- (a). Correct and define its boundaries;
- (b). Annex parts of cadastral numbers "245" and "246" of the parish of Saint Antoine de Longueuil;
- (c). Confirm its possession and ownership in the strip of land ten feet in width, between cadastral numbers "255" and "256" of the parish of Saint Antoine de Longueuil;
- (d). Concerning special and adjourned meetings;
- (e). Approval of By-laws;
- (f). Concerning the construction and inspection of buildings;
- (g). To amend Article "36" of the town's charter and to confirm and validate By law "71".
- (h). Determine the fiscal year and division of its offices and work;
- (i). Concerning water supply and the construction and extension of same;
- (j). To modify the present system of expropriation, applicable to the town;
- (k). To permit Companies to vote at all elections;
- (l). To control and regulate the subdivision of properties in and adjacent to the town;
- (m). The ratification of agreements, and for other purposes.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for applicants.
Montreal, 10th December, 1915. 7196-51-4

Public notice is hereby given that "La Société des Artisans Canadiens-Français" a body politic having its principal place of business in the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the following amendments at its charter, that it to say:

The right to establish a mortuary fund payable at a fixed period or at the death of the member of the Society; to issue certificates for a limited term; to lend money to its members; to extend the term of the certificates; to provide for the funeral expenses of the members' children; to amend the section 7 of the Chapter 143, 5 George V, in adding after the word "relatively" the words "at the death".

Z. FONTAINE,
Attorney for the said Society
Montreal, 20th December, 1915. 74

Avis est par le présent donné que George E. Borlase, notaire public, John P. Wells, avocat, et Henry J. Duffett, avocat, tous trois de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, dans la province de Québec, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi incorporant une compagnie sous le nom de "Civic Investment & Industrial Company," avec siège social dans la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, au capital de \$100,000.00, dont les pouvoirs lui permettraient de placer des argents sur les valeurs d'aucune municipalité ou corporation ayant pour objets, en tout ou en partie, l'exploitation d'un service de téléphone ou de tramways ou l'approvisionnement de la chaleur, de l'eau, de la lumière ou de la force motrice; avancer des deniers, prendre le contrat construire, louer ou acquérir aucune entreprise dans la quelle elle est autorisée à placer ses capitaux, et l'administrer; s'unir ou se fusionner avec aucune telle corporation; avoir la jouissance et l'exercice des pouvoirs constitutifs d'aucune compagnie qu'elle pourra acquérir ou prendre à bail, ou avec laquelle elle pourra se fusionner; nommer un ou plusieurs de ses actionnaires pour la représenter dans le bureau de direction d'aucune telle corporation; aussi, exercer ses pouvoirs d'emprunts ou augmenter son capital aux conditions qui pourront être arrêtées; et tels autres privilèges qui sont habituellement octroyés aux compagnies à fonds social.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 20 décembre 1915. 7299—52-4

Notice is hereby given that George E. Borlase, notary public, John P. Wells, advocate and Henry J. Duffett, advocate, all three of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, in the province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to incorporate a company under the name of "Civic Investment & Industrial Company", having its head office in the City of Sherbrooke, district of Saint Francis, with a capital of \$100,000.00, with power to invest in the securities of any municipality or of any corporation having for its object in whole or in part the exploitation of telephone or tramways or the supplying of heat, water, light or power, to lend money, to contract for, construct, lease or acquire any enterprise in which it is authorized to invest and to operate the same, or to amalgamate or consolidate with any such corporation, to enjoy and exercise the charter powers of any company which it may acquire or lease, or with which it may amalgamate, to appoint one or more of its shareholders to represent it on the board of any such corporation as well as to exercise its borrowing powers or increase its capital upon such conditions as may be prescribed, and such other powers as are usually conferred upon joint stock companies.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for applicants.

Sherbrooke, 20th December, 1915. 7300—52-4

Avis est par le présent donné que Robert Warden Lee, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, avocat et doyen de la Faculté de droit de l'Université McGill, après permission obtenue à cet effet du Conseil Général du Barreau de la province de Québec, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après tel examen qu'il sera jugé bon de lui faire subir.

McLENNAN, HOWARD & AYLMER,
Procureur du Requéant.

Montréal, 10 décembre 1915. 7513—52-4

Notice is hereby given that Robert Warden Lee, of the city of Montreal, in the district of Montreal, Barrister-at-Law and dean of the faculty of Law of McGill University, having obtained permission to that effect from the General Council of the Bar of the province of Quebec, will petition the Legislature of the province of Quebec at its next session for an act to authorize the Bar of the Province of Quebec, to admit him among its members after such examination as they may see fit to impose.

McLENNAN, HOWARD & AYLMER,
Attorneys for Petitioner.

Montreal, 10th December, 1915. 7514—52-4

Avis public est par le présent donné que Alexander Walker Thornton, de la cité de Montréal, docteur en chirurgie dentaire, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la province de Québec, à l'admettre incontinent au nombre de ses membres.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Avocats du Requéant

Montréal, 16 décembre 1915. 7467—52-4

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Alexander Walker Thornton, of the city of Montreal, doctor of dental surgery, will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the province of Quebec to admit him forthwith as a member of the College.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Solicitors for Applicant

Montreal, 16th December, 1915. 7468—52-4

Avis est par le présent donné que "The Shamrock Amateur Athletic Association" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée pour amender la loi 51-52 Victoria, chap. 69, des Statuts de la province de Québec, qui est la Loi constituant en corporation la "Shamrock Athletic Association", pour lui permettre d'augmenter l'évaluation annuelle des immeubles qu'elle est autorisée à posséder; d'élargir le champ de ses opérations dans la province, d'obtenir l'exemption de payer certaines cotisations municipales et scolaires.

LESLIE H. BOYD,
Avocat des Requérants.

Montréal, 21 décembre, 1915. 7469—52-4

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for the passing of an Act by the Shamrock Amateur Athletic Association to amend 51-52 Victoria, chapter 69, of the Statutes of the province of Quebec, being an Act to incorporate the Shamrock Amateur Athletic Association, to increase the annual valuation of real estate which it is permitted to hold; to enlarge the scope of its athletic operations throughout the province; and to obtain exemptions from payment of certain municipal and school taxes.

LESLIE H. BOYD,
Solicitor for Applicants.

Montreal, 21st December, 1915. 7470—52-4

AVIS

Je, soussigné, Joseph Philippe Philéas Caumartin, des cité et district de Montréal, avocat, ayant subi avec succès les examens d'admission à la pratique du droit, mais mon terme de cléricature n'étant pas encore expiré, donne par les présentes avis qu'étant dûment autorisé par le Conseil Général du Barreau de la province de Québec, je présenterai à la prochaine session de la Législature de cette province, un projet de loi aux fins de me permettre de pratiquer la profession d'avocat.

PH. CAUMARTIN,

222, rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 10 décembre 1915. 7509—52-4

Avis est par le présent donné que Robert J. Wickham, Isidore Crépeau, de la cité d'Outremont, Ridley L. Charlton, de la cité de Montréal, Joseph Hurtubise et Peter W. A. Burkett, de la cité de Westmount, et Emmanuel Gauthier, de Maisonneuve, courtiers d'assurance, du district de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée les constituant, eux et tous autres qui s'associeront à eux, en corporation sous le nom de "Fire Insurance Brokers Association of Montreal", pour, entre autres objets, promouvoir et régler les affaires du courtage des assurances contre le feu, dans la cité de Montréal et ailleurs, établir une organisation centrale pour ses membres, encourager et assurer leur compétence de même qu'une étiquette professionnelle convenable pour leur bénéfice commun; en même temps sauvegarder les intérêts des assurés, leur donner le droit de posséder des meubles, et autres pouvoirs corporatif d'usage.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 21 décembre 1915. 7473—52-4

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session d'une loi constituant en corporation une compagnie sous le nom de "Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Coy", avec pouvoir de construire et exploiter un chemin de fer électrique entre Saint-Roch et Châteauguay et de Laprairie à Chambly, avec embranchements, raccordements et lignes de ceinture à d'autres endroits dans les comtés de Châteauguay, Laprairie, Chambly, Verchères et Richelieu, et droit de traverser le fleuve Saint-Laurent et entrer dans la cité de Montréal, et tous autres pouvoirs nécessaires.

Fait à Montréal, ce 22 décembre 1915.

DESSAULLES, GARNEAU

& VANIER,

7475—52-4

Procureurs des Requérants.

Avis est par le présent donné que Francis Joseph Laverty, avocat et conseil du Roi; Edward Quinn, gérant; John Quinlan, entrepreneur; William Hayes, gérant, et George McAnally, secrétaire, tous de la cité de Montréal, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, de les constituer en corporation sous le nom de "The Metropolitan Columbus Association", cette société étant organisée pour établir, entretenir et bâtir une maison de club pour l'avantage de ses membres, et pour autres fins.

M. A. PHELAN,

Procureur des Pétitionnaires.

151 rue Saint-Jacques.

Montréal, 22 décembre, 1915. 7521—52-4

NOTICE

I, the undersigned, Joseph Philippe Philéas Caumartin, of the city and district of Montreal, advocate, having passed with success the examinations for admission to the practice of law, but my term of scholarship having not yet expired, give by these presents, notice that being duly authorized by the General Council of the Bar, of the province of Quebec, I will present a bill to the Legislature of this province, with the object of being authorized to practice the law.

PH. CAUMARTIN,

222, Saint James street, Montreal.

Montreal, 10th December, 1915. 7510—52-4

Public notice is hereby given that Robert J. Wickham, Isidore Crépeau, of the city of Outremont, Ridley L. Charlton, of the city of Montreal, Joseph Hurtubise and Peter W. A. Burkett, of the city of Westmount, and Emmanuel Gauthier, of Maisonneuve, Insurance Brokers, of the district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for an act to constitute them and all others who may become associated with them a corporation under the name of "Fire Insurance Brokers Association of Montreal", for among other purposes, the promotion and regulation of the business of fire insurance brokerage in the city of Montreal, and elsewhere, the providing of a central organization for its members, and to encourage and establish their proficiency and proper professional conduct for their mutual benefit, and at the same time to safeguard the interests of the insuring public, the holding of property, and other usual corporate powers.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,

Attorneys for Applicants.

Montreal, 21st December, 1915. 7474—52-4

Notice is given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for a charter of incorporation of a company under the name of "Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Company", with power to build and operate an electric railway between Saint Roch and Châteauguay and from Laprairie to Chambly, with connection branches and loop lines to other places in the counties of Châteauguay, Laprairie, Chambly, Verchères and Richelieu, and right to cross the Saint Lawrence River and enter the city of Montreal, and all other necessary powers.

Dated at Montreal, this 22nd December, 1915.

DESSAULLES, GARNEAU

& VANIER,

7476—52-4

Solicitors for Applicants.

Notice is hereby given that Francis Joseph Laverty, advocate and King's counsel; Edward Quinn, manager; John Quinlan, contractor; William Hayes, manager and George McAnally, secretary, all of the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session to be incorporated under the name of "The Metropolitan Columbus Association" such society being created for the purpose of establishing maintaining and erecting a club house for the benefit of its members and for other purposes.

M. A. PHELAN,

Attorney for Petitioners.

157 Saint James street,

Montreal, 22nd December, 1915. 7522—52-4

Avis est, par les présentes, donné que MM. Jean Baptiste Berthiaume, senior, rentier, Narcisse Beauchamp, entrepreneur, Eustache Fortier, hôtelier, tous trois des cité et district de Montréal, et Azarias Claude, courtier d'immeubles, de la ville d'Outremont, dit district, électeurs municipaux et propriétaires de la cité de Montréal dans le district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander par voie d'amendement au bill que présentera la cité de Montréal, la révocation ou le rappel de la loi 2 George V, chapitre 56, section 37, sous-section (a) et, qu'à défaut, par la dite cité de Montréal de présenter un bill pour amender sa charte, ils s'adresseront eux-mêmes à la dite législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi révoquant ou rappelant la dite loi 2 George V, chapitre 56, section 37, sous-section (a).

R. G. de LORIMIER,
Procureurs des requérants.

Montréal, 15 décembre 1915. 7289—51-4

Notice is hereby given that Messrs. Jean Baptiste Berthiaume, senior, gentleman, Narcisse Beauchamp, contractor, Eustache Fortier, hotel-keeper, all three of the city and district of Montreal, and Azarias Claude, real estate broker, of the town of Outremont, said district, rate-payers, electors and proprietors of the city of Montreal, in the district of Montreal, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain by way of amendment to the bill which will be presented by the city of Montreal, the revocation of repeal of the law 2 George V, chapter 56, section 37, sub-section (a) and that in default by the city of Montreal to present a bill amending its charter, they, themselves will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for an act revoking or repealing the said Law 2 George V, chapter 56, section 37, sub-section (a).

R. G. de LORIMIER,
Attorney for petitioners.

Montreal, 15th December, 1915. 7290—51-4

Avis est par les présentes donné que Dame Helmina Berthiaume, épouse de Louis Joseph Rivet, et ce dernier dûment autorisée, tous deux des cité et district de Montréal; Demoiselle Anna Berthiaume, fille majeure et usant de ses droits de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal; Dame Angéline Berthiaume, épouse de Pamphile DuTremblay, avocat, et de ce dernier dûment autorisée, tous deux de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal; Arthur Berthiaume, avocat, de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal; s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi changeant les dispositions de l'acte de donation fiduciaire, passé devant Mre Girouard, le 26 décembre 1914, sous le numéro 5354 de ses minutes, quant à ce qui concerne les donataires fiduciaires créés par le dit acte, de façon à ce que Dame Helmina Berthiaume, Demoiselle Anna Berthiaume, Dame Angéline Berthiaume, Arthur Berthiaume, ci-dessus désignés, Eugène Berthiaume et Edouard Berthiaume, tous de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, soient les donataires fiduciaires, aux lieu et place de ceux mentionnés à l'acte susdit, et pour autres fins.

HELMINA BERTHIAUME,
ANNA BERTHIAUME,
ANGÉLINE BERTHIAUME,
ARTHUR BERTHIAUME,
L. J. RIVET,
PAMPHILE DUTREMBLAY,
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Procureur.

Montréal, 21 décembre 1915. 7573—52-4

Notice is hereby given that Dame Helmina Berthiaume, wife of Louis Joseph Rivet, and by the later duly authorized, both of the city and district of Montreal; Miss Anna Berthiaume, spinster in the full exercise of her rights, of the city of Outremont, in the district of Montreal, Dame Angéline Berthiaume, wife of Pamphile DuTremblay, advocate, and by the latter duly authorized, both of the city of Outremont, in the district of Montreal; Arthur Berthiaume, advocate, of the city of Outremont, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for an act changing the provisions of the deed fiduciary donation passed before Mre Girouard, on the 26th December, 1914, under number 5354 of his minutes, in matters concerning the fiduciary donees created by said deed, so that Dame Helmina Berthiaume, Miss Anna Berthiaume, Dame Angéline Berthiaume, Arthur Berthiaume, above designated, Eugène Berthiaume and Edouard Berthiaume, both of the city of Outremont, in the district of Montreal, be the fiduciary donees in the place and stead of those mentioned in the aforesaid deed and for other purposes.

HELMINA BERTHIAUME,
ANNA BERTHIAUME,
ANGÉLINE BERTHIAUME,
ARTHUR BERTHIAUME,
L. J. RIVET,
PAMPHILE DUTREMBLAY,
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Attorney's.

Montreal, 21st December, 1915. 7514—52-4

AVIS.

Avis est par les présentes donné que l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec, corporation légale ayant son principal établissement à Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session pour obtenir une loi amendant son acte d'incorporation (44-45 Victoria, chapitre 52), en lui donnant de plus amples pouvoirs.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUEAU &
MARCHAND,
Procs de l'Union Saint-Joseph de Saint-Roch de Québec.
Québec, 22 décembre 1915. 7537—52-4

NOTICE

Notice is hereby given that "l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next sittings for an act amending its charter (44-45 Victoria, chapter 52), and granting further powers.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUEAU &
MARCHAND,
Attorneys for l'Union Saint-Joseph de Saint-Roch de Québec.
Québec, 22nd December, 1915. 7538—52-4

Avis public est par le présent donné que le Lord Evêque de Montréal, une corporation simple, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour les fins suivantes:

Amender les titres de propriété, la loi 39 Victoria ch. 74, et tous autres lois incompatibles avec celle qu'il sollicite, de manière à conférer au dit Lord Evêque et aux syndics, en fiducie, la propriété de l'emplacement et de l'édifice qui étaient autrefois l'Eglise Saint-Stephens, et maintenant connue comme étant l'Eglise Saint-Edwards, avec pouvoir de les hypothéquer et vendre, et à même le produit de ces hypothèques ou vente acquitter les dettes légitimes de ladite église ainsi que de la corporation des dites église et paroisse de Saint-Edwards, le résidu devant servir et être employé aux fins religieuses des dites église et paroisse.

L. H. DAVIDSON,
Avocat du requérant.

Montréal, 21 décembre 1915. 7593—52-4

Avis est par le présent donné que la cité de Westmount, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte, 8 Ed. VII, ch. 89, tel qu'amendée par 2 Geo. V, ch. 60 et 4 Geo. V, ch. 77, aux fins: (a) d'accorder à la cité de Westmount, un prolongement de délai pour acquérir les immeubles mentionnés dans le Statut 4 Geo. V, ch. 77, article 3; (b) d'inclure au nombre des réclamations privilégiées exemptes d'enregistrement celles pour pouvoir électrique ainsi que l'intérêt sur icelles; (c) d'augmenter le montant que la cité peut emprunter sur résolution en attendant la perception des taxes générales et spéciales; (d) le droit de fixer le tarif des licences à des montants excédant deux cents piastres (\$200.00), par année; (e) le droit de prohiber les ventes de dimanche; (f) le droit de préparer les listes électorales en même temps que les listes municipales et deux fois par année seulement; (g) le droit de surveiller, régler et contrôler la hauteur, la forme de l'architecture des bâtisses qui seront construites et de nommer une commission à cette fin.

Daté à Westmount, dans la province de Québec, ce vingt-unième jour de décembre 1915.

J. W. WELDON,
Avocat de la requérante.

7597—52-4

Avis public est par le présent donné que "The Shawinigan Water & Power Company", demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte de manière à lui permettre d'acheter, posséder et disposer des parts et valeurs d'autres compagnies, d'exercer aucune sorte d'industrie de fabrication et autre commerce, de garantir l'exécution des contrats par aucune corporation ou personne, et généralement d'exercer tous ces pouvoirs que les lettres patentes octroient d'habitude aux compagnies à fond social, et de distribuer l'énergie électrique dans les comtés de Québec et de Montmorency.

LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE
& POPE,
Avocats des requérants.

Montréal, 22 décembre 1915.

7595—52-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Montréal-Est, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir certaines modifications à la loi la constituant en corporation, telle qu'amendée, et d'obtenir certains pouvoirs additionnels concernant les matières suivantes:

Public notice is hereby given that the Lord Bishop of Montreal, a corporation sole, will make application, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act for the following purposes:

To amend the deeds of title, the act, 39 Victoria, ch. 74, and all other acts inconsistent with the act applied for, so as to vest the property of the site and building, formerly Saint Stephens church, and now known as Saint Edwards church, with the said Lord Bishop and the churchwardens of said church, in trust, with power to mortgage and sell, and out of the proceeds of such mortgage or sale to pay the lawful liabilities of the said church and of the corporation of the said church and parish of Saint Edwards, and the balance to use and apply for the purposes ecclesiastical of the said church and parish.

L. H. DAVIDSON,
Chancellor and solicitor for the applicant.
Montreal, 21st December, 1915. 7594—52-4

Notice is hereby given that the city of Westmount will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for a bill to amend its charter, 8 Ed. VII, ch. 89, as amended by 2 Geo. V, ch. 60, and 4 Geo. V, ch. 77, for the purpose of granting the city of Westmount; (a) an extension of time for acquiring the immovables referred to in Statute 4 Geo. V, ch. 77, article 3; (b) the inclusion of claims for electric power and interest thereon among the privileged claims exempt from registration; (c) an increase in the amount which the city may borrow on resolution pending the collection of general and special taxes; (d) the right to fix license fees at amounts higher than two hundred dollars (\$200.00), per year; (e) the right to prohibit the sale of merchandise on Sunday; (f) the right to prepare electoral lists when municipal lists are drawn up and not more often than once in two years; (g) the right to supervise, regulate and control the height, shape and design of buildings to be erected and to appoint a commission for such purpose.

Dated at Westmount, in the Province of Quebec, this twenty first day of December, 1915.

J. W. WELDON,
Solicitor for Applicant.

7598—52-4

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the Shawinigan Water & Power Company, will apply for an act to amend its charter in such a manner as to permit it to purchase, hold and dispose of the shares and securities of other companies, to carry on all kinds of manufacturing and other business, to guarantee the performance of contracts by any corporation or person and generally to exercise all such powers as are usually conferred by letters patent upon joint stock companies, and to conduct electricity within the counties of Quebec and Montmorency.

LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE
& POPE,
Attorneys for Applicants.

Montreal, 22nd December, 1915.

7596—52-2

Notice is hereby given that the town of Montreal-East, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain certain modifications to the law incorporating it in corporation, as amended, and to obtain certain additional powers on the following subjects:

Pouvoirs d'emprunt et débetures; division des quartiers; ratification de certaines résolutions; règlements, contrats, privilèges, franchises et exemption de taxes; industries municipales; annexion de territoire; modes de répartition; rues et boulevards; spécialement l'annexion de cette partie du rang Saint-Léonard, dans la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, située au nord-ouest de la ville entre les limites est de la ville de Saint-Léonard de Port Maurice, et une partie des limites ouest de Montréal-Est.

LA VILLE DE MONTREAL-EST,

Par J. EMERY CODERRE,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 30 novembre 1915. 7547—52-5

Avis public est par le présent donné que la ville de Beaconsfield s'adressera à la Législature, de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir certaines modifications à la loi la constituant en corporation, telle qu'amendée, et d'obtenir certains pouvoirs additionnels concernant les matières suivantes:

Confirmation de règlements concernant la fermeture ou la réglementation de certains chemins, mode de répartition spécial; taxes spécial droit et pouvoirs de séparation de territoire, et particulièrement annexion d'une partie du territoire de la ville à la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, droit de fixer le lieu des séances du conseil en dehors de la municipalité et autres pouvoirs.

LA VILLE DE BEACONSFIELD,

Par J. L. V. MALLETTE,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 30 novembre 1915. 7543—52-5

Avis public est par les présentes donné que la ville de la Pointe-aux-Trembles, comté de Laval, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but de refondre la loi la constituant en corporation de ville (Statut de Québec, 2 Geo. V, ch. 74), en y incorporant les pouvoirs spéciaux et généraux qu'elle possède déjà avec certaines modifications, et en outre en y ajoutant certains pouvoirs ou certaines modifications à la loi générale concernant les matières suivantes:

Elections; procédures relatives aux élections; définition de certaines expressions dans la loi des cités et villes; qualification des électeurs et des échevins; avis municipaux; approbation des des règlements par les électeurs; pouvoirs de l'ingénieur de la ville; voirie; expropriations; égouts; bâtiments; répartitions; acquisition et administration d'aqueduc; octroi et ratification de certaines franchises et privilèges; emprunts et débetures; vote des compagnies; commission du fonds d'amortissement; représentation dans les compagnies à fonds social; annexion du nouveau territoire et spécialement cette partie du rang Saint-Léonard, dans la paroisse de la Pointe-aux-Trembles qui se trouve au nord-ouest du territoire de la ville, entre la ville de Montréal-Est et le prolongement de la ligne frontière est de la ville de la Pointe-aux-Trembles et autres pouvoirs.

LA VILLE DE LA POINTE-AUX-TREM-
BLES,

Par J. C. V. ROY,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 30 novembre 1915. 7545—52-5

Borrowing powers and debentures; division of wards; ratification of certain resolutions; by-laws, contracts, privileges, franchises, and exemption from taxes; municipal industries; annexation of territory; modes of assessment; streets and boulevards; particularly the annexation of this portion of Saint Leonard range in the parish of la Pointe aux Trembles, lying to the north west of the town between the eastern boundaries of the town of Saint Leonard de Port Maurice, and the portion of the western boundaries of Montreal east.

THE TOWN OF MONTREAL EAST,

Per J. EMERY CODERRE,
Secretary Treasurer.

Montreal, 30th November, 1915. 7548—52-5

Notice is hereby given that the town of Beaconsfield will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain certain modifications to the law incorporating it in corporation, as amended, and to obtain certain additional powers on the following subjects:

Ratifying of by-laws concerning the closing or the regulation of certain roads; method of imposition of taxes; local improvement taxes; right and provisions for separating certain parts of the territory of the town and particularly to annex a part of it to the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire; right to fix place of meeting outside of municipality and other powers.

THE TOWN OF BEACONSFIELD,

Per J. L. V. MALLETTE,
Secretary Treasurer.

Montreal, 30th November, 1915. 7544—52-5

Notice is hereby given that the town of la Pointe aux Trembles, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to consolidated the law incorporating it as a town municipality (Statute of Quebec, 2 Geo. V, ch. 74), inserting in it the powers general and special which it possesses already with certain modifications, and providing for certain additional powers and modifications to the cities and towns' Act, on the following subjects:

Elections and proceedings relating thereto; defining certain expressions in the cities and towns' Act; qualification of the electors and aldermen; municipal notices; approval of by-laws by electors; powers of the engineer of the town; streets; expropriations; sewers; constructions and buildings; assessment and imposition of taxes; acquisition and administration of the aqueduct; granting and ratification of certain franchises and privileges; loans and debentures; votes of the joint stock companies; sinking fund commission; representation in companies; annexation of new territory and particularly such portion of Saint Leonard range, in the parish of La Pointe aux Trembles, lying to the north west of the territory of the town, between the town of Montreal East, and a prolongation of the western boundary line of the town of La Pointe aux Trembles and other powers.

THE TOWN OF LA POINTE AUX TREM-
BLES,

Per J. C. V. ROY,
Secretary Treasurer.

Montreal, 30th November, 1915. 7546—52-5

AVIS.

Avis public est par les présentes donné par Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de Saint-Pierre aux Liens demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi constituant en corporation sous le nom de "Les Syndics de la paroisse de Saint-Pierre aux Liens", les curé et les trois marguilliers du banc, avec les droits, pouvoirs et privilèges accordés aux corporations de syndics en vertu des Statuts refondus de 1909, et autorisant les dits syndics à emprunter une somme n'excédant pas \$45,000. pour payer les dettes et obligations de ladite fabrique, contractées pour l'achat des terrains requis, la construction d'une église, sacristie et presbytère et autres propriétés de fabrique, et à prélever par voie de répartition sur les immeubles possédés par des catholiques romains individuellement ou par compagnies incorporées, les intérêts et le fond d'amortissement du dit emprunt; de même qu'à prélever une somme ne dépassant pas 15c annuellement par \$100. sur les immeubles desdits catholiques romains, individuellement ou par compagnies incorporées, pour rencontrer les frais, dépenses et intérêts de ladite fabrique, à se servir des rôles d'évaluation en vigueur dans les différentes municipalités de la paroisse, à évaluer les terrains en culture à un montant de pas moins ni plus de quinze cents piastres de l'arpent, à homologuer l'acte de répartition préparé et autres fins.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
Procureurs de ladite Fabrique.
Montréal, 23 décembre 1915. 7533—52-4

Les Commissaires d'Ecoles pour la municipalité de la ville de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, donnent avis qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour annexer à leur territoire en tout ou en partie, le territoire des municipalités scolaires voisines, pour amender la section 4 de la loi 56 Victoria, chapitre 57, la section 12 de la loi 63 Victoria, chapitre 53, et la section 26 de la loi 61 Victoria, chapitre 57, pour annuler certains contrats faits par les commissaires ou certaines résolutions adoptées par les commissaires pour limiter l'évaluation ou la taxation de certains terrains, ou pour exempter en tout ou en partie certains terrains de la taxation, pour ratifier les émissions et ventes des débetures des dits commissaires émises à date, pour leur permettre de faire certains emprunts temporaires et pour amender et remplacer les articles 2641, 2697, 2698, 2699, 2709, 2725, 2726 et 2739 des Statuts refondus de la province de Québec, en autant que ces dits articles peuvent s'appliquer aux dits commissaires d'écoles, pour donner aux commissaires le pouvoir de faire faire l'évaluation des terrains qui ne sont pas évalués à leur valeur réelle par la cité de Maisonneuve.

SENECAL & GELINAS,
Procureurs des requérants.
Montréal, 22 décembre 1915. 7463—52-4

Avis public est par le présent donné que Joseph Barnard, journaliste, J.-Israel Lafontaine, agent, Thomas Bournival, courtier, Napoléon Lamy, bijoutier, Wellie Narcisse Godin, médecin, Anselme Dubé, entrepreneur, Charles Bourgeois, avocat et un grand nombre d'autres, tous électeurs et contribuables de la cité des Trois-Rivières, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant la charte de la dite cité aux fins d'obtenir la réduction du terme de Maire et

NOTICE.

Public notice is hereby given that the "Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique", of the parish of Saint Pierre aux Liens, will apply at the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a law incorporating under the name of the "Syndics de la paroisse de Saint-Pierre aux Liens", the cure and the three marguilliers du banc, with the rights, powers and privileges granted to corporations of trustees (syndics), by the Revised Statutes, 1909, and authorizing the said trustees (syndics) to borrow a sum not exceeding \$45,000. to pay the debts and obligations of the said fabrique, assumed by the purchasing of properties required, the construction of a church, vestry, and of a presbytery and other properties of said fabrique, and to levy by means of assessment on the immovables belonging to the Roman catholics, individually or through incorporated companies, the interest and sinking fund on said loan; also to levy a sum not exceeding 15c annually per \$100. on said immovables belonging to the roman catholics, individually or through incorporated companies, to meet the costs, expenses and interests of said fabrique, to use the assessment roll in force in the different municipalities of said parish, to value the properties in cultivation to an amount not exceeding nor less than fifteen hundred dollars an arpent, to homologate the assessment roll prepared and to all other purposes.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE,
Attorneys for said Fabrique.
Montreal, 23rd December 1915. 7534—52-4

The School Commissioners for the municipality of the city of Maisonneuve, in the county of Maisonneuve, hereby give notice that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act annexing to their territory, in whole or in part, the territories of adjacent school municipalities amending section 4 of the Act 56 Victoria, chapter 57, and section 12 of the Act 63 Victoria, chapter 53, and section 26 of the 61. Victoria, chapter 57, annulling certain contracts made by the commissioners, limiting the valuation or taxation of certain lands or exempting, in whole or in part, certain lands from taxation, ratifying the issue and sale of debentures of said Commissioners issued up to this date, granting them the powers to make certain temporary loans and amending and replacing articles 2641, 2697, 2698, 2699, 2709, 2725, 2726 and 2739 of the Revised statutes of the province of Quebec, in so far as said articles may apply to said school commissioners empowering the commissioners to appraise lands not estimated at their real value by the city of Maisonneuve.

SENECAL & GELINAS,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 22nd December, 1915. 7464—52-4

Public notice is hereby given that Joseph Barnard, journalist; J. Israel Lafontaine, agent, Thomas Bournival, broker, Napoléon Lamy, jeweller, Wellie Narcisse Godin, doctor of medicine, Anselme Dubé, contractor, Charles Bourgeois, advocate, and many others, all electors and rate-payers of the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at next session, for an Act amending the charter of the said city so as to reduce the term of office of the mayor and aldermen from four years to

des échevins de quatre ans à deux ans; l'élection des échevins par le peuple au cas de vacances dans le Conseil; le droit de révoquer dans certains cas, le maire et les échevins avant l'expiration de leur terme d'office; le droit de soumettre par voie de referendum, toute décision du Conseil, à l'approbation des électeurs municipaux.

CHARLES BOURGEOIS,
Procureur des requérants.

Trois-Rivières, 22 décembre 1915 7571—52-4

CITÉ DE QUEBEC.

HOTEL DE VILLE.

Québec, 22 décembre 1915.

DEMANDES A LA CHARTE DE LA CITE
DE QUEBEC.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec, s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de quatre cent trente-cinq mille piastres pour payer le coût de travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité; pour le parachèvement du maître tuyau de 40 pouces; pour aider à l'établissement d'un hôpital des tuberculeux; pour la construction du Boulevard Saint-Louis; pour outillage requis pour le département des chemins et aussi pour ratifier certains paiements faits à "La Crèche", à "La Goutte de Lait" et à la Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux; pour être autorisée à payer une certaine somme à l'Association d'Education Canadienne-française de l'Ontario; pour la protection des sources et cours d'eau qui alimentent son aqueduc; pour amender les articles de la charte qui régissent le nombre des membres requis aux séances du Conseil pour la passation des règlements; pour changer le mode d'octroi des licences pour voitures, etc., pour amender la loi concernant l'appel à la Cour supérieure des jugements de la Cour du recorder en matière de cotisation; pour la taxe personnelle imposée sur les ouvriers non résidents dans ses limites; pour fixer la part payable par la cité pour la construction des trottoirs permanents; pour diminuer le fonds de réserve pour faire face aux dépenses imprévues; pour imposer (le sou du pauvre) ou toute autre taxe de même nature sur les théâtres ou lieux d'amusements; pour forcer les compagnies d'immeubles à donner la liste des noms de leurs acheteurs sur promesse de vente; pour l'avi concernant les réclamations des dommages contre la cité; pour la réunion du comité conjoint concernant la traverse entre Québec et Lévis; pour ratifier le contrat passé avec "The Public Service Corporation"; pour soumettre aux contribuables un *referendum* sur la prohibition de liqueurs alcooliques et pour autres fins.

Par ordre,

7531—52-4

H. J. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la Cité.

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est, par les présentes, donné que Edmond St-Denis, étudiant en loi, de Montréal, présentera un bill privé, à la prochaine session de la Législature de Québec, tendant à régulariser

two years; the election of the alderman by the people in case of any vacancy in the council; the right to revoke, in certain cases, the mayor and alderman before the expiration of their term of office, the right to submit by means of a referendum, any decision of the Council to the approval of municipal electors.

CHARLES BOURGEOIS,
Attorney for Petitioners.

Three Rivers, 22nd December, 1915.

7572—52-4

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

Quebec, 22nd December, 1915.

AMENDMENTS TO THE CITY CHARTER
OF THE CITY OF QUEBEC TO BE
ASKED AT THE NEXT SESSION
OF THE LEGISLATURE.

Public notice is hereby given that the city of Quebec, shall apply to the Legislature of this Province at its next session to ask certain amendments to its charter of incorporation, and to obtain authorization to borrow a sum of four hundred and thirty five thousand dollars (\$435,000.00), to pay the cost of permanent works in the streets and public places of the city; for the completion of the 40" main water pipe; to help the establishment of an hospital for tuberculosis patients; for the construction of the Boulevard Saint Louis; for the equipment required for the Road Department; and also to ratify certain payments made to "La Crèche", and "La Goutte de Lait", and "La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux"; to obtain authorization to pay a certain sum to "L'Association d'Education Canadienne-française de l'Ontario"; for the protection of the sources and water courses which feed our water works; to amend the articles of the charter which regulate the number of members required at meeting of the Council for the passing of by-laws; to change the mode of granting licenses for vehicles, etc.; to amend the law concerning appeals of the Superior Court of the judgment of the Recorder's Court in matters of assessment; for the personal tax imposed upon working men who do not reside within its limits; to determine the proportion payable by the city for the construction of permanent sidewalks; to diminish the reserve fund; to provide for unforeseen expenditures; to impose a tax commonly named "le sou du pauvre", or any other tax of this nature upon theatres or places of amusement; to compel real estate companies to give out the list of the names of purchasers of lots upon promise of sale; as to the notice to be given of claims for damages against the city; to permit the convocation of the joint committee concerning the ferry between Quebec and Lévis; to ratify the contract passed with the Public Service Corporation; to submit to the vote of tax payers a referendum upon the prohibition of alcoholic liquors, and for other purposes.

By order,

7532—52-4

H. J. J. B. CHOUINARD,
City Clerk.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Public notice is hereby given that Edmond St. Denis, of Montreal, law student, will present a private bill, at the coming session of the Legislature of Quebec, on account of regulating his regis-

son admission à l'étude du notariat, ainsi que son brevet de cléricature.

EDMOND ST-DENIS,
Montréal, 21 décembre 1915. 7539—52-4

tration at La Chambre des Notaires and also his brevet de cléricature.

EDMOND ST-DENIS,
Montreal, 21st December, 1915. 7540—52-4

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un pouvoir additionnel d'emprunt pour un montant n'excédant pas un million de dollars, au moyen d'émission de débentures, en sus des emprunts déjà faits ainsi que de ceux déjà autorisés; elle demandera aussi le pouvoir de se servir des bons du Trésor qu'elle est autorisée à émettre pour payer les terrains qu'elle achète, les maisons d'écoles qu'elle achète ou construit, ainsi que pour garantir tels paiements.

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire-trésorier.
Montréal, 21 décembre 1915. 7541—52-5

Public notice is hereby given that The Catholic School Commission of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain additional borrowing power, for an amount not exceeding one million of dollars, over and above the loans already made, as well as those already authorized. The said Commission will also ask for power to make use of the Treasury bonds that it is authorized to issue in payment of land sites it may purchase, school-houses that it may purchase or build, as well as a guarantee of such payment.

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary-treasurer.
Montreal, 21st December, 1915. 7542—52-4

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis est par les présentes donné, que Messieurs Antoine Pigeon, Godfroid Defoy, fils, Gustave Pepin, Léon Léonard, Ferdinand Vanier, Joseph Robert, tous cultivateurs de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Laval, W. A. Cotton, P. A. Dubord et Compagnie Limitée, Vendôme Boulevard and Lands Limited, ces derniers, des cité et district de Montréal et autres, tous électeurs municipaux et propriétaires de la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un bill à l'effet d'amender le chapitre 105 du Statut V, Georges V, loi constituant en ville, la municipalité de Saint-Léonard de Port-Maurice, à savoir que les propriétaires et occupants des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga, sous les numéros 410 à 505, inclusivement; pour, les dits propriétaires et occupants être détachés de la dite ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, telle qu'incorporée comme dit ci-dessus, et former une municipalité indépendante, sous la direction et l'autorité du Code Municipal, de la province de Québec, sous le nom de la Municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, avec, en outre, les pouvoirs conférés par le Code Municipal aux paroisses généralement, les pouvoirs de Conseil de Comté, de s'annexer d'autres terres contigues aux lots ci-dessus, du consentement des propriétaires, nonobstant toutes autres lois affectant le territoire de la nouvelle municipalité, et autres fins municipales, à toutes fins que de droit.

PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE,
Avocats et Procureurs.
Montréal, 21 décembre 1915. 7465—52-4

Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice is hereby given that Messrs. Antoine Pigeon, Godfroid Defoy, Jr., Gustave Pépin, Léon Léonard, Ferdinand Vanier, Joseph Robert, all farmers, of the town of Saint Léonard de Port-Maurice, in the county of Laval, and W. A. Cotton, P. A. Dubord & Compagnie, Limitée, and Vendôme Boulevard and Lands Limited, these last mentioned of the city and district of Montreal, and others, all municipal electors and property owners of the town of Saint Léonard de Port-Maurice, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending chapter 105 of Statute V, George V, incorporating into a town, the municipality of Saint Léonard de Port-Maurice, and detaching from the aforesaid municipality of Saint Léonard de Port Maurice as incorporated by said statute the owners and occupants of those lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga, under numbers 410 to 505, both inclusive and constituting them into a distinct municipality governed by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, under the name of municipality of the parish of Saint Léonard de Port-Maurice, and also with the powers granted by the Municipal Code, to parishes generally, the powers of the county council, the power to annex other lands contiguous to the hereinabove mentioned lots, with the consent of the owners of such lands, notwithstanding any other laws affecting the territory of the new municipality now seeking incorporation and for other municipal purposes, to all lawful purposes.

PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE,
Advocates and Attorneys.
Montreal, 21st December, 1915. 7466—52-4

Avis est donné par Thomas A. Trenholme, cultivateur, de la cité de Montréal, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi, changeant le mode de la collection, par la cité de Montréal, du rôle de perception fait par le paiement du coût de l'acquisition des terrains nécessaires pour l'extension de l'Avenue Connaught, dans la cité de Montréal; et que, lors de l'adoption par la législature, à cette même session, de la loi amendement la charte de la cité de Montréal, il proposera un amendement au même effet et pour autres fins s'y rapportant.

T. A. TRENHOLME,
Montréal, 24 décembre 1915. 7381—52-4

Notice is given by Thomas A. Trenholme, farmer, of the city of Montreal, that he shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act changing the mode of collection by the city of Montreal, of the assessment roll and for the payment of the costs of acquiring the lands necessary for the extension of Connaught Avenue, in the city of Montreal, and that, when the law amending the charter of the city of Montreal, shall be proposed for adoption to the said legislature, at this same session, he shall propose an amendment thereto, to the same effect, and for other purposes.

T. A. TRENHOLME,
Montréal, 24th December, 1915. 7382—52-4

Avis public est par les présentes donné que la corporation de Cartierville s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte quant à la manière de répartir le coût des égouts et de l'ouverture et la confection des rues; la réglementation des connexions d'égouts et d'aqueduc; à son pouvoir de fournir de l'eau aux municipalités voisines et aux pouvoirs de ces dernières de transiger à cette fin; d'autoriser le Conseil à emprunter, sur simple résolution, l'argent nécessaire pour solder les comptes encourus en rapport avec l'aqueduc et défrayer le coût des travaux qui restent à faire et solder la balance due sur contrats pour travaux municipaux et défrayer le coût de ceux qui restent à faire.

7535—52-5 Procureur de la corporation
Requérante.

Avis est par le présent donné que la compagnie Three Rivers Traction s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la loi 4 George V, chapitre 102, lui accordant des pouvoirs plus étendus pour lui permettre de faire circuler ses voitures dans les limites du village et de la paroisse du cap de la Madeleine, notwithstanding la résistance du Conseil et son refus de soumettre le règlement au peuple, et autres amendements devenus nécessaires depuis le commencement des opérations du tramway.

JACQUES BUREAU,
Procureur de la requérante.
Trois-Rivières, 15 décembre 1915. 7401—52-4

DEMANDE A LA LEGISLATURE.

Avis vous est par le présent donné que Dame Rose De Lima Décarie, de la ville Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, veuve de Maximin Lebeau, en son vivant bougeois, du même lieu, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi maintenant à \$100. l'arpent l'évaluation des terres en culture dans cette partie du quartier Bordeaux détachée de la paroisse de Saint-Laurent, et comprenant les numéros 347 et 350 du cadastre de la dite paroisse de Saint-Laurent.

Avis est également donné que lors de la prise en considération du bill de la cité de Montréal, un amendement sera proposé aux fins ci-dessus.

DEGUIRE & NANTEL,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 27 décembre 1915. 7645—53-4

AVIS.

Avis est par le présent donné que les révérends Michel Chamberland, prêtre, curé, de Montebello, Jean-Baptiste Routhier, prêtre, curé, de Masson, Joseph Chatelain, prêtre, curé, de la ville de Buckingham, tous dans le comté de Labelle, province de Québec, les révérends Hector Yelle, prêtre, curé, de Sainte-Cécile de Masham, Joseph Jules Desjardins, prêtre, curé, du village de Gracefield et Avila Labelle, prêtre, curé, de la ville d'Aylmer, comté d'Ottawa, province de Québec, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, qu'un loi soit votée, les constituant eux et tous autres qui s'associeront à eux, en corporation sous le nom de L'Association d'Assurance Mutuelle des Paroisses et des Maisons d'Education et de Charité de la Vallée de l'Ottawa, attendu que certaines fabriques, paroisses et missions et certaines maisons d'éducation et de charité situées dans la province de Québec, formant les parties de l'Archidiocèse

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of a law amending the charter of the town of Cartierville as to the way the costs for sewers to be assessed and the opening and the confection of streets; the regulation of sewers and aqueduct connections; to its power to furnish with water the neighbouring municipalities and to the power of the latter to compound for this purpose; to authorize the Council to borrow, on only resolution, the necessary money to pay the fees incurred in connection with the aqueduct and to defray the costs of the works remaining to be done and to pay the balance due on contracts for municipal works and defray the costs of those remaining to be done.

7536—52-5 Attorney for the
Petitioner.

Notice is hereby given that the Three Rivers Traction Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for an Act amending the Act 4 George V, chapter 102, so as to grant said company the power to run its cars within the limits of the village and parish of Cap de la Madeleine, notwithstanding the opposition of the Council and its refusal to submit by-law to ratepayers and for other powers which the putting into operation of its tramway has rendered necessary.

JACQUES BUREAU,
Attorney for petitioner.
Three Rivers, 15th December, 1915. 7402—52-4

APPLICATION TO THE LEGISLATURE.

Notice is hereby given that Mrs. Rose De Lima Décarie, of the town of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, widow of Maximin Lebeau, in his lifetime, gentleman of the same place, will apply to the Legislature at its next session in order to obtain an act maintaining at \$100. an acre the valuation of the farms in that part of Bordeaux ward, detached from the parish of Saint Laurent and including to numbers 347 et 350 on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent.

Notice is also given that when the bill of the city of Montreal will be taken in consideration an amendment will be moved at the aforesaid purposes.

DEGUIRE & NANTEL,
Attorneys for Applicant.
Montreal, 27th December, 1915. 7646—53-4

NOTICE.

Notice is hereby given that the Reverend Michel Chamberland, parish priest of Montebello, Jean Baptiste Routhier, parish priest of Masson, Joseph Chatelain, parish priest, of the town of Buckingham, all in the county of Labelle, province of Quebec, the Reverend Hector Yelle, parish priest, of Sainte Cécile de Masham, Joseph Jules Desjardins, parish priest of the village of Gracefield, and Avila Labelle, parish priest, of the town of Aylmer, all in the county of Ottawa, province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to constitute them and all others who may become associated with them, a corporation under the name of "L'Association d'Assurance Mutuelle des Paroisses et des Maisons d'Education et de Charité de la Vallée de l'Ottawa", whereas certain fabriques, parishes and missions and certain Houses of Education and of Charity, situate in the Province of Quebec, forming the

d'Ottawa, des diocèses de Pembroke et de Témiscamingue et le diocèse de Mont-Laurier, désirent former une association d'assurance dans le but de se protéger mutuellement en répartissant entr'elles les pertes et les dommages qui peuvent être causés par des incendies ou la foudre, aux églises, chapelles ou presbytères, couvents, monastères, ou autres institutions et les dépendances se rattachant à toutes ces différentes catégories de bâtisses. Et qu'ils entendent donner une existence légale à cette association et se constituer en corporation. Et que le bureau principal et le domicile légal de la dite association est, et sera en la cité de Hull, province de Québec.

Daté en la cité de Hull, ce quinzième jour de décembre, mil neuf cent quinze.

F. ALBERT LABELLE,
Procureur des requérants.
7647—53-4

parts of the Archdiocese, of Ottawa and of the dioceses of Pembroke and Temiscamingue and the diocese of Mont Laurier, desire to form an association of Insurance for the purpose of mutually protecting themselves in sharing between them the losses and damages which might be caused by fire or lightening to churches, chapels or priest houses, convents, monastery or other institutions and the dependencies belonging to all the above classes of buildings. And that they intend to give a legal existence to such association and to constitute themselves in corporation. And that the head office and legal domicile of said Association is and will be in the city of Hull, province of Quebec.

Dated of the city of Hull, province of Quebec, this fifteen day of December, one thousand nine hundred and fifteen.

F. ALBERT LABELLE,
Attorney for Petitioners.
7648—53-4

Avis est par les présentes donné que les soussignés s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi annexant les municipalités scolaires suivantes:

- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Denis de Montréal, dans le comté de Montréal-Dorion;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Edouard de Montréal, dans le comté de Montréal-Dorion;
- Les commissaires d'école pour la municipalité de Saint-Etienne de Montréal, dans le comté de Montréal-Dorion;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Jean Berchmans, dans le comté de Montréal-Dorion;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Stanislas de Montréal, dans le comté de Montréal-Dorion;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Henri, dans le comté de Montréal-Hochelaga;
- Les syndics d'écoles pour les municipalités de Saint-Henri et Sainte-Cunégonde, dans le comté de Montréal-Hochelaga;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Cunégonde, dans le comté de Montréal-Hochelaga;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Enfant-Jésus de Montréal, dans le comté de Montréal-Laurier;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Georges dans le comté de Montréal-Laurier;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté de Montréal-Laurier;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Jean-de-la-Croix, dans le comté de Montréal-Laurier;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Côte Visitation, dans le comté de Maisonneuve;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Hochelaga, dans le comté de Maisonneuve;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-François Solano, dans le comté de Maisonneuve;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Grégoire le Thaumaturge, dans le comté de Maisonneuve;
- Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Côte des Neiges, dans le comté de Westmount;

Notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act annexing to the Board of Catholic schools of Montréal, to all intents and purposes, the following school municipalities:

- The school commissioners for the municipality of Saint Denis of Montreal, in the county of Montreal-Dorion;
- The school commissioners for the municipality of Saint Edouard of Montreal, in the county of Montreal-Dorion;
- The school commissioners for the municipality of Saint Etienne of Montreal, in the county of Montreal-Dorion;
- The school commissioners for the municipality of Saint Jean Berchmans, in the county of Montreal-Dorion;
- The school commissioners for the municipality of Saint Stanislas of Montreal, in the county of Montreal-Dorion;
- The school commissioners for the municipality of Saint Henri and Sainte Cunegonde, in the county of Montreal-Hochelaga;
- The school commissioners for the municipality of Saint Henri, in the county of Montreal-Hochelaga;
- The school commissioners for the municipality of Sainte Cunegonde, in the county of Montreal-Hochelaga;
- The school commissioners for the municipality of l'Enfant-Jesus of Montreal, in the county of Montreal-Laurier;
- The school commissioners for the municipality of Saint Georges, in the county of Montreal-Laurier;
- The school commissioners for the municipality of Saint Jean Baptiste village, in the county of Montreal-Laurier;
- The school commissioners for the municipality of Saint Jean de la Croix, in the county of Montreal-Laurier;
- The school commissioners for the municipality of Cote Visitation, in the county of Maisonneuve;
- The school commissioners for the municipality of Hochelaga, in the county of Maisonneuve;
- The school commissioners for the municipality of Saint Francois Solano, in the county of Maisonneuve;
- The school commissioners for the municipality of Saint Gregoire le Thaumaturge, in the county of Maisonneuve;
- The school commissioners for the municipality of the town of Cote des Neiges, in the county of Westmount;

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Côte des Neiges, dans le comté de Westmount;
 Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame de Grâce ouest, dans le comté de Westmount;
 Les syndics d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame de Grâce ouest, dans le comté de Westmount;
 Les commissaires d'écoles pour la municipalité de village de Ahuntsic, dans le comté de Laval;
 Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Cécile dans le comté de Laval;

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Joseph de Bordeaux, dans le comté de Laval;
 Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Villeray, dans le comté de Laval;
 Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Youville, dans le comté de Laval;
 Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville Saint-Paul, dans le comté de Jacques-Cartier;
 Les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville Saint-Paul, dans le comté de Jacques-Cartier.

A celle de la commission des Ecoles Catholiques de Montréal, à toutes fins que de droit, et spécialement pour que la dite commission des Ecoles Catholiques de Montréal, soit subrogée aux droits et aux obligations des commissaires d'écoles, pour les municipalités scolaires ci-dessus désignées.

J. H. LECLAIR,
 CHARLES GOSSELIN,
 EUCLIDE MORIN,
 LOUIS LARIVÉE,
 J. E. PAGÉ,

Montréal, le 21 décembre, 1915. 7605—53-4

The school commissioners for the municipality of Notre Dame de Grâce ouest, in the county of Westmount;

The school trustees for the municipality of Notre Dame de Grâce ouest, in the county of Westmount;

The school commissioners for the municipality of Sainte Clotilde, in the county of Westmount;

The school commissioners for the municipality of Ahuntsic village, in the county of Laval;

The school commissioners for the municipality of Saint Joseph de Bordeaux, in the county of Laval;

The school commissioners for the municipality of Sainte Cecile, in the county of Laval;

The school commissioners for the municipality of Villeray, in the county of Laval;

The school commissioners for the municipality of Youville, in the county of Laval;

The school commissioners for the municipality of the town of Saint Paul, in the county of Jacques-Cartier;

The school trustees for the municipality of the town of Saint Paul, in the county of Jacques-Cartier;

And especially in order that the said Board of Catholic school of Montreal, be subrogated to the rights and liabilities of the school commissioners for the municipalities hereinabove designated.

J. H. LECLAIR,
 CHARLES GOSSELIN,
 EUCLIDE MORIN,
 LOUIS LARIVÉE,
 J. E. PAGÉ,

Montreal, 21st December, 1915. 7606—53-4

Avis est par le présent donné que Monseigneur Cyrille Alfred Marois, prêtre, vicaire général de l'Archidiocèse de Québec et protonotaire apostolique, J. C. Arsenault, prêtre, Chanoine, Jean Alfred Charlebois, notaire, Cyrille Tessier, notaire, Elie Martineau, marchand, Edward Foley, avocat, Honorable Thomas Chapais, avocat, N. Eutrope Dionne, médecin, Cyprien Labrègue, notaire et Joseph Gosselin, médecin, tous de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session pour demander de passer un bill les incorporant sous le nom de "L'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec", pour mieux assurer le placement et la distribution des sommes d'argent que des personnes charitables désireuses d'aider l'œuvre de la propagation de la foi dans les paroisses et les missions pauvres, veulent bien confier aux membres de la propagation de la Foi, pour faire des règlements et constitutions pour leur permettre de faire fonctionner la dite œuvre, etc, etc.

N. E. DIONNE,
 Sec. P. T.

7703—53-4

Avis est par le présent donné que Jules Amyot, gradué en art dentaire, des cité et district et Montréal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens-dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui décerner le diplôme nécessaire à la pratique, sans autre examen.

JULES AMYOT,
 Requéant.

7721—53-4

Notice is hereby given that Mgr. Cyrille Alfred Marois, priest, vicar general of the Archdiocese of Quebec and apostolical prothonotary, J. C. Arsenault, priest, Canon of the Basilica, J. A. Charlebois, notary, Cyrille Tessier, notary, Elie Martineau, merchant, Edward Foley, advocate, Honorable Thomas Chapais, advocate, N. Eutrope Dionne, physician and surgeon, Cyprien Labrègue, notary and Joseph Gosselin, physician and surgeon, all of the city of Quebec, shall make application at the next sitting of the Legislature for the purpose of praying for the passing of a bill incorporating them under the name of L'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec for the better securing the investments that charitable persons, desirous of helping the work of the propagation of the faith in the poor parishes and missions, are willing to interest to the members composing the council of the said Propagation of the Faith, and for the purpose of making rules and by-laws in order to help the work of the said propagation of the Faith, etc., etc.

N. E. DIONNE,
 Sec. P. T.

7704—53-4

Notice is hereby given that Jules Amyot, dental graduate, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act authorizing the Collège of Dental surgeons of the province of Quebec to admit him in the membership and grant him the required certificates to practice, without further examination.

JULES AMYOT,
 Petitioner.

7722—53-4

Avis public est, par les présentes donné que Joseph Alphonse Desrosiers, comptable, Albert P. Frigon, comptable et Alfred Cinq-Mars, comptable et Auditeur, tous trois des cité et district de Montréal, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires, administrateurs et fiduciaires de feu Jean de la Croix Joseph Comte, en son vivant de la cité de Montréal, bourgeois, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session dans le but de faire prolonger de trois ans, à compter du 1er février 1916, le délai fixé par le testament du dit feu Jean de la Croix Joseph Comte et les codiciles à icelui, pour faire le partage du résidu des biens dépendant de sa successions pour continuer en vigueur durant ce temps toutes les clauses des dits testament et codiciles se rapportant à la saisine, aux pouvoirs, à la rémunération et au remplacement des dits exécuteurs testamentaires, administrateurs et fiduciaires, pour autoriser certains mode de placement non mentionnés aux dits testament et codiciles et pour autres fins.

ALEXANDRE CINQ-MARS,

Procureur des réquerants.

Montréal 29 décembre 1915. 7713-53-4

Public notice is hereby given that Joseph Alphonse Desrosiers, accountant, Albert P. Frigon, accountant, and Alfred Cinq-Mars, accountant and auditor, all three of the city and district of Montreal, acting in their capacity of testamentary executive administrators and fiduciaries of the late Jean de la Croix Joseph Comte, in his lifetime of the city of Montreal, gentleman, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of prolonging by three years, from the 1st of February, 1916, the delay fixed by the will of the said late Jean de la Croix Joseph Comte and the codicils thereto, to make the division of the residue of the property dependent of his estate, to continue in force during such time all clauses of the said will and codicils relating to the seizin, powers, remuneration and replacement of the said testamentary executors, administrators and judiciaries, to authorize certain modes of investment not mentioned in the said testament and codicils, and for other purposes.

ALEXANDRE CINQ-MARS,

Attorney for petitioners.

7714-53-4
Montreal, 29th December, 1915. 7714-53-4

Avis Divers

Cour supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Najeebe Nassif Salceba, épouse de George A. Sayehik, de la cité de Sherbrooke, dit district, commerçant, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit George A. Sayehik, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

J. H. LEMAY,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 1 décembre 1915. 7633-53-5

Cour supérieure. No 496. Province de Québec. District des Trois-Rivières. Dame Evelina Damphousse, épouse commune en biens de Gerald Griffin, de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Gerald Griffin, commerçant, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23ième jour de décembre 1915.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 23 décembre 1915. 7607-53-5

Cour supérieure. No 2891. District de Montréal. Dame Alberta Messier, épouse commune en biens de Joseph Forget, de Montréal, menuisier a intenté une action en séparation de biens contre son mari.

MILLETTE & GRENIER,

Avocats de la dite Dame Alberta Messier.

Montréal, 21 décembre 1915. 7481-52-5

Cour supérieure. No 912. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Emma Beauchesne, épouse d'Emile Simoneau, fromagier, du canton de Wotton, a, ce jour, intenté contre son mari une action en séparation de biens.

FELIX LECLERC,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, le 17 décembre 1915. 7393

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Najeebe Nassif Salceba, wife of George A. Sayehik, of the city of Sherbrooke, said district, trader, duly authorized for the purposes herein, Plaintiff; vs The said George A. Sayehik, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant.

J. H. LEMAY,

Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 1st December, 1915. 7634-53-5

Superior Court. No. 496. Province of Quebec. District of Three Rivers. Dame Evelina Damphousse, wife common as to property of Gerald Griffin, of the parish of Saint Elie de Caxton, district of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Gerald Griffin, trader, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the present case on the 23rd December, 1915.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,

Attorneys for Plaintiff.

Three Rivers, 23rd December, 1915. 7608-53-5

Superior court. No 2891. District of Montreal. Dame Alberta Messier, wife common as to property of Joseph Forget, of Montreal, joiner, has instituted an action for separation as to property against her husband.

MILLETTE & GRENIER,

Attorneys for said Dame Alberta Messier.

Montreal, 21st December 1915. 7482-52-5

Superior Court. No. 912. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Emma Beauchesne wife of Emile Simoneau, cheese-maker, of the township of Wotton, has, this day, brought against her husband an action in separation as to property.

FELIX LECLERC,

Attorney for the plaintiff.

Sherbrooke, 17th December 1915. 7394

Cour supérieure. No 2010. Province de Québec. District de Montréal. Dame Christiana Racette, épouse commune en biens de Joseph Courtemanche, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, Demanderesse; vs Joseph Courtemanche, manufacturier du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20ième jour de décembre 1915.

JOSEPH ARCHAMBAULT,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 22 décembre 1915. 7549—52-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Evangeline Boucher, de la cité de Sherbrooke, dit district, épouse de Joseph O. Lemieux, également de la dite cité, commerçant, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit Joseph O. Lemieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

J. H. LEMAY,
Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 2 novembre 1915. 7621—53-5

Cour supérieure. No 906. Province de Québec. District de Montréal. Une action en séparation de biens a été instituée par Dame Anna Antil, épouse commune en biens de Joseph Louis Rainville, manufacturier des cité et district de Montréal, contre le dit Joseph Louis Rainville, le 20 décembre 1915.

LACHAPELLE & DENIS,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 décembre 1915. 7641—53-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Nicolet. No 20. Dame Lucie Saint-Laurent, de la ville de Nicolet, épouse commune en biens de Thomas Caron, charretier, aussi de la dite ville de Nicolet, et la dite dame Lucie Saint-Laurent, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, demanderesse, vs le dit Thomas Caron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 décembre 1915.

W. CAMIRAND,
Proc. de la demanderesse.

Nicolet, 27 décembre 1915. 7643—53-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4086. Georges Pominville, de la cité et du district de Montréal, expéditeur, Demandeur; et Dame Anna Gibeau, du même lieu, épouse commune en biens de Georges Pominville, Défenderesse.

Le demandeur a institué une action en séparation de corps contre la défenderesse.

CURRAN & CURRAN,
Procureur du demandeur.

Montréal, 17 décembre 1915. 7441—52-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4007. Dame Alphonsine St Hilaire, des cité et district de Montréal, épouse de Wilfrid Chartrand, peintre, du même lieu dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Wilfrid Chartrand, peintre, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 3 décembre 1915.

J. WILFRID PILON,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 3 décembre 1915. 7037—50-5

Superior Court. No. 2010. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Christiana Racette, wife common as to property of Joseph Courtemanche, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Joseph Courtemanche, manufacturer of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 20th day of December, 1915.

JOSEPH ARCHAMBAULT,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd December, 1915. 7550—52-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Evangeline Boucher, of the city of Sherbrooke, said district, wife of Joseph O. Lemieux, also of the said city, trader, duly authorized for the purposes herein Plaintiff; vs the said J. O. Lemieux, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant.

J. H. LEMAY,
Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 2nd November, 1915. 7622—53-5

Superior Court. No. 906. Province of Quebec. District of Montreal. An action for separation as to property has been instituted by Dame Anna Antil, wife common as to property of Joseph Louis Rainville, manufacturer of the city and district of Montreal, against the said Joseph Louis Rainville, on the 20th December 1915.

LACHAPELLE & DENIS,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th December 1915. 7642—53-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Nicolet. No. 20. Dame Lucie Saint Laurent, of the town of Nicolet, wife common as to property with Thomas Caron, carter, of the said town of Nicolet, and said Lucie Saint Laurent, duly authorized in justice to act in the present case, plaintiff vs the said Thomas Caron, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 27th December 1915.

W. CAMIRAND,
Attorney for Plaintiff.

Nicolet, 27th December, 1915. 7644—53-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4086. Georges Pominville, of the city and district of Montreal, shipper, Plaintiff; and Dame Anna Gibeau, of the same place, wife common as to property of Georges Pominville, Defendant.

An action in separation as to bed and board has been instituted by said Plaintiff against the Defendant.

CURRAN & CURRAN,
Attorney's for Plaintiff.

Montreal, 17th December, 1915. 7442—52-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4007. Dame Alphonsine St Hilaire, of the city and district of Montreal, wife of Wilfrid Chartrand, painter of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Wilfrid Chartrand, of the same place, painter, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day in this case.

J. WILFRID PILON,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd December, 1915. 7038—50-5

Cour supérieure. Beauce. No 2634. Félixine Gilbert, épouse de Alexandre Drouin, sellier, de Saint-Joseph de Beauce, contre le dit Alexandre Drouin a, ce jour, institué une action en séparation de biens. Saint-Joseph-de-Beauce, 20 décembre 1915. PACAUD & MORIN, Procureurs de la demanderesse. 7617—53-5

Superior Court. Beauce. No. 2634. Félixine Gilbert, wife of Alexandre Drouin, saddlers, of Saint Joseph de Beauce, against the said Alexandre Drouin, has, this day, instituted an action for separation as to property. Saint Joseph de Beauce, 20th December, 1915. PACAUD & MORIN, Attorney's for Plaintiff. 7618—53-5

Cour supérieure. No 5220. Province de Québec. District de Montréal. Dame Rose Dina Fortin, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Lazare Fortin, beurrier du même lieu, et dûment autorisée à cette fin, à poursuivi, ce jour, son dit époux, en séparation de biens.

PHILIPPE DORVAL,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 29 novembre 1915. 7235—51-5

Superior Court. No. 5220. Province of Quebec. District of Montreal. An action in separation as to property has been instituted this day by Dame Rose Dina Fortin, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Lazare Fortin, buttermaker of the same place, against her said husband.

PHILIPPE DORVAL,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 29th November, 1915. 7236—51-5

Cour supérieure. No 324. Province de Québec. District de Montréal. Dame Fanny Lipchitz, de la cité de Montréal, épouse de Joseph Jacobson, gentilhomme, du même lieu, dûment autoriser à ester en justice, Demanderesse; contre le dit Joseph Jacobson, gentilhomme, du même endroit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le Défendeur, le 15 décembre 1915.

SURVEYER, OGDEN & COONAN,
7317—51-5 Procureurs de la Demanderesse.

Superior Court. No. 324. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Fanny Lipchitz, of the city of Montreal, wife of Joseph Jacobson, gentleman, of the same place duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Joseph Jacobson, gentleman, of the same place Defendant.

An action for separation of property has been instituted against the Defendant, the 15th day of December, 1915.

SURVEYER, OGDEN & COONAN,
7318—51-5 Attorneys for the Plaintiff.

Cour supérieure. No 5281. Province de Québec. District de Montréal. Bertha Lagacé, de la ville de Cartierville, district de Montréal, épouse commune en biens de Delphis Ouellette, laitier du même lieu, a intenté ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 7 décembre 1915. 7103—50-5

Superior Court. No. 5281. Province of Quebec. District of Montreal. Bertha Lagacé, of the town of Cartierville, district of Montreal, wife common as to property of Delphis Ouellette, milkman, of the same place, has taken, this day, an action in separation of property against her said husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th December, 1915. 7104—50-5

Cour supérieure. No 2617. Province de Québec. District de Beauce. Dame Caroline Gagné, épouse commune en biens de Aimé Tardif, tous deux de Saint-Frédéric, district de Beauce, cultivateur.

La demanderesse a pris une séparation de biens contre son mari.

TALBOT & BEAUDOIN,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 18 décembre 1915.
7551—52-5

Superior Court. No. 2617. Province of Quebec. District of Beauce. Dame Caroline Gagné of Saint Frederic Beauce, wife of Aimé Tardif, farmer of the same place, has this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

TALBOT & BEAUDOIN,
Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph Beauce, 18th December, 1915.
7552—52-5

Cour supérieure. No 246. Province de Québec. District de Montmagny. Dame Eva Lamontagne, épouse commune en biens de Achille Côté, tous deux de Saint-Fabien de Panet, district de Montmagny.

La demanderesse a pris une séparation de biens contre son mari.

TALBOT & BEAUDOIN,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph de Beauce, 18th December, 1915.
7553—52-5

Superior Court. No. 246. Province of Quebec. District of Montmagny. Dame Eva Lamontagne of Saint Fabien de Panet, Montmagny wife of Achille Côté, butcher of the same place, has this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

TALBOT & BEAUDOIN,
Attorneys for plaintiff.

Montmagny, 18th December, 1915.
7554—52-5

**BARREAU DE LA SECTION DU DISTRICT D'OTTAWA.—BAR OF THE SECTION OF
THE DISTRICT OF OTTAWA.**

Candidats pour admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to the study of the law.

Nom. — Name.	Prénoms — Surnames.	Age.	Résidence — Residence.	Où étudié — Where educated.
Parent.....	Paul E.....	22 ans—years..	Ottawa.....	Collège d'Ottawa; College Sainte-Marie, Montréal.
Woods.....	John B.....	20 " ..	" " 	College Sainte-Marie, Montréal; College Leblond de Brumath.

7689-90—53-2

F. B. MAJOR,
Secrétaire du Barreau de la Section d'Ottawa.
Secretary of the Bar of the section of Ottawa.

BARREAU DE MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.

Examens du 11 janvier 1916.

BAR OF MONTREAL.

CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examinations, January 11th, 1916.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
1. Barry.....	J. J.....	52	Montréal.
2. Bastien.....	Jos.-M.....	26	"
3. Beique.....	Victor, E.....	26	"
4. Brisson.....	Julien, W.....	25	"
5. Cadotte.....	J. E.....	22	St-Hyacinthe.
6. Camirand.....	P. E. Lorenzo.....	24	Montréal.
7. Coffin.....	F. G.....	29	"
8. Dupuis.....	Eldège.....	27	"
9. Hurteau.....	Adolphe.....	23	"
10. Lajoie.....	Alexandre-Gérin.....	22	"
11. Lanctôt.....	P. E. R.....	25	"
12. Lauzière.....	Emile.....	25	"
13. Livinon.....	Abraham, Jacob.....	27	"
14. Marcotte.....	Emile.....	21	"
15. Monet.....	Amédée.....	25	St-Jean, P. Q.
16. Morey.....	D.....	33	Lachine.
17. Plante.....	Léonce.....	26	Montréal (En service actif).
18. Stalker.....	Archibald.....	30	"
19. Thouin.....	J. A.....	23	"
20. Vigneault.....	Antonio.....	25	"

J. H. ARCHAMBAULT,
Secrétaire du Barreau de Montréal.
Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 24 décembre—24th December, 1915.

7709-10—53-2

BARREAU DE BEDFORD.

CANDIDAT A L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.

BAR OF BEDFORD.

CANDIDATE TO ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Domicile. — Résidence.	Où Étudié. — Where Educated.
Cloutier.....	Clarence, I.....	22	Roxton Pond, Qué.	Institut Feller—Feller Ins- titute, Grande Ligne, Que- bec, et—and Cours de M. de Kerméno, Mont- réal.

7723-24—53-2

J.-OSCAR BOULANGER,
Secrétaire, Barreau de Bedford.
Secretary, Bedford Bar.

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Cour supérieure.

Province de Québec.

District de Joliette.

No 7382.

Dans l'affaire de Nicolas Ayoub, L'Assomption,
Qué., Insolvable.Avis est par le présent donné que l'insolvable
sus-nommé a fait, ce 27 décembre 1915, une
cession judiciaire de tous ses biens pour le béné-
fice de ses créanciers au bureau du protonotaire
de la compagnie du district de Joliette.

H. H. BEAULIEU,

Assistant-gardien-provisoire.

Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,

92, rue Notre-Dame-Est, Montréal.

Montréal, Qué., 31 décembre 1915. 9

Cour supérieure.

Province de Québec,

District de Montréal.

No 521.

In re Sender Smilovitz & Samuel Myers, "Smilo-
vitz & Myers", Ville Saint-Pierre, P. Qué.Avis est par le présent donné que les insolubles
sus-nommés ont fait ce jour, une cession judiciaire
de leur actif pour le bénéfice de leurs créanciers
et que j'ai été nommé assistant-gardien-provi-
soire des biens du susdit.

J. W. MICHAUD,

Assistant-gardien-provisoire.

Montréal, 29 décembre 1916. 11

Cour supérieure.

Province de Québec,

District de Montréal.

No 519.

In re J.-Roméo Bourdeau, Montréal, Insolvable.Avis est par le présent donné que l'insolvable
sus-nommé a fait, ce jour, une cession judiciaire
de son actif pour le bénéfice de ses créanciers,
et que j'ai été nommé assistant-gardien-provisoire
des biens du susdit.

J. W. MICHAUD,

Assistant-gardien-provisoire.

Montréal, 29 décembre 1915. 13

Superior Court.

Province of Quebec,

District of Joliette.

No. 7382.

In the matter of Nicolas Ayoub, L'Assomption,
Que., Insolvent.Notice is hereby given that the above named
insolvent, has, this 27th day of December, 1915,
made a judicial abandonment of all his property
for the benefit of his creditors at the of the Pro-
thonotary of the Superior Court of the district of
Joliette.

H. H. BEAULIEU,

Sub-Provisional-Guardian.

Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,

No. 92, Notre Dame street, east, Montreal.

Montreal, Que., 21st December, 1915. 10

Superior Court.

Province of Quebec,

District of Montreal.

No. 521.

In re Sender Smilovitz & Samuel Myers, "Smilo-
vitz & Myers", Ville Saint-Pierre, —. Que.Notice is hereby given that the above named
insolvents have this day made a judicial aban-
donment of their property for the benefit of their
creditors, and I have been appointed deputy
provisional guardian to the property of the
aforesaid.

J. W. MICHAUD,

Deputy Provisional Guardian.

Montreal, 29th December, 1915. 12

Superior Court.

Province of Quebec,

District of Montreal.

No. 519.

In re J.-Roméo Bourdeau, Montreal, Insolvent.Notice is hereby given that the above named
insolvent, has this day made a judicial abandon-
ment of his property for the benefit of his credi-
tors, and I have been appointed deputy provi-
sional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,

Deputy Provisional Guardian.

Montreal, 29th December, 1915. 14

District de Saint-François.

In re De M. Véronneau, Pharmacien, Coaticook, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à contestation jusqu'au 15 janvier 1916, après laquelle date le dividende sera payable à notre bureau.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington,
Sherbrooke, 31 décembre 1915. 15

District de Saint-François.

In re: Joseph Delage, Garthby, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné, que par un ordre de la Cour supérieure en date du 28 décembre 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli.

Les réclamations dûment attestées doivent nous être produites dans les trente jours de cette date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Curateurs conjoints.

Bureau de Belanger & Begin,
155 rue Wellington.
Sherbrooke, 28 décembre 1915. 17

Re: Regal Manufacturing Co., Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende en la susdite affaire a été déclaré et sera sujet à objection jusqu'à jeudi le 20 janvier 1916, après laquelle date, s'il n'y a pas de contestation, le dividende sera payable au bureau du soussigné.

W. G. AYLING,
Curateur.

212, rue McGill, Montréal.
Montréal, 31 décembre 1915. 23

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Max Pollack, "Bernard Book Store", Insolvable;

et

George Duclos, Curateur.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure rendu ce jour, j'ai été nommé curateur aux biens de l'insolvable sus-nommé, et que MM. Lt. Col. E. N. Renouf, David Dufault, et Henri Brabant ont été nommés inspecteurs.

Ceux qui n'ont pas encore produit leurs réclamations assermentées doivent le faire dans les trente jours s'ils veulent être colloqués sur le bordereau de dividende.

GEORGE DUCLOS,
Curateur.

30, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 30 décembre 1915. 25

Dans l'affaire de J. P. O'Loughlin, 344 rue Bleury, Montréal.

Avis est par le présent donné qu'un premier dividende a été déclaré en la susdite affaire et sera payable à mon bureau le 15 janvier 1916. Les objections à icelui doivent être produites chez moi avant cette date.

LORENZO BELANGER,
Curateur.

402 Edifice "Coristine".
Montréal, 31 décembre 1915. 27

District of Saint Francis.

In re De M. Véronneau, Druggist, Coaticook, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the 15th January, 1916, after which date the dividend will be payable at our office.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Joint Curator.

Office of Belanger & Begin,
155, Wellington street,
Sherbrooke, 31st December, 1915. 16

District of Saint Francis.

In re: Joseph Delage, Garthby, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the Superior Court bearing date the 28th December, 1915, we were appointed joint curators to the property of said insolvent.

All claims duly attested under oath must be filed with us within thirty days from this date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Joint Curators.

Office of Belanger & Begin,
155 Wellington street.
Sherbrooke, 28th December, 1915. 18

Re: Regal Manufacturing Co., Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet in the above matter has been prepared and will be open to objection until Thursday the 20th day of January, 1916, after which date if no objection be received, the dividend will be payable at the office of the undersigned.

W. G. AYLING,
Curator.

212 McGill street, Montreal.
Montreal, 31st December, 1915. 24

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Max Pollack, "Bernard Book Store", Insolvent;

and

George Duclos, Curator.

Notice is hereby given that by a judgement of the Superior Court rendered this day, I have been appointed curator of the above named insolvent and Messrs. Lt. Col. E. N. Renouf, David Dufault, and Henri Brabant, have been appointed Inspectors.

If you have not already filed your sworn claims, please do so within thirty days, in order that your account may be collocated on the dividend sheet.

GEORGE DUCLOS,
Curator.

30, Saint James street, Montreal.
Montreal, 30th December, 1915. 26

In the matter of J. P. O'Loughlin, 344 Bleury street, Montreal.

Notice is hereby given that a first dividend has been declared in the above affair and will be payable at my office on 15th January, 1916. Any objections to same must be filed with me before that date.

LORENZO BELANGER,
Curator.

402 "Coristine" Bldg.
Montreal, 31st December, 1915. 28

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 219.

In re: Thomas & Ritson, Montréal, Insolubles.
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et est sujet à objection jusqu'au 31 janvier 1916, après laquelle date, le dividende sera payable à mon bureau, 128 et 129, Edifice "Coristine", rue Saint-Nicholas, Montréal.

21 H. HURRAY GARDNER, L. I. C.,
Curateur.

Cour supérieure.

District de Joliette,
No 7381.

Avis est par le présent donné que Gaspard Morrisette, commerçant, de la ville et du district de Joliette, a, le 27ième jour de décembre 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

J. CONRAD PERRAULT,
Gardien provisoire.
Joliette, 29 décembre 1915. 35

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Sainte-Scholastique.
Dans l'affaire de M. I. Viau & Fils, Saint-Jérôme, Qué., Faillis.
Avis est par le présent donné qu'en date du 30 décembre, 1915, par un ordre de la Cour, j'ai été nommé curateur aux biens des susnommés.

Les réclamations dûment attestées doivent être produites entre mes mains sous trente jours de cette date.

J. A. TURCOTTE,
Curateur.
Bureaux de Kent & Turcotte,
97 rue Saint-Jacques, Montréal. 47

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette.
Dans l'affaire de Marie Sophie Beliveau, Saint-Gabriel de Brandon.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré et sera payable à nos bureaux le 24 janvier 1916.

Toute contestation de ce dernier doit être produite avant la date susmentionnée.

TURCOTTE & MERRILL,
Curateurs.
Bureaux de Kent & Turcotte,
Montréal. 43

Cour supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
In re Mineau & Bellemare, Trois-Rivières, P. Q., Insolvable.

Avis est donné par la présente que le 29ème jour de décembre 1915, les soussignés ont été nommés, par une ordonnance de la Cour, curateurs en cette affaire.

Les créanciers des dits insolubles sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE
& HENRI BISSON,
Curateurs-conjoints.
Bureaux: 820 Edifice "Power",
Montréal, 3 janvier 1916. 49

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 219.

In re: Thomas & Ritson, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and is open to objection until the twenty-first day of January 1916, on and after which date the dividend will be payable at my office, 128 and 129 Coristine Building, 20 Saint Nicholas street, Montreal.

22 H. MURRAY GARDNER, A. C. A.,
Curator.

Superior Court.

District of Joliette,
No. 7381.

Notice is hereby given that Gaspard Morrisette, trader, of the town and district of Joliette, has, the 27th December, 1915, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors.

J. CONRAD PERRAULT,
Provisioanl guardian.
Joliette, 29th December 1915. 36

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Sainte Scholastique.
In the matter of M. I. Viau & Fils, of Saint Jérôme, Que., Insolvents.

Notice is hereby given that on 30th December, 1915, by an order of the Court, I was appointed curator to the above named estate.

Claims duly attested must be filed with me within thirty days from this date.

J. A. TURCOTTE,
Curator.
Office of Kent & Turcotte,
97 Saint James street, Montreal. 48

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette.
In the matter of Marie Sophie Beliveau, Saint Gabriel de Brandon.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared and will be payable at our office on the 24th day of January 1916.

Any contestation of this dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

TURCOTTE & MERRILL,
Curators.
Office of Kent & Turcotte,
Montreal. 44

Superior court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
In re Mineau & Bellemare, Three Rivers, P. Q., Insolvents.

Notice is hereby given that on the 29th day of December, 1915, the undersigned have been appointed by an ordonnance of this Court, curators to the above estate.

Creditors of said insolvents are requested to file their claim at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,
& HENRI BISSON,
Joint Curators.
Office: 820 "Power" Bldg.
Montreal, 3rd January, 1916. 50

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de Joseph Taillefer, 323 Avenue
Lasalle, Maisonneuve, Failli.
Avis est par le présent donné qu'en date du 30
décembre, 1915, par un ordre de la Cour, j'ai été
nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations dûment attestées doivent
être produites entre mes mains sous trente jours
de cette date.

J. A. TURCOTTE,
Curator.

Bureaux de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques, Montréal. 45

Cour supérieure.

Canada.
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 28.

In re L. P. St-Pierre & Cie, Insolubles, Trois-
Rivières; et S. J. Mathewson *et al.*, Requéran-
Cession.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
jugement de l'hon. N. L. Duplessis, juge de la
Cour supérieure, siégeant à Trois-Rivières, le 28
décembre 1915, Joseph Olivier Rivard, comp-
table de la cité des Trois-Rivières et Edouard
Gagnon, comptable de la cité de Québec, ont été
nommés curateurs-conjoints aux biens cédés par
le dit débiteur et Emile Thibaudeau, gérant de
banque, de Trois-Rivières, Joseph Bellefeuille,
marchand de Trois-Rivières et Samuel J. Ma-
thewson, l'un des requérants cession, inspecteurs
aux mêmes biens.

J. O. RIVARD,
EDOUARD GAGNON,
Curateurs-conjoints

Québec, 4 janvier 1916. 41

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

Théodore Godbout, marchand-tailleur, de
Québec, a le 31ème jour de décembre 1915, fait
cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice
de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la
Cour supérieure du district de Québec, conformé-
ment à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens-provisoires.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, le 3 janvier 1916. 51

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of Joseph Taillefer, 323 Lasalle
Avenue, Maisonneuve, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 30th of
December, 1915, by an order of the Court, I was
appointed curator to the above named estate.

Claims duly attested must be filed with me
within thirty days from this date.

J. A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
97 Saint James street, Montreal. 46

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 28.

In re L. P. St. Pierre & Co., Insolvents, Three
Rivers; and S. J. Mathewson *et al.*, Petitioner
for assignment.

Notice is hereby given that under and by virtue
of a judgment of the Honourable N. L. Duplessis,
one of the judges of the Superior Court, sitting
at Three Rivers, on the 28th December, 1915,
Joseph Olivier Rivard, accountant of the city
of Three Rivers, and Edouard Gagnon, accountant
of the city of Quebec, were appointed joint cura-
tors to the property of the aforesaid insolvents,
and Emile Thibaudeau, bank manager, of Three
Rivers, Joseph Bellefeuille, merchant, of Three
Rivers and Samuel J. Mathewson, one of the
petitioners, inspectors to the above estate

J. O. RIVARD,
EDOUARD GAGNON,
Joint Curators.

Quebec, 4th January, 1916. 42

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

Théodore Godbout, merchant tailor of Quebec,
has on the 31st day of December, 1915, made a
judicial assignment of his property for the benefit
of his creditors, at the Prothonotary's office of the
Superior Court for the district of Quebec, accord-
ing to law.

BEDARD & BEALNGER,
Provisional Guardians.

Office: 101 Saint Peter street,
Quebec, 3rd January, 1916. 52

Avis**PROVINCE DE QUEBEC.****MUNICIPALITÉ DE LA PREMIÈRE DIVI-
SION DU COMTÉ DE MATANE.**

Aux habitants des municipalités de la paroisse
de Saint-Léandre et de la paroisse de Saint-Jérome
de Matane.

Avis public vous est par les présentes donné,
par le soussigné, Joseph Etienne Gagnon, secré-
taire-trésorier de la municipalité de la première
division du comté de Matane, que le conseil de
cette municipalité, à sa session générale du neuf
décembre courant (1915), tenue au palais de jus-
tice, au village de Saint-Jérome de Matane, à une
heure de l'après-midi, a passé et adopté la résolu-
tion suivante, savoir:

Notice**PROVINCE OF QUEBEC.****MUNICIPALITY OF THE FIRST DIVISION
OF MATANE COUNTY.**

To the residents of the parishes of Saint Lean-
dre and Saint Jerome of Matane.

Public notice is hereby given to you by the
undersigned, Joseph Etienne Gagnon, secretary
treasurer to the municipality of Matane county
first division, that this municipal council, at their
general sitting of the ninth of December instant
(1915), held at the Court House, in the village of
Saint Jerome de Matane, at one o'clock in the
afternoon, has passed and vote the following by-
law, to wit:

"Que la requête de M. David McKinnon et autres soit approuvée partiellement, que le rang de la rivière Matane et les lots numéros deux et trois (2 et 3) du huitième rang et le lot numéro un (1) du septième rang, dans le canton Matane, soient détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-Léandre et annexés à la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, pour fins municipales."

Que la dite résolution a été soumise à l'approbation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec et approuvée par arrêté ministériel le vingt-trois décembre aussi courant.

Donné à Saint Jérôme de Matane, ce vingt-huit décembre, mil neuf cent quinze.

J. E. GAGNON,
S. T. C. C. Matane, No 1.

7651—53-2

"That the petition of Mr. David McKinnon and others be approved of in part, that the River Matane range with lots numbers two and three (2 and 3) of the eighth range and lot number one (1) of the seventh range, in the county of Matane, be detached from the municipality of the parish of Saint Jerome de Matane, for municipal purposes."

That the said by-law has been submitted for assent to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, and ratified by an order-in-council also on the twenty third of December instant.

Given at Saint Jerome de Matane, on the twenty eighth of December, one thousand nine hundred and fifteen.

J. E. GAGNON,
S. T. C. C. No. 1, Matane.

7652—53-2

En Liquidation

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska.
No 351.

J. N. Ducharme & Fils, Limitée, Saint-Eleuthère,
En Liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge I. N. Belleau, en date du 18ème jour de décembre 1915, nous avons été nommés liquidateurs permanents aux biens de la dite compagnie.

Avis est aussi donné qu'en vertu d'un autre jugement de l'honorable juge I. N. Belleau, en date du 18ème jour de décembre 1915, toutes réclamations dûment attestées devront être déposées au bureau des liquidateurs soussignés, le ou avant le 1er jour de février 1916.

BEDARD & BELANGER,
Liquidateurs.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, 20 décembre 1915. 7615—53-4

In Liquidation

WINDING UP-ACT

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska.
No. 351.

J. N. Ducharme & Fils, Limitée, Saint Eleuthère,
In Liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the honorable justice I. N. Belleau, dated the 18th day of December, 1915, we have been appointed permanent liquidators to the estate of said Company.

Notice is also given that pursuant to another judgment of the honorable justice I. N. Belleau, dated the 18th day of December, 1915, all claims duly attested must be filed to the office of the undersigned liquidators on or before the 1st day of February, 1916.

BEDARD & BELANGER,
Liquidators.

Office: 101 Saint Peter street,
Quebec, 20th December, 1915. 7616—53-4

Vente par Liquidateur

Dans la Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District d'Ottawa.
"The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc.," corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Papineauville, En liquidation;

et

Joseph-Eugène Couture, de la cité de Hull,
Liquidateur.

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du liquidateur soussigné, No 200 rue Principale, à Hull, un acte de vente passé devant Mtre Edgar Laberge, notaire, le 7 décembre 1915, de Joseph Eugène Couture, liquidateur de la susdite Compagnie en liquidation, à P. A. Adélarde Quesnel, de Saint-André Avellin, marchand, dans lequel acte de vente, la propriété vendue est plus particulièrement décrite comme suit:

Liquidator's sale

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Ottawa.
The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., a body politic and corporate having its chief place of business in the village of Papineauville, In liquidation;

and

Joseph Eugene Couture, of the city of Hull,
Liquidator.

Public notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned Liquidator, at his office, 200 Main Street, Hull, a certain deed of sale passed before Mtre Edgar Laberge, notary, on the 7th December, 1915, from Joseph Eugene Couture, liquidator to the said above Company in liquidation, to P. A. Adélarde Quesnel, of Saint Andre Avellin, merchant, in which deed of sale the property conveyed if more particularly described as follows, to wit:

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, comme étant les lots numéros cent soixante-quatorze et cent soixante-quinze (174-175)—avec bâtisses ainsi que les machineries et outils de forge et fonderie y attachés.

Et de plus, prenez avis que le certificat du régistrateur relatif à la dite propriété a été déposé au bureau du liquidateur soussigné en même temps que le dit acte de vente.

La dite propriété était possédée et détenue pendant les trois dernières années par la dite "The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Co.," et par Louis Napoléon Desjardins.

Les dits acte de vente et certificat du registraire ainsi déposés sous l'autorité et en conformité avec les prescriptions des articles 7552 à 7557 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et le présent avis est donné en vertu des prescriptions des dits articles, et aux fins de donner à la dite vente l'effet d'une vente par le shérif.

J. E. COUTURE,
Liquidateur.

Bureau: 200, rue Principale, Hull, Qué.

7 décembre 1915.

7151-50-5

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Dans la Cour supérieure.

Canada.

Province de Québec,
District d'Ottawa.

The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., corps politique et incorporés ayant son bureau principal au village de Papineauville, En Liquidation ; et Joseph Eugène Couture, de la cité de Hull, comptable. Liquidateur.

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du liquidateur soussigné, No 200 rue Principale, à Hull, un acte de vente passé devant Mtre Edgar Laberge, notaire, le 7 décembre 1915, de Joseph-Eugène Couture, liquidateur de la susdite compagnie en liquidation à Hector J. Tétreau, de Papineauville, comptable, dans lequel acte de vente la propriété vendue est plus particulièrement décrite comme suit: Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique comme étant une partie du lot trois cent quarante sept (Partie de 347) situé au coin nord-ouest de la rue Laval et du chemin conduisant de la rue Viger au rond actuel pour courses de chevaux, à l'exception d'un chemin étant la propriété de Sieur Olivier Clément, cet emplacement contenant cent vingt pieds de front sur la rue Laval par cent trente-six pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Laval, au sud par le chemin plus haut décrit, au nord et à l'ouest par le résidu du dit lot appartenant au dit Olivier Clément—avec les bâtisses dessus érigées et les machineries y attachées.

Et de plus, prenez avis que le certificat du régistreur relatif à la dite propriété a été déposé au bureau du liquidateur soussigné en même temps que le dit acte de vente.

La dite propriété était possédée et détenue pendant les trois dernières années par la dite "The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc." et par Olivier Clément.

Les dits acte de vente et certificat du registra-
teur ainsi déposés sous l'autorité et en conformité
avec les prescriptions des articles 7552 à 7557 des

A lot of land known and designated according to the official plan and book of reference for the parish of Sainte Angélique as being lots number one hundred and seventy four and one hundred and seventy five (174-175)—with the buildings thereon erected and the machinery and foundry accessories there attached.

And further take notice that the Registrar's certificate in connection with the said property has also been deposited with the undersigned liquidator at his office at the same time as the above deed of sale.

The said property was owned and possessed for the past three years by the said The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., and Mr. Louis Napoleon Desjardins.

The said deed of sale and Registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of articles 7552 to 7557 of the Revised statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given in accordance with the provisions of said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

J. E. COUTURE,
Liquidator.

Office: 200 Main street, Hull, Que.

7th December, 1915.

7152—50-5

UNDER THE WINDING UP ACT.

In the Superior Court.

Canada.

Province of Quebec,
District of Ottawa.

The Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc. a body politic and corporate having its chief place of business in the village of Papineauville, in liquidation and Joseph-Eugène Couture, of the city of Hull, Liquidator.

Public notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidator, at his office, 200 Main street, Hull, a certain deed of sale passed before Mtre Edgar Laberge, notary, on the 7th December 1915, from Joseph-Eugène Couture, liquidator to the said company, in liquidation, to Hector J. Tétreau, of Papineauville, accountant, in which deed of sale the property conveyed is most particularly described as follows, viz: A lot of land known and designated according to the plan and book of reference of the parish of Sainte Angélique as being part of lot bearing official number three hundred and forty seven (Part of 347) situate at the north west corner of Laval street and of the road from Viger street, to the actual horse track, with the exception of a road the property of Mr. Olivier Clément, said lot of land measuring one hundred and twenty feet in front on Laval street, on a depth of one hundred and thirty six feet, english measure; bounded in front by said Laval street, to the south by said described road, and to the north and west by the remaining land the property of said Olivier Clément—with the buildings thereon erected and machinery attached.

And further take notice that the Registrar's certificate in connection with the said property has also been deposited with the undersigned liquidator at his office at the same time as the above deed of sale.

The said property was owned and possessed for the past three years by the said the Canadian New Invention Improvement Manufacturing Company, Inc., and Olivier Clément.

The said deed of sale and Registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of articles 7552 to 7557 of the Revised

Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et le présent avis est donné en vertu des prescriptions des dits articles et aux fins de donner à la dite vente l'effet d'une vente par le shérif.

J. E. COUTURE,

Liquidateur.

Bureau: 200, rue Principale, Hull, Qué.
7 décembre 1915. 7153—50-5

Statutes of the province of Quebec, 1909 and this notice is given in accordance with the provisions of said articles and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

J. E. COUTURE,

Liquidator.

Office: 200, Main street, Hull, Que.
7th December, 1915 7154—50-5

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE DRUMMOND.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF DRUMMOND.

AVIS PUBLIC.

PUBLIC NOTICE

Drummondville, 3 janvier 1916.

Drummondville, 3rd January, 1916.

Avis public est par les présentes donné par Joseph Trefflé Caya, secrétaire-trésorier du conseil de cette municipalité que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans le palais de justice à Drummondville, susdit étant le lieu où se tiennent les sessions du conseil de cette municipalité, le PREMIER MERCREDI de MARS prochain, à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Public notice is hereby given by me Joseph Trefflé Caya, secretary-treasurer of the council of this municipality that the lands hereinafter mentioned will be sold at public auction in the Court House at Drummondville aforesaid being the place where the sessions of the council of this municipality are held in the FIRST WEDNESDAY of the month of MARCH, next, at TEN o'clock in the forenoon in default of the payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred.

Noms des propriétaires Names of owners.	No du cadastre Cadastral No.	Lot ou partie de lot Lot or part of lot.	Rangs Ranges.	Etendue Extent.	Montants dûs Amount due.
--	---------------------------------	---	------------------	--------------------	-----------------------------

Dans la municipalité du village de Saint-Cyrille, canton de Wendover.

In the municipality of the village of Saint-Cyrille, township of Wendover.

Leud Brisson.....	93	½ N. O. de ½ N. E. du lot No 93.—N. W. ½ of N. E. ½ of lots 93.....			\$ 26.50
-------------------	----	---	--	--	----------

Dans la municipalité de partie de la paroisse de Saint-Lucien, canton de Simpson.

In the municipality of part of the parish of Saint Lucien, township of Simpson.

Elphège Lavallée.....	½c-16	Centre ½c.....	7	65	17.19
Joseph Marot.....	13	13.....	8	222	203.60
Joseph Labaie.....	4/9-14	Centre 4/9-14.....	5	78	12.63
W. Simon.....	½-24	½ nord-n. ½-24.....	2	137	57.27
Wilfrid Jodoin.....	½-15	½ nord-n. ½-15.....	8	110	63.01
".....	¼-14	¼ sud-south ¼-14.....	8	73	101.72

Dans la municipalité de Wickham-Ouest, canton de Wickham.

In the municipality of West Wickham, township of Wickham.

Eudore Lefebvre.....	½ S. E. 517	—S. E. ½-517.....	9	100	68.29
Huach McCutcheon.....	p. 525	P. S. O. lot 1—S. W. p. lot 1.	10	1	1.65
William Labonté.....	p. 707	½ No ½ S. E.—N. W. ½ S. E. ½.....	12	25	5.71
Edmond Paquette.....	P. 716	P. No lot 9.—N. W. t. lot 9.....	12	10	7.57
Antoine Fontaine.....	p. 716	P. c. lot—c. pt. lot 9.....	12	10	6.91
Dme Vve Julie Hubert, S.S. Ange.	653-654	.....	11	200	68.74
British American Land Co.....	700	.....	11	200	157.95
Frs Gauthier et Albéric Desrosiers.	507	.....	9	50	9.60
".....	509	.....	9	100	36.13

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SHEFFORD.

Bureau du Secrétaire-Trésorier.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné par le soussigné, Joseph A. Perras, assistant-secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, au palais de justice, en la ville de Waterloo, en le susdit comté, MERCREDI, le PREMIER jour de MARS prochain, (1916), à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités locales ci-après mentionnées, sur les lots et parties de lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant le jour de la vente, savoir:

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF SHEFFORD.

Office of the Secretary Treasurer.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by the undersigned Joseph A. Perras, the assistant-secretary-treasurer of the aforesaid municipality that the lands hereinafter described, will be sold at public auction, at the county Court House, in the town of Waterloo, in the said county, on WEDNESDAY, the FIRST day of MARCH now next, (1916), at TEN of the clock in the forenoon, for the assessments and charges due to the local municipalities hereinafter mentioned upon the several lots and parts of lots hereinafter described, unless the same be paid with the costs incurred before the day of the sale, to wit:

Municipalité du Village de Roxton-Falls.—Municipality of the Village of Roxton-Falls

Propriétaires. — Proprietors.	Occupation — Occupation.	Description.	Taxes Munic. — Munic. taxes.	Taxes Ecoles. — School taxes.	Arrérage. — Arrears.	Frais — Costs.	Total.
		Lot No	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Joseph Blanchard...	Agent.....	474	1.12	1.82	2.80	3.75	9.49
Alfred Chaput.....	From.—Ch.—Mak..	476, 477	2.25	1.13	0.15	4.26	17.79
Eug. H. Courtemanche	Journ.—Laborer..	458	1.28	.64	4.33	4.16	10.41
Charles Labonté....	Comptable.....	475	1.13	.56	4.08	4.15	9.93
Elphège Ouellette...	Boulangier—Baker.	497	1.12	.56	4.08	4.15	9.91
Henri E. Valois.....	Agent.....	473	.....	.56	1.27	2.25	4.08

Municipalité du village de Granby.—Municipality of the village of Granby.

Edgar Foirand.....	Journ.—Laborer..	299, N. Pt. 298...	75.42	.....	.....	.....	75.42
George Forget.....	Journ.—Laborer..	477-3	74.17	.....	.....	.....	74.17

Municipalité du canton d'Ely.—Municipality of the township of Ely.

Elie Boucher.....	Cult.—Farmer...	831	24.84	35.90		.25	60.99
-------------------	-----------------	-----	-------	-------	-------	-----	-------

Municipalité de la partie est du canton de Stukely-Nord—Municipality of the east part of the township of North-Stukely.

Louis Gervais.....	Cult.—Farmer...	805	25.45	.....	.....	2.30	27.75
Jos. Roberge.....	Cult.—Farmer...	841	1.23	.....	.....	.62	1.85

Municipalité du canton de Stukely-Sud—Municipality of the township of South-Stukely.

Wm Richardson....	Cult.—Farmer...	50	6.05	10.67			16.72
-------------------	-----------------	----	------	-------	-------	-------	-------

Donné à Waterloo, P. Q., ce vingt-neuvième jour de décembre, A. D., mil neuf cent quinze.
Given at Waterloo, P. Q., this twenty-ninth day of December, A. D., one thousand nine hundred and fifteen.

(Vraie copie)—(A true copy).

J. A. PERRAS,
Ass.-sec.-trés. C.M.C. de Shefford.
Asst.-Sec.-Treas. M.C.C. of Shefford.

(Signé) J. A. PERRAS,
Ass.-sec.-trés. C.M.C. de Shefford.
Asst.-Sec.-Treas. M.C.C. of Shefford.
3-4-1-2

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LABELLE.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LABELLE.

Aux habitants de la susdite municipalité.

To the inhabitants of the aforesaid municipality.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Robillard, M. D., secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Labelle, que les propriétés ci-après mentionnées seront vendues à l'enchère publique, en l'hôtel-de-ville, au village de Papineauville, chef lieu où le conseil du dit comté tient ses sessions, MERCREDI, le PREMIER jour du mois de MARS mil neuf cent seize, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires et autres charges dues aux municipalités ci-après nommées sur les dits lots de terre ci-dessus désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned Joseph Robillard, M. D., secretary-treasurer of the municipal council of the county of Labelle, that the properties hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the town hall, at the village of Papineauville, place where the council of said county hold its sessions, on WEDNESDAY, the FIRST day of MARCH, nineteen hundred and sixteen, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other charges due to the local municipalities hereinafter named upon the several lots of land hereinafter described, unless the same be paid, with costs, before the sale.

Municipalité Municipality.	Propriétaires Owners.	Lot	Rang Range.	Superficies.	Montant dû Amount due.
Villeneuve	A. N. McCallum	36	1	100a	\$ 38.00
Bowman	Lea Bourgeau	19	7	100	15.94
"	A. C. Adams	26, 27	7	200	34.25
"	James Cooper	9, 10	4	200	31.50
"	Côme Brassard	21, 22	6	500	20.25
"	"	20, 21, 22	7	200	10.00
"	J. H. Clement	7, 8	7	50	5.70
Buckingham S. E.	John Carpentier	3a	1	200	58.83
Suffolk & Addington	Allan Kennedy	46, 47	2 Suffolk	200	
Labelle (village)	Napoléon Marinier & Co.; borné en front par la rue Principale, en arrière et d'un côté par P. E. Forget, de l'autre côté par Ad. Provost.—bounded in front by Main street, in rear and one side by P. E. Forget, other side by Ad. Provost	Pt. 26	B. Joly	90 x 100 p. f.	33.38
Lochaber nord—north	Henry Lalonde	9a	10	100	9.28
Portland ouest—west	W. G. Austin	23	1	100	15.74
Marchand	Sam Postelnick	8	S. Macya	138	6.16
"	Rouben Balenceman	12	E. Rouge	85	6.36
"	Evariste Ekimberg	18, 19	1	200	50.66
"	Veuve—Widow Jos. Dubois	(½ n. 22), 23, 24	E. Rouge	270½	97.66
"	Elie St-Germain	Pt. o.—w.			
"	Louis Vermette	Lac 12	4	72	22.65
"	Maurice Dureaux	20, 21	1	200	35.25
"		50	A	103	18.20
Buckingham village — township	M. Cousineau & O. Racine	25a	7	100	49.85
"	Nap. Charrette	26a	7	110	27.67
"	Nap. Charrette	27a	7	111	22.64
"	Wm L. Parker	28	8	209	40.59
"	Chs A. Mougeon	26b	9	113	24.84
"	W. J. Warwick	23b	12	98	15.96
Clyde	Joseph Cyr; borné au nord par le rang E, au sud et à l'est par le Lac Mercier, à l'ouest par canton de Grandison; bounded north by range E, south and east by Lake Mercier west by Grandison township	Pt. 1, 2, 3	D	20	3.17
"	W. Guay & H. Bessette; borné au sud par le Lac Desmarais, au nord par le reste du No 4, à l'est par No 5, à l'ouest par No 3—bounded south by Lake Desmarais north by remains of lot No 4, east by lot No 5, west by lot No 3	Pt. 4	D	12	1.70
"	Inconnu—Unknown	10	D	100	6.98
"	Alphonse Murray	15	D	75	21.63
Thurso village—township	A. F. Lyons; borné au nord par W. C. Edwards au sud par H. Torney, à l'est par S. Howard—bounded north by W. C. Edwards south by H. Torney east by S. Howard	Pt. 29	Galipeau	½	62.27
"	H. J. Mayerhoff	147		½	41.11

Municipalité Municipality.	Propriétaires Owners.	Lot	Rang Range.	Superficies.	Montant dû — Amount due.
Masson village-township	J. B. Duhamel; borné en front par rue Saint-Pierre à l'est par Emile Mongeot, au nord par Thomas Fitzsimons, au sud, par Noel Lacelle—bounded in front by Saint Peter street, east by Emile Mougeot, north by Thomas Fitzsimons, south by Noel Lacelle.....	Pt. 11b	2 Buck-ingham	¼ acre	16 85
" "	John Cameron.....	12-25-11	2 Buck-ingham	¼ acre	12 64
Campbell ouest—west..	Aimé Turgeon.....	8	1 Wurtele	123	9 95
Monte Bello.....	Isidore Daoust borné au nord, par C. P. R., au sud par rue des Bois-Blancs à l'est, par W. T. Owens Dame Lepine et Jos. Guitard, à l'ouest par Narcisse Charrette—bounded north by C. P. R., south by Bois Blancs street, east by W. T. Owens, Dame Lepine et Jos. Guitard, west by Narcisse Charrette.....	Pt. 166	Bois Blancs	75 x 120 p. f.	80 75
"	Isidore Larose.....	242	Castors	60 x 150	44 93
"	Edouard Gervais.....	155	Ormes	65 x 90	76 95
"	Alph. Lavergne.....	113	Montée Major...	60 x 120	30 60
Hartwell & Preston.....	Louis Levert.....	41	Hartwell	150a	19 35
" "	Osias Turpin.....	Pt. n. 16	5 Hartwell	54	20 51
" "	Willie Gallagher.....	29	4 Preston	100	14 85
Turgeon.....	René Pouliot.....	12,13,14,15	1er	300	50 67
Nominingue.....	Emile Authier; borné N. E. rue Saint-Augustin, N. O. Joseph Labelle, S. O., J. B. Martin, S. E., Cordelia Hamelin, avec maison et remise — bounded N. E., Saint Augustin street N. W., Joseph Labelle, S. W., J. B. Martin, S. E., Cordelia Hamelin, with house and sheds.....	153 pt. 38	4 Loranger	100 x 200 p. f.	73 79
L'Ascension.....	Clément Richard.....	14	3 Lynch	103	16 55
Wurtele Moreau Gravel	Alphonse Robinette.....	27	4 Wurtele	100	25 14
Scolaire—Scholar Boy's..	Joseph Manseau.....	28	1 Boyer	96	16 30
" "	Octave Bonin.....	7	7 "	100	16 98
" "	Joachim Brabant.....	21	2 "	100	15 24
" "	Adolphe Gougeon.....	a	1 "	104	14 56
" "	Robert Church.....	21, 22	7 "	200	51 83
" "	Joseph Gauthier.....	12	2 "	92	12 77
" "	Emmanuel Beauchemin.....	13	4 "	103	17 07
" "	Onésime Ringuet.....	8	8 "	100	9 50
" "	Abraham Marcotte.....	22	5 "	100	11 00
" "	Joachim Brabant.....	20	3 "	100	18 10
" "	Pierre Charron.....	23, 24, 25	7 "	225	23 84
" "	Uranie Baribeau; borné N. P. Charron, S., lot 24, E., lot 25, O., lot 26.....	Pt. 23	7 "	8	23 20
" "	Stanislas Lemire.....	7, 8	6 "	189	24 50
" "	Antoine Hener.....	5, 6	7 "	200	29 04
" "	Arsène Lemire.....	5	6 "	95	16 45
" "	J. A. R. Bédard.....	a	2 "	111	10 41
" "	J. A. R. Bédard.....	2	2 "	101	9 91
" "	J. A. R. Bédard.....	1	2 "	101	10 11
" "	J. A. R. Bédard; borné S., lot 11, Jos. Laroche, N. E., chemin de fer et chemin Gouin, E., lot 10, A. C. Miquelon, O., chemin Gouin—bounded S., lot 11, Jos. Laroche, N. E., railway and Gouin road, E., lot 10, A. C. Miquelon, W., Gouin road.....	Pt. 10 O.-W. 12	3 3	200 p. f. 34 ac	33 45
Sainte-Angélique.....	Jos. Laroche.....				
	Téléphore Barn; borné en front par chemin public en arrière par John Tweedie, au nord par M. MacLean ou représentants, au sud par F. Gravel ou représentants—bounded in front by public road, in rear by John Tweedie, or representatives, north, by M. MacLean, or representatives, south by F. Gravel, or representatives.....	547 et-and pt. 548..	Saint-Amédée.	27 arp.	18 30

Donné à Thurso, 28 décembre 1915.—Given at Thurso, 28th December, 1915.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE FRONTE-
NAC.MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
FRONTENAC.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné DeLourdes Lippé, secrétaire-trésorier, de la municipalité du comté de Frontenac, que les terrains ci-après décrits et mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en l'Hôtel-de-Ville, à la ville de Mégantic, lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le PREMIER jour du mois de MARS prochain, 1916, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et autres charges dues aux municipalités ci-après mentionnées, sur les divers lots ou morceau de terre ci-après décrits, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned DeLourdes Lippé, secretary treasurer of the municipality of the county of Frontenac, that the lands hereinafter described and mentioned will be sold at public auction, in the town hall in the town of Megantic, place where the meetings of the county council are held, WEDNESDAY, the FIRST day of the month of MARCH next, 1916, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other charges due to the hereinafter named municipalities upon the several lots of land hereinafter described, unless the same be paid, with costs, before the sale.

Municipalité du canton de Winslow-Sud—Municipality of the township of South Winslow.

Propriétaires. Owners.	Nos des lots Nos. of lots.	Rang. Range.	Cantons. Townships	Superficie. Area.	Taxes municip. Municipal taxes.	Taxes scolaires. School taxes.	Total.
Augus McRae.....	92-93.....	3 N.-O.—N.W.	Winslow...	100	\$ 17.66		\$17.66
Late John Nicholson	5a.....	4 N. O.—N. W.	".....	90	11.50		11.50
Rupert Van.....	Pt. 6.....	5 S. E.....	".....	5	42.95		42.95
Léon Bergeron.....	1 et-and 2.....	1 S. O.—S. W.	".....	100	10.80		10.80
Aleide Beliveau.....	16 et-and 2.....	1 S. O.—S. W.	".....	100	10.80		10.80
Aleide Béliveau.....	11 et-and 12.....	3 S. O.—S. W.	".....	100	32.80		32.80

Municipalité du canton de Chesham—Municipality of the township of Chesham.

Elzéar Roberge.....	16.....	3.....	Chesham.....		10.29	7.71	17.90
Elzéar Roberge.....	½ O—W. 11.....	7.....	".....		9.47	6.31	15.78

Municipalité du canton de Marston-Sud—Municipality of the township of South Marston.

H. B. Speer.....	229.....	5.....	Marston...	205	56.95	46.55	103.50
------------------	----------	--------	------------	-----	-------	-------	--------

Municipalité de la paroisse de Saint-Vital de Lambton.—Municipality of the parish of Saint Vital of Lambton.

Henri Bouliane.....	35.....	1.....	Price.....		7.76	1.68	9.44
Jean Dion.....	45a-45b.....	1.....	".....		34.00	23.04	57.04
Jean Dion.....	2.....	A.....	".....		11.25	8.64	19.89
Hubert Couture.....	28a-28b.....	2.....	".....		14.76	1.68	16.44
Hubert Couture.....	37.....	3.....	".....		5.52	3.36	8.88

Municipalité du village de Lambton.—Municipality of the village of Lambton.

Du par Charles McKenzie, cultivateur de Lambton, et imposé sur la partie suivante du lot No sept A (7a) du cadastre officiel du rang B du canton de Lambton, savoir: environ trois arpents de largeur par environ cinq arpents de longueur mesuré au bout nord-ouest de ce lot, excepté le terrain appartenant à Régis McKenzie, suivant ses titres:

1. Arrérage de taxes municipales.....	\$14.44
2. Arrérage de taxes scolaires.....	9.24
Total.....	\$23.68

Due by Charles McKenzie, farmer, of Lambton, and imposed on the following part of the lot No. seven A (7a) of the official cadastral plan for range B of the township of Lambton, namely: about three arpents in width by five arpents in length, measured at the north west end of said lot, save and except therefrom the land belonging to Régis McKenzie, according to his titles:

1. Arrears of Municipal taxes.....	\$14.44
2. Arrears of school taxes.....	9.24
Total.....	\$23.68

Donné à la ville de Mégantic, ce vingt-neuvième jour du mois de décembre, mil neuf cent quinze.
Given at the town of Megantic, this twenty ninth day of the month of December nineteen hundred and fifteen.

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
BERTHIER.

Avis public, est par les présentes donné par Théodore Gervais, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Berthier, que le terrain ci-après décrit sera vendu par encan public, au palais de justice de la ville de Berthier, MERCREDI, le PREMIER jour du mois de MARS prochain (1916) à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires dont il est affecté, avec tous les frais encourus, à moins que le tout ne soit payé avant la vente.

Municipalité de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon.

Comme appartenant à Arsène Demers.

Un terrain situé en la dite municipalité de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, dans la concession Saint-Jean, de forme irrégulière, mesurant deux arpents de large au front, sur quatre arpents de profondeur dans une ligne, et treize arpents dans l'autre; borné d'un bout au cordon des terres de la paroisse de Saint-Damien, séparant cette terre de celle de Omer Lafrenière, d'autre bout à Joseph Morissette, d'un côté à Napoléon Ducharme, et de l'autre à Henry Paquin, connu au cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comme une partie du numéro cent quarante-quatre (144P)—sans bâtisse.

Taxes scolaires..... 4.63
Taxes municipales..... 17.66

Total.....\$22.29

Donné à Berthierville, ce troisième jour du mois de janvier mil neuf cent quinze.

THEODORE GERVAIS,

29-1-2

Sec.-Trés. C. M. C. B.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
BERTHIER.

Public notice is hereby given by Theodore Gervais, secretary-treasurer, of the municipal council of the county of Berthier, that the lands herein-after described, will be sold at public auction in the Court House, of the town of Berthier, on WEDNESDAY, the THIRD day of the month of MARCH next, (1916), at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of municipal and school taxes due thereon with all costs incurred, unless the whole be settled before the sale.

Municipality of the parish of Saint Gabriel de Brandon.

As belonging to Arsène Demers.

That certain lot of land situate in said municipality of the parish of Saint Gabriel de Brandon, in concession Saint Jean, of irregular outline, measuring two arpents in front by four arpents in depth on a line and thirteen arpents on the other line; bounded at one end by the rear line of the line of the lands of the parish of Saint Damien, at the other end by Joseph Morissette, on one side by Napoléon Ducharme and on the other side by Henry Paquin, known on the official cadastre for said parish of Saint Gabriel de Brandon, as forming part of number one hundred and forty four (Pt. 144)—without buildings.

School taxes..... 4.63
Municipal taxes..... 17.66

Total.....\$22.29

Given at Berthier, this third day of January, one thousand nine hundred and sixteen.

THEODORE GERVAIS,

30-1-2

Sec.-Treas. M. C. B. C.

Ventes par le Shérif—Beauharnois

Sheriff's Sales—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec,)
District de Beauharnois,) L. CHARLES
No 2756. TASSE, notaire
de la ville de Beauharnois, Demandeur; vs HENRI THIBAUT, de la paroisse de Saint-Clément, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un lopin de terre composé des lots et parties de lots ci-après décrits, situés dans la paroisse de Saint-Clément, savoir:

A. Des lots de terre connus et désignés sous les numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, trente-deux et trente-trois de la subdivision du lot de terre connu et désigné sous le numéro huit (8), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Clément, dans le comté de Beauharnois;

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec,)
District of Beauharnois,) L. CHARLES
No. 2756. TASSE, notary, of the town of Beauharnois, Plaintiff; vs HENRI THIBAUT, of the parish of Saint Clement, Defendant.

As belonging to said defendant:

That parcel of land composed of the hereunder described lots and parts of lots situate in the parish of Saint Clement, to wit:

A. Those lots of land known and designated under numbers one, two, three, four, five six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty three, twenty four, twenty five, twenty six, twenty seven, twenty eight, twenty nine, thirty, thirty one, thirty two and thirty three of the subdivision of that lot of land known and designated under number eight (8) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Clement, in the county of Beauharnois.

B. D'une lisière de terre connue et désignée sous le numéro trente-quatre (34), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la subdivision du dit lot numéro huit (8);

C. D'une lisière de terre faisant partie du dit lot numéro huit (8), aux susdits plan et livre de renvoi officiels; borné au sud-est par le chemin public, au nord-est, par le lot No 7, des dits plan et livre de renvoi officiels; au nord-ouest, par le lac Saint-Louis et au sud-ouest, partie par partie du dit lot No 8, et partie par les lots de subdivision ci-dessus mentionnés et décrits, mesurant environ quatre-vingt-six pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il y a à partir du dit chemin de front à aller au dit Lac Saint-Louis;

D. D'un petit morceau de terre de forme irrégulière, faisant partie du dit lot numéro huit (8); borné à un bout par le susdit lot No 8-33a, l'autre bout par le lac Saint-Louis, d'un côté par le lot No 8-34 ci-dessus mentionné, et de l'autre côté par partie du dit lot No 8.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clément, dans la ville de Beauharnois, VENDREDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour de JANVIER prochain 1916, à DIX heures de l'avant-midi.

JEAN BTE. D'AMOUR,

Bureau du shérif.

Shérif.

Salaberry de Valleyfield, 13 décembre 1915.
7249-51-2

[Première publication, 18 décembre 1915].

B. That strip of land known and designated under the number thirty four (34) on said official plan and book of reference of the subdivision of said lot number eight (8).

C. That strip of land forming part of said lot number eight (8) on aforesaid plan and book of reference; bounded towards the south east by the public road, towards the north east by lot No. 7 of said plan and book of reference, towards the north west by Lake Saint Louis, and towards the south west partly by part of said lot No. 8 and partly by the aforementioned subdivision lots, measuring about ninety six feet in width by whatever depth there may be from said front road to Lake Saint Louis.

D. That small parcel of land of irregular outline, forming part of said lot number eight (8); bounded at one end by the aforesaid lot No. 8-33, at the other end by Lake Saint Louis, on one side by lot No. 8-34 hereinabove described and on the other side by part of said lot No 8.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Clement, in the town of Beauharnois, on FRIDAY the TWENTY FIRST day of JANUARY next, 1916, at TEN o'clock in the afternoon.

JEAN BTE. D'AMOUR,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Salaberry de Valleyfield, 13th December, 1915.
7250-51-2

[First published, 18th December, 1915].

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir: } ERNEST SIMARD,
No 4958 } de Laterrière; contre
JOSEPH BLACKBURN, du même lieu.

Tout ce lopin de terre formant partie du lot numéro huit A (8A) du cinquième rang au cadastre officiel du canton Laterrière mesurant 50 pieds de largeur, du sud-ouest au nord-est, cent pieds de profondeur du côté sud-ouest et 165 pieds du côté nord-est, et est compris dans les bornes suivantes: en front, au sud-est, au chemin de front actuel, en profondeur au nord-ouest, par le terrain de Hermel Gauthier, suivant une ligne parallèle à la clôture du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha!, et distante vers le sud-est de 40 pieds de cette clôture, du côté sud-ouest par le terrain de Joseph Lavoie, alias Simard et du côté nord-est par le terrain de Thomas Pearson, le tout-avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Laterrière le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif.

Shérif.

Chicoutimi, 13 décembre 1915. 7245-51-2
[Première publication, 18 décembre 1915].

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir: } L. A CIE INDUS-
No 4966. } L. TRIELLE DE
CHICOUTIMI; contre PHYDIME LECLERC,
aussi de Chicoutimi.

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit: } ERNEST SIMARD,
No. 4958. } de Laterrière;
against JOSEPH BLACKBURN, of the same
place.

The whole of that parcel of land forming part of lot number eight A (8A) of the fifth range on the official cadastre of Laterrière township, measuring 50 feet in width, from the south west to the north east, one hundred feet in depth on the south west side and 165 feet in depth on the north east side and comprised within the following limits: in front, to the south east the present front road, in depth to the north west by the land of Hermel Gauthier following parallel line to the fence of the Ha! Ha! Bay Railway Co., and at a distance of 40 feet south east of such fence, on the south west side by the land of Joseph Lavoie, alias Simard, and on the north east side, the land of Thomas Pearson, the whole-with the buildings and dependencies thereon.

To be sold at the church door of Laterrière, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Chicoutimi, 13th December, 1915. 7246-51-2
[First published, 18th December, 1915].

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit: } L. A CIE INDUS-
No. 4966. } L. TRIELLE DE
CHICOUTIMI; against PHYDIME LECLERC,
also of Chicoutimi.

Un terrain ou emplacement mesurant 124 pieds de l'est à l'ouest sur 75 pieds du nord au sud, formant partie du lot 380 au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, et compris dans les bornes suivantes: en front vers l'est par une rue dite "rue Maltais", vers le nord partie par le terrain de Madame Veuve Philéas Laforest ou représentants, et partie par le terrain de Séverin Simard, vers l'ouest par le terrain de Dame Arthémise Gagné et vers le sud par le résidu du dit lot 380—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif. Shérif.
Chicoutimi, 13 décembre 1915. 7247—51-2
[Première publication, 18 Décembre 1915].

That certain piece of land or emplacement measuring 124 feet from east to west, by 75 feet from north to south, forming part of lot 380 on the official cadastre of the town of Chicoutimi, and comprised within the following limits; in front towards the east a street, called "Maltais street", towards the north partly the land of Dame Widow Philéas Laforest or representatives, and partly the land of Severin Simard, towards the west by the land of Dame Arthémise Gagné, and towards the south the residue of said lot 380—with buildings and dependencies thereon.

To be sold at my office, in the Court House, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office. Sheriff.
Chicoutimi, 13th December, 1915. 7248—51-2
[First published, 18th December, 1915].

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } JOHN DOUGLAS,
No 228. } Demandeur; contre
les terres et tènements de NAPOLEON BERNARD, Défendeur.

Un emplacement sis et situé au côté nord de la rue Stevenson, en la ville et le district d'Iberville; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous le numéro soixante et deux (No 62)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, dans la dite ville d'Iberville, le DIX-HUITIEME jour du mois de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif. Shérif.
Saint-Jean, 14 décembre 1915. 7251—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915].

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: } JOHN DOUGLAS,
No. 228. } Plaintiff; against the
lands and tenements of NAPOLEON BERNARD, Defendant.

An emplacement lying and situate on the north side of Stevenson street in the town and district of Iberville; known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Iberville, under the number sixty two (No. 62)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in the said town of Iberville, on the EIGHTEENTH day of the month of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office. Sheriff.
Saint Johns, 14th December, 1915. 7252—51-2
[First published, 18th December, 1915].

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec: } LOUIS G. GRATTON,
No 2664. } Demandeur; contre
J.-ED. CHAMPAGNE, Défendeur.

Un immeuble portant le numéro cadastral deux cent-dix (210) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lanoraie où il est situé dans le comté de Berthier et le district de Joliette, ayant front sur la rue Saint-Edouard où il est situé—avec maison et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Lanoraie, LUNDI le TRENTE-UNIEME jour de

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec: } LOUIS G. GRATTON,
No. 2664. } Plaintiff; against,
J.-ED. CHAMPAGNE, Defendant.

That certain immoveable situate in the parish of Lanoraie, bearing cadastral number two hundred and ten (210) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Lanoraie, in the county of Berthier, district of Joliette, fronting on Saint Edouard street, — with a house and dependencies.

To be sold at the church door of Lanoraie, on MONDAY, the THIRTY FIRST day of JA-

JANVIER mil neuf cent seize, à UNE heure de l'après-midi.

JOSEPH GADOURY,
Bureau du shérif. Shérif.
Joliette, 28 décembre 1915. 19—1-2
[Première publication, 8 janvier 1916].

NUARY, one thousand nine hundred and sixteen, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff's Office. Sheriff.
Joliette, 28th December, 1915. 20—1-2
[First published, 8th January, 1916].

Ventes par le Shérif—Montcalm

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de circuit.—District de Montcalm.

Mont Laurier, à savoir: } JOSEPH THI-
No 108. } BAULT,
marchand, du village de Mont-Laurier, district de Montcalm, Demandeur; contre AIME TURGEON, du canton Wurtele, district de Montcalm, Défendeur.

Un certain lot de terre sis et situé dans la canton Wurtele, district de Montcalm, portant le numéro sept (No 7) dans le premier rang du dit canton—avec maison en bois et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Fourvières, le VINGT-QUATRIEME jour du mois de JANVIER, mil neuf cent seize, à DIX heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,
Bureau du shérif. Shérif.
Mont-Laurier, 11 décembre 1915. 7227—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915].

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Montcalm.

Mont-Laurier, to wit: } JOSEPH THI-
No. 108. } BAULT, mer-
chant, of the village of Mont-Laurier, district of Montcalm, Plaintiff; against AIME TURGEON, of Wurtele township, district of Montcalm, Defendant.

That certain lot of land lying and situate in Wurtele township, district of Montcalm, bearing number seven (No. 7), in the first range of said township—with a wooden house and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Fourvières, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY one thousand nine hundred and sixteen, at TEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,
Sheriff's office. Sheriff.
Mont-Laurier, 11th December, 1915. 7228—51-2
[First published, 18th December, 1915].

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—Québec.

Montmagny, à savoir: } THOMAS ROY, fils
No 2315. } d'Ephrem, culti-
vateur d'Armagh, Demandeur; contre AUGUSTE THIBAUT, cultivateur de Sainte-Euphémie, Défendeur.

La moitié sud-ouest, sur la profondeur du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton d'Armagh annexé à Montminy, dans le premier rang sud-est sous le numéro onze (11),—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Euphémie, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain 1916, à DIX heures du matin.

GEORGE ROY,
Bureau du shérif. Shérif.
Montmagny, 15 décembre 1915. 7313—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915].

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Quebec.

Montmagny, to wit: } THOMAS ROY, son
No. 2315. } of Ephrem, far-
mer, of Armagh, Plaintiff; against AUGUSTE THIBAUT, farmer, of Sainte Euphémie, Defendant.

The south west half taken along the depth of that lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of Armagh township annexed to Montminy, in the first south east range, under number eleven (11)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Euphémie, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES ROY,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montmagny, 15th December, 1915. 7314—51-2
[First published, 18th December, 1915].

Sheriff's Sales—Montmagny

Vente par le Shérif—Montréal

Sheriff's Sale—Montreal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **Z**ENON LEGAULT,
No 1410. } Demandeur ; vs
DAME EMELIA BERTHIAUME, épouse séparée quant aux biens de Ferdinand Archambault et de ce dernier dûment autorisée, Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-André, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, et connu sous le numéro deux cent dix de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 4 janvier 1916. 69—1-2
[Première publication, 8 janvier 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **E**DWARD L Y N G,
No 3799. } Demandeur ; vs
JOSEPH ALCIDE LEMAY, Défendeur.

Deux lots de terre—avec bâtisses dessus construites portant les numéros cinq cent huit et cinq cent neuf (508 et 509), de la subdivision du lot originaire numéro vingt-neuf (29), du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le quartier Mercier, district de Montréal, et ayant front sur la rue Duquesne de la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 4 janvier 1916. 71—1-2
[Première publication, 8 janvier 1916.]

MANDAT DU CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **W**. F. AYLING, Cura-
No 460. } teur aux biens de
Jacob Roston, Insolvable; et LES COMMIS-
SIONS D'ECOLES DE LA MUNICIPALITE
DE LA CITE DE WESTMOUNT, Requérants.

Un emplacement ayant front sur la rue Sainte-Catherine, en la cité de Westmount, dans la municipalité scolaire de Westmount, composé de la partie nord-est du lot de subdivision numéro 6 du lot originaire numéro 355a et des parties nord-ouest des lots de subdivision numéros 257 et 258 du lot originaire numéro 941, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, ces trois dits lots étant contigus l'un à l'autre, et les dites parties des dits lots formant ensemble le dit emplacement lequel est borné en avant, au nord-ouest, par la ligne visible de la rue Sainte-Catherine, en arrière, au sud-est, par une ligne tirée à travers lesdits lots Nos 257 et 258 parallèle et à une distance de 90 pieds 3 pouces au nord-ouest de la ligne nord-ouest de la rue Dorchester, étant la ligne de profondeur des

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **Z**ENON LEGAULT
No. 1410. } Plaintiff; vs DAME
EMELIA BERTHIAUME, wife separated as
to property of Ferdinand Archambault, and by
the latter duly authorized, Defendant.

That certain lot of land fronting on Saint André street, in Saint Denis ward of the city of Montreal, known under number two hundred and ten of the subdivision of lot number four hundred and ninety, on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 4th January, 1916. 70—1-2
[First published, 8th January, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **E**DWARD L Y N G,
No. 3799. } Plaintiff ; vs JO-
SEPH ALCIDE LEMAY, Defendant.

Those two lots of land—with the buildings thereon erected, bearing numbers five hundred and eight and five hundred and nine (508 and 509), of the subdivision of lot original number twenty nine (29) of the cadastre of the parish of Longue Pointe, in Mercier ward, district of Montreal, and fronting, said lots, on Duquesne street of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 4th January, 1916. 72—1-2
[First published, 8th January, 1916.]

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **W**. G. AYLING, cura-
No. 460. } tor to the property
of Jacob Roston, Insolvent; and THE SCHOOL
COMMISSIONERS, FOR THE MUNICIPALITY
OF THE CITY OF WESTMOUNT,
Petitioners.

An emplacement fronting on Sainte Catherine street, in the city of Westmount, in the school municipality of Westmount, composed of the north easterly part of subdivision lot number 6 of the original lot number 355a and the north westerly parts of subdivision lots numbers 257 and 258 of the original lot number 941, on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal, the said three lots being contiguous to one another, and the said parts of the said lots together forming the said emplacement which is bounded in front, towards the north west, by the apparent line of Sainte Catherine street, in the rear, towards the south east, by a line drawn across the said lots Nos. 257 and 258 parallel to and at a distance of 90 feet 3 inches north westerly of the north west line of Dorchester street, being the rear line of

parties desdits subdivisions 257 et 258 appartenant à Robert Boyd ou représentants, d'un côté, vers le nord-est, partie par le lot de subdivision No 256 du dit lot No 941, partie par la subdivision 5 du dit lot No 355a, et de l'autre côté, au sud-ouest, partie par la subdivision 259 du dit lot 941 et partie par le résidu du dit lot de subdivision No 6. Le dit emplacement contient en tout cinquante (50) pieds de largeur sur une profondeur de 84 pieds 9 pouces dans la ligne latérale nord-est et 81 pieds 9 pouces dans la ligne latérale sud-est, formant une superficie totale de 4,662 pieds carrés, le tout de mesure anglaise, et plus ou moins.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 4 janvier 1916. 75—1-2
[Première publication, 8 janvier 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHN PATERSON, de
No 1874. } la ville de Port Hope,
dans le comté de Durham, dans la province d'Ontario, gentilhomme, et JAMES THOMAS STANGER, de la cité de Montréal, parties aux présentes en sa qualité de fiduciaires aux derniers codiciles et testament de feu Thomas S. Paterson, décédé, en son vivant de Boston, dans l'état du Massachusetts, Demandeurs; contre les terres et héritages de REMI PHANEUF, Défendeur, mais maintenant entre les mains de L. D. Gareau, des cité et district de Montréal, curateur au délaissement.

Cet emplacement ayant front sur la rue de Saint-Valier (autrefois Huntly) dans les cité et district de Montréal, connu et désigné comme étant le tiers centre ou partie de la subdivision numéro cinq cent quarante-six du lot officiel numéro huit (8-546) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant seize pieds huit pouces en largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins; borné en front au nord-est, par la rue de Saint-Valier, en arrière par une ruelle commune, d'un côté, au nord-ouest, par la partie nord-ouest du dit lot numéro (8-546), la ligne latérale nord-ouest de l'emplacement saisi par les présentes étant parallèles et distante de seize pieds huit pouces à partir de la ligne latérale nord-ouest dudit lot No 8-546 et de l'autre côté, au sud-est, par la partie sud-est du dit lot 8-546, la ligne latérale sud-est de cet emplacement étant parallèle et distante de seize pieds huit pouces à partir de la ligne latérale sud-est du dit lot 8-546; avec le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière—avec la maison en brique contenant trois résidences connues sous les Nos 304, 304a et 304b de la rue de Saint-Valier, actuellement en construction.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 4 janvier, 1916. 77—1-2
[Première publication, 8 janvier, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME EMILIA LUS-
No 1895. } SIER, du village de
Verchères, dans le district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Adrien Larose, du même lieu, marchand, et ce dernier

the portions of the said subdivisions 257 and 258 belonging to Robert Boyd or representatives on one side, towards the north east, partly by subdivision lots No. 256 of said lot No. 941, partly by subdivision 5 of said lot No. 355a, and on the other side, towards the south west, partly by subdivision 259 of said lot 941 and partly by the residue of said subdivision lot No. 6. The said emplacement contains altogether fifty (50) feet in width by the depth of 84 feet 9 inches in the north easterly side line and 81 feet 9 inches in the south easterly side line, forming a total superficial area of 4,662 square feet, all english measure, and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 4th January, 1916. 76—1-2
[First published, 8th January, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN PATERSON, of
No. 1874. } the town of Port Hope,
in the county of Durham, in the province of Ontario, gentleman, and JAMES THOMAS STANGER, of the city of Montreal and herein acting in their capacity of trustees under the last will and testament of the late Thomas S. Paterson, deceased in his lifetime of Boston, in the state of Massachusetts, Plaintiffs; against the lands and tenements of REMI PHANEUF, Defendant, but now in the hands of L. D. Gareau, curator to the delaissement.

That certain emplacement fronting on De Saint Valier street (formerly Huntly) in the city and district of Montreal, known and designated as the central one-third or portion of subdivision number five hundred and forty six of the official lot number eight (8-546) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis containing sixteen feet eight inches in width by one hundred feet in depth, english measure more or less; bounded in front, to the north east, by the De Saint Valier street, in rear by a commun lane, on one side, to the north west, by the north west portion of the said lot number (8-546), the north west side line of the emplacement hereby seized being parallel to and distant sixteen feet eight inches from the north west side line of said lot No. 8-546 and on the other side, to the south east, by the south east portion on the said lot 8-546, the south east side line of this emplacement being parallel to and distant sixteen feet eight inches from the south east side line of the said lot 8-546; with the right of way in commun with other in the lane in rear—with the solid brick house containing three dwellings known as Nos. 304, 304a and 304b De Saint Valier street now in course of Construction thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of FEBRUARY next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 4th January, 1916. 78—1-2
[First published, 8th January, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME EMILIA LUS-
No. 1895. } SIER, of the village of
Verchères, in the district of Montreal, wife contractually separated as to property of Adrien Larose, of same place, merchant, and the latter

pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Demanderesse; vs les héritiers de feu DAME ODILE BUISSIERE, en son vivant du village de Verchères, dans le district de Montréal, veuve de feu Louis Bousquet, en son vivant du même lieu, Défendeurs.

Un emplacement sis, au village de Verchères, contenant environ 38 pieds de front sur 78 pieds de profondeur; borné au sud-est, par la rue Principale, au nord-ouest à Téléphore Chagnon, au nord-est à Dame veuve Napoléon Collette, et au sud-ouest à Philias Chagnon,—avec une maison et autres bâtisses y érigées, portant le No (71) soixante-onze, sur les plans et aux livres de renvois officiels de la municipalité de la paroisse de Verchères.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Verchères, le ONZIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 5 janvier 1916. 7499—52-2
[Première publication, 24 décembre 1915 est nulle.]
[Première publication, 8 janvier 1916].

to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiff; vs the heirs of late DAME ODILE BUISSIERE, in his lifetime of the village of Verchères, in the district of Montreal, widow of late Louis Bousquet, in his lifetime of same place, Defendants.

That emplacement lying in the village of Verchères, containing about 38 feet in front by 78 feet in depth; bounded on the south east by the Main street, on the north west by Telephore Chagnon, on the north east by Dame widow Napoléon Collette, and on the south west by Philias Chagnon,—with a house and other buildings thereon erected, bearing, said emplacement, number seventy one (71) on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Verchères.

To be sold at the church door of the parish of Verchères, on the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 5th January, 1916. 7500—52-2
[First published, 24th December, 1915 is null.]
[First published, 8th January, 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE TRUST & LOAN
No 2851. } COMPANY OF
CANADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, en les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs JOHN P. MURRAY, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal, à l'encoignure des rues McCord et Murray, connu et désigné aux plans et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, sous le numéro mil quatre cent quinze (1415)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain, 1916, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 29 décembre 1915. 7445—52-2
[Première publication, 24 décembre 1915 est nulle.]
[Première publication, 8 janvier 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TRUST & LOAN
No. 2851. } COMPANY OF CANADA, corporation legally constituted having its principal place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs JOHN P. MURRAY, Defendant.

A lot of land situate in the Saint Ann's ward of the city of Montreal, being at the corner of McCord and Murray streets, known and designated on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, under the number one thousand four hundred and fifteen (1415)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of FEBRUARY next, (1916), at TWELVE o'clock NOON.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 29th December, 1915. 7446—52-2
First published, 24th December, 1915 is null.]
[First published, 8th January, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GRENIER WAR-
No 3210. } RINGTON MOTOR CO. LTD, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs O. L. BRUNELLE, Défendeur.

1. Partie du lot de terre connu et désigné sous le No 257, le lot de terre No 258 et partie du lot de terre No 259 aux plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudeuil, mesurant 129 pieds de front par 120 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses et dépendances dessus construites; la dite partie du lot No 257 tenant, sur toute sa profondeur, d'un côté, au No 258 et de l'autre côté à l'autre partie du dit lot No 257 vendue par le dit O. L. Brunelle à John Aquin, par acte enregistré sous le No 34967, la dite partie ayant 30 pieds

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GRENIER WARRING-
No. 3210. } TON MOTOR CO. LTD, a body politic and corporate, having its principal office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs O. L. BRUNELLE, Defendant.

1. Part of that certain lot of land known and designated under Nos. 257, the lot of land No. 258 and part of lot No. 259 on the official plan and book of reference of the parish of Saint Michel de Vaudeuil, measuring, 129 feet in front by 120 feet in depth, english measure and more or less—with the buildings and dependencies thereon erected; said part of lot No. 257, being contiguous, along the whole depth thereof, on one side, to lot No. 258 and on the other side to the other part of said lot No. 257 sold by said O. L. Brunelle to John Aquin, by deed registered

de largeur depuis la ligne du lot 256, qui la borne d'un côté, sur toute la profondeur du dit lot, et la partie du dit lot No 259 consistant en une lisière d'environ 9 pieds de largeur le long de la ligne de division des dits lots 259 et 258 sur toute la profondeur du dit lot;

2. Partie du lot de terre connu et désigné sous le No 264 et le No 265 aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, mesurant en tout 84 pieds de front par 120 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses et dépendances dessus construites, la dite partie du No 264 consistant en une lisière de 9 pieds de largeur touchant au lot No 265 par toute sa profondeur.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Vaudreuil, le ONZIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 29 décembre 1915. 7501—1-2

[Première publication, 24 décembre 1915 est nulle].
[Première publication, 8 janvier 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THEOPHILE A. ST-GERMAIN, Demandeur; vs WILFRID CHICOINE, Défendeur.

Deux lots de terre situés sur la rue Châteaubriand, autrefois Labelle, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux cent quarante-trois et deux cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489-243 et 244) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, district de Montréal, d'une contenance respective de vingt-cinq (25) pieds de largeur chaque lot, par une profondeur de quatre-vingt-sept (87) pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les constructions y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain, (1916), à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Shérif.

Montréal, 14 décembre 1915. 7359—51-2

[Première publication, 18 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PIERRE CUSSON, Demandeur; vs DAME JOSEPH CUSSON, veuve de feu Joseph Cusson, Défenderesse.

Un lot de terre situé dans le quartier Longue-Pointe de la cité de Montréal, faisant front sur le Boulevard Laurier et portant le numéro quatre-cent-soixante-dix-sept de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (398-477) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe.

Tel que le tout existe actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain (1916), à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 15 décembre 1915. 7349—51-2

[Première publication, 18 décembre 1915].

under No. 34967, the said part measuring 30 feet in width from the line of lot No. 256, the boundary on one side, by the whole depth of said lot, and that part of said lot No. 259 being a strip of land of about 9 feet in width along the division line of said lots 259 and 258 by the whole depth of said lot.

2. Part of that certain lot of land known and designated under No. 264 and that certain lot No. 265, on the official plan and book of reference of said parish of Saint Michel de Vaudreuil, measuring over all 84 feet in front by 120 feet in depth, english measure, more or less,—with the buildings and dependencies thereon erected, the said part of lot No. 264 being a strip of land of 9 feet in width contiguous to lot No. 265 along the whole depth thereof.

To be sold at the parochial church door of the parish of Vaudreuil, on the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 29th December, 1915. 7502—1-2

[First published, 24th December, 1915 is null].
[First published, 8th January, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THEOPHILE A. ST-GERMAIN, Plaintiff; vs WILFRID CHICOINE, Defendant.

Those two lots of land situate on Chateaubriand street, formerly Labelle street, in the city of Montreal, known and designated under numbers two hundred and forty three and two hundred and forty four of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty nine (489-243 and 244) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, district of Montreal, each of said lots measuring twenty five (25) feet in width by eighty seven (87) feet in depth, english measure and more or less,—with all constructions thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next (1916), at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 14th December, 1915. 7360—51-2

[First published, 18th December, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } PIERRE CUSSON, Plaintiff; vs DAME JOSEPH CUSSON, widow of late Joseph Cusson, Defendant.

That certain lot of land situate in Longue-Pointe ward, of the city of Montreal, fronting on Laurier Boulevard, and bearing number four hundred and seventy seven of the subdivision of lot number three hundred and ninety eight (398-477) on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe.

As the whole now subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next (1916), at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 15th December, 1915. 7350—51-2

[First published, 18th December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ODENA
No 1337. } BESSETTE, épouse
contractuellement séparée de biens de J.-Félix
Moreau, huissier audiencier, de la ville d'Iberville,
district d'Iberville, et le dit J.-Félix Moreau tant
personnellement que pour autoriser son épouse
aux fins des présentes, Demandeurs; vs ARTHUR
MARTEL, Défendeur.

Trois lots de terre formant un seul emplacement
situés dans le quartier de la Longue-Pointe,
en la cité de Montréal, connus et désignés comme
étant les lots numéros un, deux, trois de la subdivi-
sion officielle du lot numéro quatre-vingt-six de
la subdivision du lot numéro quatre cent trois,
(403-86-1), (403-86-2) (403-86-3), des plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-
Pointe—avec les bâtisses dessus érigées, les dits
lots un et deux bornés en front par la rue Notre-
Dame-Est, le dit lot numéro trois borné vers le
nord-ouest par les lots numéros 403-86-1 et 403-
86-2.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de
Montréal, le VINGT-UNIEME jour de JAN-
VIER prochain (1916), à TROIS heures de
l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 15 décembre 1915. 7363—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH ERNEST
No 2212. } LEGAULT, Deman-
deur; vs DAMASE JORON, Défendeur.

Deux lots de terre ayant front sur la rue
Wurtele, en la cité de Montréal, connus et dési-
gnés comme étant les lots Nos 1962 et 1963 de la
subdivision officielle du lot No 148 (148-1962 et
1963), aux plan et livre de renvoi officiels du
village incorporé d'Hochelaga—avec circonstan-
ces et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGTIEME jour de JANVIER
prochain (1916), à ONZE heures de l'avant-
midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 14 décembre 1915. 7353—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LE CREDIT FON-
No 4705. } CIER FRANCO-
CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant
sa principale place d'affaires en la cité et district
de Montréal, Demandeur; vs MAROC MARON
& HYMAN SILVERMAN, Défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs:
Un lot de terre situé dans le quartier Saint-
Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, connu
et désigné sous le numéro trois cent quarante-
quatre (344) des plan et livre de renvoi officiels
du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—
avec bâtisses dessus construites, lequel dit lot de
terre est borné en front par la rue Saint-Domini-
que.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-UNIEME jour de JAN-
VIER prochain (1916), à ONZE heures de
l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 15 décembre 1915. 7351—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ODENA BESSET-
No 1337. } TE, wife contractually
separated as to property of J.-Félix Moreau,
Court crier, of the town of Iberville, district of
Iberville, and the said J.-Félix Moreau, both
personally and to authorize his wife for the
purposes hereof, Plaintiffs; vs ARTHUR MAR-
TEL, Defendant.

Those three lots of land forming one single
emplacement situate in Longue-Pointe ward,
in the city of Montreal, known and designated
as being lots numbers one, two and three of the
official subdivision of lot number eighty six of the
subdivision of lot number four hundred and three
(403-86-1), (403-86-2), (403-86-3), of the official
plan and book of reference of the parish of Longue-
Pointe, the said lot numbers one and two
bounded in front by Notre Dame street East and
lot number three bounded towards the north
west by lots numbers 403-86-1 and 403-86-2—
with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY FIRST day of JANUARY
next, (1916), at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 15th December, 1915. 7364—51-2
[First published, 18th December, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH ERNEST
No 2212. } LEGAULT, Plain-
tiff; vs DAMASE JORON, Defendant.

Those two lots of land fronting on Wurtele
street, in the city of Montreal, known and designa-
ted as being lots Nos. 1962 and 1963 of the
official subdivision of lot No. 148 (148-1962 and
1963), on the official plan and book of reference
of the incorporated village of Hochelaga—with
circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTIETH day of JANUARY next,
(1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 14th December, 1915. 7354—51-2
[First published, 18th December, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LE CREDIT FONCIER
No 4705. } FRANCO-CANADIEN.
a body politic and corporate having its head office
in the city and district of Montreal, Plaintiff;
vs MAROC MARON & HYMAN SILVERMAN,
Defendants.

Seized as belonging to said Defendants.
That certain lot of land situate in Saint Jean
Baptiste ward, in the city of Montreal, known and
designated under number three hundred and
forty four (344) of the official plan and book of
reference of the incorporated village of Saint
Jean Baptiste—with the buildings thereon erected
said lot fronting on Saint Dominique street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY FIRST day of JANUARY
next (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 15th December, 1915. 7352—51-2
[First published, 18th December, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **WILFRID DUQUET-**
No 3532. } **TE, Demandeur;**
vs **MASTAI PAGNUELO, Défendeur.**

Un emplacement ayant front sur le chemin Sainte-Catherine, en la ville d'Outremont, connu et désigné comme étant les subdivisions trente-deux et trente-trois du lot originaire quarante et un (41-32 et 33) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant treize mille deux cent soixante et onze (13,271) pieds de superficie, plus ou moins,—sans bâtisse.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de JANVIER prochain (1916), à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 15 décembre 1915. 7361—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LE CREDIT FRAN-**
No 4098. } **CO-CANADIEN,**
corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur; vs **DAME MARIE-ANNE PRINGLE,** veuve de Alfred Ernest Turner, Défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Paris, dans le quartier Saint-Gabriel, en la cité de Montréal, étant la subdivision officielle du lot numéro cent vingt de la subdivision officielle du lot numéro trois mille deux cent trente-neuf (3,239-120) de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain (1916), à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 15 décembre 1915. 7365—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAVID CRAWFORD,**
No 1699. } **ES-QUAL., Deman-**
deur; vs **JOEL POLLACK, Défendeur.**

Un emplacement situé rue Charron, en la dite cité de Montréal, composé des lots de terre suivants, à savoir:

1. Deux lots de terre situés dans le quartier Sainte-Anne de la dite cité de Montréal, connus et désignés comme étant:

(a) Le lot de subdivision lettre A du lot numéro cent cinquante-un (No 151-A) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, mesurant quarante-huit pieds sur la rue Charron qui le borne en front, et quatre-vingt-huit pieds six pouces en profondeur, et borné en arrière par une ruelle commune; et

(b) La subdivision lettre A du lot numéro cent cinquante (No 150-A) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier; borné en front partie par la dite rue Charron, et partie par le petit lot triangulaire ci-après décrit, et mesurant quarante-huit pieds de largeur sur quatre-vingt-huit pieds six pouces de profondeur d'un côté, et soixante-dix-neuf pieds neuf pouces de l'autre côté, et borné en arrière par la dite ruelle commune.

2. Un lot de terre triangulaire situé dans le quartier Saint-Gabriel, de la dite cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent vingt-six du lot numéro trois mille cent soixante-sept aux plan et livre de renvoi

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **WILFRID DUQUET-**
No. 3532. } **TE, Plaintiff; vs**
MASTAI PAGNUELO, Defendant.

That certain emplacement fronting on Sainte Catherine road, in the town of Outremont, known and designated as being subdivision numbers thirty two and thirty three of original lot number forty one (41-32 and 33), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing thirteen thousand two hundred and seventy one (13,271), feet in superficies, more or less—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next (1916), at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 15th December, 1915. 7362—51-2
[First published, 18th December, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **LE CREDIT FRAN-**
No. 4098. } **CO-CANADIEN,**
a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **DAME MARIE-ANNE PRINGLE,** widow of Alfred Ernest Turner, Defendant.

That certain emplacement fronting on Paris street, in Saint Gabriel ward, in the city of Montreal, being the official subdivision of lot number one hundred and twenty of the official subdivision of lot number three thousand two hundred and thirty nine (3,239-120), of the parish of Montreal, —with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, (1916), at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 15th December, 1915. 7366—51-2
[First published, 18th December, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAVID CRAWFORD,**
No. 1699. } **ES-QUAL., Plaintiff; vs**
JOEL POLLACK, Defendant.

A block of land situated on Charron Street, in the said city of Montreal, composed of the following lots of land, namely:

1. Two lots of land situate in the Saint Ann's ward, of the said city of Montreal, known and designated as,

(a) Subdivision lot letter A of lot number one hundred and fifty one (No. 151-A) of the official plan and book of reference of said ward, containing forty-eight feet on Charron street which bounds it in front, and eighty eight feet six inches in depth and bounded in rear by a common lane; and

(b) Subdivision letter A of lot number one hundred and fifty (No. 150-A) of the official plan and book of reference of said ward: bounded in front partly by said Charron street, and partly by the small triangular lot hereinafter described, and containing forty-eight feet in width by eighty eight feet six inches in depth on one side line, and seventy nine feet nine inches on the other side line, and bounded in rear by said common lane.

2. A triangular lot of land situate in the Saint Gabriel ward, of the said city of Montreal, known and designated as subdivision number one hundred and twenty six of lot number three thousand one hundred and sixty seven of the official plan

officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front (c'est-à-dire, sur un côté du triangle) par la susdite rue Charron, à la base par le lot ci-après décrit en troisième lieu, et de l'autre côté par le dit lot numéro cent cinquante A, contenant une superficie d'environ quatre-vingt-quatre pieds.

3. Un lot de terre situé dans le dit quartier Saint-Gabriel, faisant partie de la subdivision numéro cent vingt-cinq du dit lot numéro trois mille cent soixante-sept; borné en front par la dite rue Charron, d'un côté par la dite subdivision cent vingt-six, de l'autre côté par le résidu de ladite subdivision cent vingt-cinq, appartenant à William Blore, ou représentants, et en arrière par le lot ci-après décrit en quatrième lieu et contenant vingt-quatre pieds en front sur une profondeur de huit pieds neuf pouces à la base du dit triangle, et dix-neuf pieds trois pouces sur la ligne de la terre de William Blore.

4. Un lot de terre situé dans le quartier Sainte-Anne, faisant partie du lot de subdivision lettre A du lot numéro cent soixante (Pt. No 160-A) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier; borné en front par le lot ci-haut décrit en troisième lieu, d'un côté par le résidu de la dite subdivision cent soixante appartenant au dit William Blore ou représentants, de l'autre côté par le dit lot de subdivision lettre A du dit lot cent cinquante plus haut décrit et en arrière par la dite ruelle commune, mesurant vingt-quatre pieds en largeur par une profondeur de soixante-dix-neuf pieds neuf pouces d'un côté et soixante-neuf pieds trois pouces de l'autre côté.

La totalité des dits lots—avec les bâtisses dessus construites, contenant six logements séparés et une maison à deux logements et les dépendances connus sous les Nos 9-23 inclusivement, de la dite rue Charron, pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de JANVIER prochain (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 15 décembre 1915. 7347—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **FELIX LIBERCENT,**
No 1768. } Demandeur; contre
les terres et tenements de JOSEPH SIROIS,
Défendeur, mais se trouvant actuellement entre
les mains de L.-A. Bédard, curateur au délaissement.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, quartier Rosemont, ayant front sur la 9ème Avenue, connu et désigné sous le numéro 786 de la subdivision officielle du lot original No 172 (172-786), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, d'une contenance de 25 pieds de front par une profondeur de 78 pieds, mesure anglaise et plus ou moins,—avec une maison en bois et brique à trois étages et autres dépendances dessus érigées, portant les numéros civiques 298, 298a, 298b de la 9ème Avenue, et avec droit de passage à perpétuité et en commun avec tous autres que de droit dans la ruelle située en arrière du dit lot aux charges ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JANVIER prochain (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 14 décembre 1915. 7355—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915.]

and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded in front (that is to say, on one side of the triangle) by Charron street aforesaid, at the base by the lot hereinafter thirdly described, and on the other side by said lot number one hundred and fifty A, containing a superficies of about eighty four feet.

3. A lot of land situate in the said Saint Gabriel ward forming part of subdivision number one hundred and twenty five of said lot number three thousand one hundred and sixty seven; bounded in front by said Charron street, on one side by said subdivision one hundred and twenty six, on the other side by the remainder of said subdivision one hundred and twenty five, belonging to William Blore, or representatives, and in rear by the lot hereinafter fourthly described and containing twenty four feet in front, by a depth of eight feet nine inches along the base of said triangle, and nineteen feet three inches along the line of said William Blore's land.

4. A lot of land situate in the Sainte Anne's ward forming part of subdivision lot letter A of lot number one hundred and sixty (Pt. No. 160-A) of the official plan and book of reference of said ward; bounded in front by the lot thirdly above described, on one side by the remainder of said subdivision one hundred and sixty, belonging to said William Blore or representatives, on the other side by said subdivision lot letter A of said lot one hundred and fifty above described and in rear by said common lane, containing twenty four feet in width by a depth of seventy nine feet nine inches on one side line and sixty nine feet three inches on the other side line.

The whole of said lots,—with the buildings thereon erected, comprising six self-contained dwelling houses and one double tenements dwelling and outbuildings known as Nos. 9-23 inclusive, of said Charron street, to be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montréal, 15th December, 1915. 7348—51-2
[First published, 18th December, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } **FELIX LIBERCENT,**
No. 1768. } Plaintiff; against
the lands and tenements of JOSEPH SIROIS,
Defendant, but now in the hands of L. A. Bédard,
curator to the surrender made herein.

That certain lot of land situate in the city of Montreal, Rosemont ward, fronting on 9th Avenue, known and designated under number 786 of the official subdivision of lot original No. 172 (172-786), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte Visitation, measuring 25 feet in front by 78 feet in depth, english measure and more or less—with a three story wood and brick house and other dependencies thereon erected bearing civic numbers 298, 298a and 298b 9th Avenue and with a perpetual right of way, in common with all others having rights therein, in the lane situate in rear of said lot, on customary conditions as to maintenance.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montréal, 14th December, 1915. 7356—51-2
[First published, 18th December, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ROBERTINE
No 2446. } CHOQUETTE, de
la ville de Saint-Laurent, dans le district de
Montréal, épouse séparée de biens de O. Aurélien
Bigaouette, voyageur de commerce du même lieu,
et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins
des présentes, Demanderesse; vs DAME CLEO-
PHEE BISSONNETTE, des cité et district de
Montréal, épouse judiciairement séparée de
biens de Charles Dubé, du même lieu et ce dernier
pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes.

Un emplacement faisant front sur la rue Rielle;
dans le quartier Saint-Paul, en la dite cité de
Montréal, connu et désigné aux plan et livre de
renvoi officiels de la municipalité de la paroisse
de Montréal, sous les lots numéros deux de la
subdivision du lot numéro trois mille neuf cent
quatre-vingt et du lot numéro un de la subdivi-
sion officielle du lot numéro trois mille neuf cent
quatre-vingt-un des susdits plan et livre de renvoi
officiels,—avec toutes les bâtisses dessus cons-
truites sans exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de
Montréal, le VINGTIÈME jour de JANVIER
prochain (1916), à MIDI.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 14 décembre 1915. 7357—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALBERIC DESY, De-
No 5360. } mandeur; vs JO-
SEPH BERUBE, Défendeur.

1. Un lot de terre connu et désigné sous le
numéro trois cent trente-sept (337) des plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Vin-
cent de Paul, district de Montréal, borné comme
suit savoir: A une extrémité vers le sud-est, par
le lot numéro 338, à l'autre extrémité vers le
nord-ouest par la ligne limitative de la paroisse
Saint-Vincent de Paul, d'un côté au sud-ouest
par le lot numéro 336 B, de l'autre côté, au nord-
est, par le lot numéro 339, des dits plan et livre
de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-
Vincent de Paul, contenant le dit lot deux arpents
de largeur sur deux arpents de profondeur, for-
mant une superficie de quatre arpents.

2. Un lot de terre connu et désigné sous le lot
numéro quatre cent soixante-quinze (475), des
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
Saint-Vincent de Paul, district de Montréal;
borné au nord par le lot numéro 473, à l'ouest
par le lot numéro 477, à l'est par partie des lots
numéros 470 et 474, au sud par le lot numéro
476, des dits plan et livre de renvoi officiels de la
dite paroisse Saint-Vincent de Paul, contenant
un demi arpent de largeur sur une profondeur
de quatre arpents et demie, formant une super-
ficie de deux arpents et un quart, moins cepen-
dant cette lisière de terre traversant le dit lot,
dans toute sa largeur par la ligne du chemin de
fer Canadien du Pacifique.

3. Un lot de terre connu et désigné sous le
numéro cinq cent vingt-neuf, des plan et livre
de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent
de Paul, district de Montréal; borné en front au
nord par le chemin public de la Côte Saint-
Elzéar, au sud et à l'ouest par le lot numéro 426
et à l'est par le lot 530, des dits plan et livre de
renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Vin-
cent de Paul, ayant une largeur d'un demi arpent

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ROBERTINE
No. 2446. } CHOQUETTE, of the
town of Saint Laurent, in the district of Montreal,
wife separated as to property of O. Aurélien
Bigaouette, commercial traveler of the same place,
and the latter to authorize his said wife for the
purposes hereof, Plaintiff; vs DAME CLEO-
PHEE BISSONNETTE, of the city and district
of Montreal, wife judicially separated as to
property of Charles Dubé, of the same place and
the latter to authorize his said wife for the purpose
hereof, Defendants.

That certain emplacement fronting on Rielle
street, in Saint Paul ward, in said city of Montreal,
known and designated on the official plan and in
the book of reference of the municipality of the
parish of Montreal, under lots numbers two of the
subdivision of lot number three thousand and
nine hundred and eighty and lot number one
of the official subdivision of lot number three
thousand nine hundred and eighty one, of the
aforesaid official plan and book of reference,—
with all the buildings thereon erected, without
exception or reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTIETH day of JANUARY next,
(1916), at TWELVE o'clock NOON.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 14th December, 1915. 7358—51-2
[First published, 18th December, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALBERIC DESY.
No. 5360. } Plaintiff; vs JO-
SEPH BERUBE, Defendant.

1. That certain lot of land known and designa-
ted under number three hundred and thirty seven
(337) of the official plan and book of reference
of the parish of Saint-Vincent de Paul district
of Montreal, bounded as follows, to wit: at one
end towards the south east by lot number 338,
at the other end, towards the north west, by the
boundary line of the parish of Saint Vincent de
Paul, on one side, towards the south west, by lot
number 336B and on the other side towards
the north east by lot number 339 of said official
plan and book of reference of aforesaid parish
of Saint-Vincent de Paul, measuring, said lot
two arpents in width by two arpents in depth
and containing four arpents in superficies.

2. That certain lot of land known and designa-
ted under number four hundred and seventy five
(475) of the official plan and book of reference
of the parish of Saint Vincent de Paul, district
of Montreal; bounded on the north by lot number
473, on the west by lot number 477, on the east
by part of lots numbers 470 and 474, on the south
by lot number 476, of said official plan and book
of reference of aforesaid parish of Saint Vincent
de Paul, measuring one half of one arpent in
width by four arpents and one half in depth
and containing two arpents and one quarter in
superficies, save and except that certain strip
of land running across the whole width of said
lot and occupied by the Canadian Pacific Railway
line.

3. That certain lot of land known and designa-
ted under number five hundred and twenty nine
(529) of the official plan and book of reference
of the parish of Saint Vincent de Paul, district
of Montreal; bounded in front, towards the north
by Cote Saint Elzéar road, on the south and
west by lot number 426 and on the east by lot
530, of said official plan and book of reference of
aforesaid parish of Saint Vincent de Paul, measur-

sur une profondeur d'un arpent et neuf perches, formant une superficie de quatre vingt-quinze perches.

4. Un lot de terre connu et désigné, comme étant le numéro quatre-cent vingt-six (426) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, district de Montréal; borné en front par le chemin public de la côte Saint-François, au nord par la côte Saint-Elzéar, à l'ouest par partie du lot No 427 A, et partie par le lot numéro 523, à l'est par les lots 529, 530 et 424, des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint Vincent de Paul—avec bâtisses dessus construites, le dit lot étant de forme irrégulière et formant une superficie de seize arpents quatre-vingt-quatre perches et cent soixante-deux pieds, à retrancher du dit lot un emplacement appartenant à Joseph Dazé, ou représentants; borné en front par le chemin public de la côte Saint-François à l'ouest et au nord par le dit lot numéro 426, et à l'est par le lot numéro 424, tel qu'enclos et formant une superficie d'un arpent et trois quarts plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Vincent de Paul, le VINGTIÈME jour de JANVIER prochain (1916), à ONZE heures de l'avant midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 14 décembre 1915. 7367—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915].

ing one half of one arpent in width by one arpent and nine perches in depth and containing ninety five perches in superficies.

4. That certain lot of land known and designated as being lot number four hundred and twenty six (426) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Vincent de Paul, district of Montreal; bounded in front by Cote Saint François road, on the north by Cote Saint Elzéar road, on the west by part of lot No. 427A, and part of lot No. 523, on the east by lots 529, 530 and 424 of said official plan and book of reference of aforesaid parish of Saint Vincent de Paul—with the buildings thereon erected, the said lot being of irregular outline and containing sixteen arpents eighty four perches and one hundred and sixty two feet in superficies to be deducted from said lot an emplacement belonging to Joseph Dazé or representatives; bounded in front by Cote Saint François road, on the west and north by said lot number 426 and on the east by lot number 424, as fenced in and containing one arpent three quarters in superficies, more or less.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, on the TWENTIETH day of JANUARY next (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Montreal, 14th December, 1915. 7368—51-2
[First published, 18th December, 1915]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } ETIENNE SIMARD ET
No 2192. } JOSEPH SIMARD,
tous deux de Québec, peintres, faisant affaires à Québec, sous le nom de Simard & Frères; contre DAME ALICE PLANTE, épouse séparée de biens de Orphir Légaré de Québec, maître-menuisier et le dit ORPHIR LÉGARE, pour autoriser et assister sa dite épouse pour ester en justice, à savoir:

Les lots Nos 1625 et 1626 (mille six cents vingt-cinq et mille six cent vingt-six) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé coin nord-est des rues Massue et Saint-Sauveur—avec maison et boutique dessus construites, ainsi que toutes les machineries qui en forment partie, circonstances et dépendances. A distraire la partie desdits lots vendus à la cité de Québec pour l'élargissement de la rue Massue. Sujet à une rente foncière annuelle de \$20.00 payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin de chaque année. Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Québec, 5 janvier 1916. 73—1-2
[Première publication, 8 janvier 1916.]
[Deuxième publication, 22 janvier 1916.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } ETIENNE SIMARD AND
No. 2192. } JOSEPH SIMARD, both
of Quebec, painters, carrying on business at Quebec, under the name of "Simard & Frères"; against DAME ALICE PLANTE, wife separated as to property of Orphir Légaré, of Quebec, master joiner, and the said ORPHIR LÉGARE to authorize and assist his said wife to ester en justice, to wit:

Lots Nos. 1625 and 1626 (one thousand six hundred and twenty five and one thousand six hundred and twenty six) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being an emplacement situate at the north east corner of Massue and Saint Sauveur streets, —with a house and shop thereon erected and all machinery thereunto belonging, circumstances and dependencies. To be deducted the part of said lots sold to the city of Quebec, for widening Massue street. Subject to an annual ground rent of \$20.00 payable to the Hotel-Dieu de Québec, on the 29th June of every year. To be sold in bloc.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Quebec, 5th January, 1916. 74—1-2
[First published, 8th January, 1916.]
[Second published, 22nd January, 1916.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **FRANÇOIS XAVIER**
No 2082. } **PAQUET**, de la pa-
roisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, cultivateur, Demandeur; contre **DAME DESANGES PAQUET**, de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, épouse séparée de biens de Nazaire Dubois du dit lieu, mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, Défenderesse, à savoir:

1. Partie du lot No cent cinquante et un (151) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, étant une terre située sur le chemin public rang Sainte-Elisabeth, contenant trois arpents de front, sur quinze arpents de profondeur, le tout plus ou moins; bornée au sud à la rivière Beauvillage, et au nord à Nazaire Fréchette, possédant le reste du dit lot, au nord-est à Louis Huot et au sud-ouest au lot ci-après désigné—circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No cent cinquante (150) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, étant un lopin de terre situé sur le chemin public rang Sainte-Elisabeth contenant trois arpents de front, sur quinze arpents de profondeur, le tout plus ou moins; bornée au sud à la rivière Beauvillage, et au nord au bout de la dite profondeur, d'un côté au sud-ouest à Nazaire Demers, et au nord-est, à la terre ci-dessus désignée,—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, le VINGT-ET-UNIEME jour de JANVIER prochain (1916), à DIX heures du matin.

Bureau du shérif Shérif.
Québec, 16 décembre 1915. 7343—51-2
[Première publication, 18 décembre 1915].
[Deuxième publication, 8 janvier 1916]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **JOSEPH LAVOIE**, de
No 2161. } **Notre-Dame-des-An-**
ges, comté de Portneuf, Demandeur; contre **GEORGE COUTURIER**, de Notre-Dame-des-Ange, comté de Portneuf, district de Québec, maintenant soldat dans le 41ème régiment, au camp de Valcartier, district de Québec, Défendeur, à savoir:

Le lot No 16 (seize) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Ange, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au deuxième rang nord-est du canton Montauban, —avec les bâties dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Ange, comté de Portneuf, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1916), à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 23 décembre, 1915 7527—52-2
[Première publication, 24 décembre 1915.]
[Deuxième publication, 8 janvier 1916.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **LE SEMINAIRE DE**
No 597. } **QUEBEC**, corps poli-
tique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la cité de Québec; contre **ANDRE GOSSELIN**, de la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, à savoir:

1. Le lot No 206 (deux cent six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Aube-

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **FRANÇOIS XAVIER**
No. 2082. } **PAQUET**, of the pa-
rish of Saint Etienne de Lauzon, county of Levis, farmer, Plaintiff; against, **DAME DESANGES PAQUET**, of the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Levis, wife separated as to property of Nazaire Dubois, of said place, mis-en-cause, to authorized and assist his said wife, Defendant, to wit:

1. Part of lot number one hundred and fifty one (151) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Levis, being a farm situate on the public road, Saint Elizabeth range, measuring three arpents in front by fifteen arpents in depth, the whole more or less; bounded on the south by the River Beauvillage, on the north by Nazaire Fréchette, owning the balance of said lot, at the north east by Louis Huot, and on the south west by the part of lot hereinafter described—circumstances and dependencies.

2. Part of lot number one hundred and fifty (150) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Levis, being a parcel of land situate on the public road Sainte Elizabeth range, measuring three arpents in front by fifteen arpents in depth, the whole more or less; bounded on the south by the River Beauvillage, on the north at the end of said depth, on one side to the south west by Nazaire Demers, and on the north east by the farm hereinafter described,—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Levis, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office. Sheriff.
Quebec, 16th December, 1915. 7344—51-2
[First published, 18th December, 1915].
[Second published, 8th January, 1916].

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } **JOSEPH LAVOIE**, of Notre-
No. 2161. } **Dame-des-Ange**, county
of Portneuf, Plaintiff; against **GEORGE COUTURIER**, of Notre-Dame-des-Ange, county of Portneuf, district of Quebec, now soldier in the 41st Regiment, encamped at Valcartier, district of Quebec.

That certain lot No. 16 (sixteen) of the official cadastre for the parish of Notre Dame des Ange, county of Portneuf, being a lot of land situate in the second north east range of Montauban township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame-des-Ange, county of Portneuf, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next (1916), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Quebec, 23rd December, 1915. 7528—52-2
[First published, 24th December, 1915.]
[Second published, 8th January, 1916.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } **LE SEMINAIRE DE**
No 597. } **QUEBEC**, a body politic
and corporate with its chief place of business in the city of Quebec; against **ANDRE GOSSELIN**, of the parish of Saint David de l'Auberivière, to wit:

1. Lot No. 206 (two hundred and six) of the official cadastre for the parish of Saint David

rivière, comté de Lévis, étant un emplacement
situé sur le chemin public rue Saint-George—
circonstances et dépendances;

2. Le lot No 207 (deux cent sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le chemin public rue Saint-George—circonstances et dépendances;

3. Le lot No 208 (deux cent huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;

4. Le lot No 209 (deux cent neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;

5. Le lot No 210 (deux cent dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est rue Loterie—circonstances et dépendances:

6. Le lot No 211 (deux cent onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;

7. Le lot No 212 (deux cent douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances:

8. Le lot No 213 (deux cent treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances:

9. Le lot No 214 (deux cent quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie, — circonstances et dépendances:

10. Le lot No 215 (deux cent quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonsstances et dépendances:

11. Le lot No 216 (deux cent seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances:

12. Le lot No 217 (deux cent dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances:

13. Le lot No 218 (deux cent dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie, — circonstances et dépendances:

14. Le lot No 219 (deux cent dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances;

15. Le lot No 220 (deux cent vingt), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté de ,rue Loterie—circonstances et dépendances:

16. Le lot No 221 (deux cent vingt et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie—circonstances et dépendances:

de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the public highway, Saint George street—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 207 (two hundred and seven) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the public highway, Saint Georges street—circumstances and dependencies:

3. Lot No. 208 (two hundred and eight) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies.

4. Lot No. 209 (two hundred and nine) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—**circumstances and dependencies;**

5. Lot No. 210 (two hundred and ten) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies:

6. Lot No. 211 (two hundred and eleven) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;

7. Lot No. 212 (two hundred and twelve) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies:

8. Lot No. 213 (two hundred and thirteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies:

9. Lot No. 214 (two hundred and fourteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies.

10. Lot No. 215 (two hundred and fifteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies:

11. Lot No. 216 (two hundred and sixteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie circumstances and dependencies:

12. Lot No. 217 (two hundred and seventeen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;

13. Lot No. 218 (two hundred and eighteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies:

14. Lot No. 219 (two hundred and nineteen) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;

15. Lot No. 220 (two hundred and twenty) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situated on the east side of Lotei-street—circumstances and dependencies;

16. Lot No. 221 (two hundred and twenty-one) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberiviere, county of Levis, being an emplacement situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;

17. Le lot No 222 (deux cent vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est, rue Loterie,—circonstances et dépendances;

18. Le lot No 223 (deux cent vingt-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le chemin public, rue Saint-Georges—circonstances et dépendances;

19. Le lot No 224 (deux cent vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

20. Le lot No 225 (deux cent vingt-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

21. Le lot No 226 (deux cent vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

22. Le lot No 227 (deux cent vingt-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

23. Le lot No 228 (deux cent vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie,—circonstances et dépendances;

24. Le lot No 229 (deux cent vingt-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

25. Le lot No 230 (deux cent trente), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

26. Le lot No 231 (deux cent trente et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

27. Le lot No 232 (deux cent trente-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie,—circonstances et dépendances;

28. Le lot No 233 (deux cent trente-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

29. Le lot No 234 (deux cent trente-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

30. Le lot No 235 (deux cent trente-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

31. Le lot No 236 (deux cent trente-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Loterie—circonstances et dépendances;

32. Le lot No 324 (trois cent vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David

17. Lot No. 222 (two hundred and twenty two) of the official cadastre or the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being situate on the east side of Loterie street—circumstances and dependencies;

18. Lot No. 223 (two hundred and twenty three) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the public highway, Saint Georges street—circumstances and dependencies.

19. Lot No. 224 (two hundred and twenty four) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

20. Lot No. 225 (two hundred and twenty five) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

21. Lot No. 226 (two hundred and twenty six) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

22. Lot No. 227 (two hundred and twenty seven) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

23. Lot No. 228 (two hundred and twenty eight) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

24. Lot No. 229 (two hundred and twenty nine) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

25. Lot No. 230 (two hundred and thirty) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

26. Lot No. 241 (two hundred and thirty one) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

27. Lot No. 232 (two hundred and thirty two) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

28. Lot No. 233 (two hundred and thirty three) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

29. Lot No. 234 (two hundred and thirty four) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

30. Lot No. 235 (two hundred and thirty five) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

31. Lot No. 236 (two hundred and thirty six) of the official cadastre of the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Lévis, being an emplacement situate on the west side of Loterie street—circumstances and dependencies;

32. Lot No. 324 (three hundred and twenty four) of the official cadastre for the parish of Saint

de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté ouest, rue Sainte-Aglaide—circonstances et dépendances;

33. Le lot No 367 (trois cent soixante et sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement borné à l'est par Louis Bougie, à l'ouest à Edouard Bourassa—circonstances et dépendances;

34. Le lot No 369 (trois cent soixante et neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, étant un emplacement borné à l'est par Edouard Bourassa, à l'ouest à Honoré Nolin, junior, — circonstances et dépendances;

35. Le lot No 486 (quatre cent quatre-vingt-six), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Laurent—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, le VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin; Le lot No 486 pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lévis, le VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif,

Député shérif.

Québec, 23 décembre 1915.

7529—52-2

[Première publication, 24 décembre 1915.]

[Deuxième publication, 8 janvier 1916.]

David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement situate on the west side of Saint Aglaide street—circumstances and dependencies;

33. Lot No. 367 (three hundred and sixty seven) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement bounded on the east by Louis Bougie, on the west by Edouard Bourassa—circumstances and dependencies;

34. Lot No. 369 (three hundred and sixty nine) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being an emplacement bounded on the east by Edouard Bourassa, on the west by Honoré Nolin, junior—circumstances and dependencies;

35. Lot No. 486 (four hundred and eighty six) of the official cadastre for Saint Laurent Ward of the town of Levis, being an emplacement situate on Saint Laurent street—circumstances and dependencies;

To be sold at the church door of the parish of Saint David de l'Auberivière, on the TWENTY-EIGHTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon; save and except lot No. 486 which will be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Levis, on the TWENTY NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office.

Deputy Sheriff.

Quebec, 23rd December, 1915.

7530—52-2

[First published, 25th December, 1915].

[Secondly published, 8th January 1916].

Ventes par le Shérif—Rimouski

Sheriff's Sales—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski: } JULES A. BRIL-
No 5320. } LANT, vs DA-
ME ALICE TREMBLAY, Vve de L. P. Tur-
geon, *es-qualité* de tutrice à ses enfants mineurs.

Comme appartenant aux mineurs Turgeon, savoir:

Un terrain de forme triangulaire, contenant 111 pieds de front et 100 pieds de profondeur dans la ligne de Luma Lapointe, étant partie du lot numéro B-cinq, au cadastre officiel du premier rang du canton Causapsal; borné au nord à Luma Lapointe au sud par le chemin Matapedia à l'est, à l'ouest à Dame R. M. Blais—avec les bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Jacques le Majeur, Causapsal, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER prochain, 1916, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Rimouski, 15 décembre 1915.

7315—51-2

[Première publication, 18 décembre 1915].

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski: } JULES A. BRIL-
No. 5320. } LANT, vs DA-
ME ALICE TREMBLAY, widow of L. P. Tur-
geon, *es- ual.*, of tutrix to her minor children.

As belonging to minors Turgeon, to wit:

That certain parcel of land of triangular outline, containing 111 feet in front and 100 feet in depth in the line of Luma Lapointe, being part of lot number B-five, on the official cadastre of the first range of Causapsal township; bounded on the north by Luma Lapointe, on the south by Matapedia road, on the east and west by Dame R. M. Blais,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Jacques le Majeur, Causapsal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Rimouski, 15th December, 1915.

7316—51-2

[First published, 18th December, 1915].

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } JOSEPH WIL-
No 220. } FRED TE-
TREAULT; Demandeur, contre PHILIPPE TE-
TREAULT, Défendeur.

Un emplacement sis et situé sur le rang Saint-Patrice, au village de Saint-Liboire, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Liboire, sous le numéro deux cent quatre vingt douze (292)—avec maison et boutique érigées sur le dit terrain, ainsi que tous les outils, machines, établis et accessoires servant à l'exploitation de la dite boutique, à distraire cependant du dit emplacement le terrain de Arcadius Valières, tel que décrit dans l'acte de vente à ce dernier, enregistré au bureau de Bagot sous le No 32648 du Registre B.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1916) à DIX heures de l'ayant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif. Shérif.
Saint-Hyacinthe, 13 décembre 1915. 7271-51-2
[Première publication, 18 décembre 1915].

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } JOSEPH WIL-
No. 220. } FRED TE-
TREAULT, Plaintiff; against PHILIPPE TE-
TREAULT, Defendant.

An emplacement situate on the Saint Patrick range, in the village of Saint Liboire, known and designated on the official cadastre of the parish of Saint Liboire, under number two hundred and ninety two (292)—with a house and shop thereon erected, with all the tools, machines, joiner's benches and accessories thereon used for said shop; to witdraw from said emplacement the piece of land of Arcadius Valières, as described in the deed of sale to said Valières, duly registered in the registry office of Bagot, under No. 32648 of the registre B.

To be sold in the parochial church door of the parish of Saint Liboire, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office. Sheriff.
Saint Hyacinth, 13th December, 1915.

7272-51-2

[First published, 18th December, 1915].

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Sainte-Scholastique: } DAME CORA MOO-
No 639. } DY, ET VIR, De-
manderesse; vs HEBERT LEGRIS ET AL; Dé-
fendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, savoir:

1. Une terre à bois située en la paroisse de Terrebonne, dans le comte et district de Terrebonne, connue et désignée au cadastre hypothécaire de la dite paroisse, sous le numéro cent soixante un (No 161).

2. Une terre à bois située au même lieu, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire, sous le numero cent soixante deux (No 162).

Pour être vendues à la porte de l'église catholique, en la ville de Terrebonne, dit district de Terrebonne, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain 1916, à TROIS heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif. Shérif.
Sainte-Scholastique, 14 décembre 1915.

7243-51-2

[Première publication, 18 décembre 1915].

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Sainte Scholastique: } DAME CORA MOO-
No. 639. } DY ET VIR, Plain-
tiffs; vs HEBERT LEGRIS ET AL; Defendants.

As belonging to said defendants, to wit:

1. A timber land situate in the parish of Terrebonne, in the county and district of Terrebonne, known and designated on the hypothecary cadastre of said parish, under number one hundred and sixty one (161).

2. A timber land situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of aforesaid hypothecary cadastre, under number one hundred and sixty two (No. 162).

To be sold at the Catholic church door, in the town of Terrebonne, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, 1916, at THREE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office. Sheriff.
Sainte Scholastique, 14th December, 1915.

7244-51-2

[First published, 18th December, 1915].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

Sheriff's Sales—Three Rivers

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DAME ANNA
No 335. } OUELLET ET
VIR, Demanderesse; vs JOSEPH CAPOUN,
Défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } DAME ANNA OUEL-
No. 335. } LET ET VIR, Plain-
tiff; vs JOSEPH CAPOUN, Defendant.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Une maison de vingt-six pieds par vingt-huit
pieds, d'un étage et demi, situé à l'endroit appelé
Fitzpatrick, où le cadastre n'est pas encore en
force, sur la ligne du chemin de fer du Transcon-
tinentale, à une distance d'environ deux cent pieds
de la station du dit chemin de fer, du côté nord
de la voie ferrée, sujette, la dite maison, à être
enlevée par l'acquéreur dans l'espace de deux
mois à compter du jour de la vente, du fonds
appartenant au gouvernement canadien.

As belonging to said defendant, to wit:

A house of twenty six feet by twenty eight
feet, one story and a half high, situate at the place
called Fitzpatrick, where the cadastre is not yet
in force, on the line of the Transcontinental
Railway, at a distance of about two hundred feet
from the station of said railway, north side of
railway line, subject, said house, to be removed
away by the purchaser within two months from
date of sale of the land, whereon said house is
situated, by the Canadian Government.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement
du comté de Champlain, en la paroisse de Sainte-
Geneviève de Batiscau, le NEUVIEME jour
de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

To be sold at the Registry Office, of the county
of Champlain, in the parish of Sainte Geneviève
de Batiscau, on the NINTH day of FEBRUARY
next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 27 décembre 1915. 67—1-2
[Première publication, 8 janvier 1916.]

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 27th December, 1915. 68—1-2
[First published, 8th January, 1916.]

Nomination

Appointment

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-
GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement
du Conseil exécutif de faire la nomination sui-
vante:

Québec, 29 décembre 1915.
M. Léon Gélinas, comptable, de la cité de
Montréal, juge de paix, pour le district de
Montréal. 83

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR
has been pleased by and with the advice and con-
sent of the Executive Council to make the
following appointment, viz:

Québec, 29th December, 1915.
Léon Gélinas, accountant, of the city of
Montreal, to be justice of the peace, for the dis-
trict of Montreal. 84

Avis du Gouvernement

Government Notices

The Jewell Realty Company, Limited.

The Jewell Realty Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi
des compagnies de Québec, il a été accordé par
le lieutenant-gouverneur de la province de Qué-
bec, des lettres patentes en date du vingt-huit
décembre 1915, constituant en corporation MM.
Jacob Yale Fortier, Abraham Wilfrid Muhlstock,
avocats, Jean Charles Duhamel, comptable,
Florence Varney et Anna Baumel, sténographes,
de Montréal, pour les fins suivantes:

Public notice is hereby given that, under the
Quebec Companies' Act, letters patent have been
issued by the Lieutenant Governor of the pro-
vince of Quebec, bearing date the twenty eight
day of December, 1915, incorporating Messrs.
Jacob Yale Fortier, Abraham Wilfrid Muhlstock,
advocates, Jean Charles Duhamel, accountant,
Florence Varney and Anna Baumel, stenogra-
phers, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'agents financiers et d'im-
meubles, être agents pour l'achat, la vente, le
louage, l'exploitation et l'administration des
biens immeubles, charger une commission pour
ses services;

To carry on business of real estate and financial
agents and act as agents for the purpose of
buying, selling, leasing, managing and adminis-
tering immoveable property and to charge com-
mission for its service;

Acheter, louer ou autrement acquérir, et possé-
der des biens-fonds, les vendre, les louer, les
transporter, échanger, en disposer ou autrement
les aliéner en tout ou en partie; les développer,
les améliorer, diviser ces biens-fonds en lots à
bâtir, y tracer des rues, ruelles, squares ou autres

To purchase, lease or otherwise acquire, and to
own real estate, to sell, lease convey, exchange,
dispose of or otherwise deal with such real estate
or any portion thereof, and to develop, improve
and lay out any such property in building lots,
streets, lanes, squares or otherwise; to farm any

choses; les cultiver et vendre et disposer des produits;

Construire, bâtir, réparer, altérer et aménager les édifices et autres structures, et faire commerce de tout accessoire de la construction;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque conjoint, la concession réciproque ou autrement avec aucun gouvernement, pouvoir municipal ou local, ou avec aucune personne, société, compagnie, exerçant, engagée ou sur le point de s'engager dans aucun commerce ou genre d'affaires susceptibles d'être exercés au bénéfice direct ou indirect de la présente corporation, garantir l'exécution de leurs contrats avec ou sans cautionnement, avancer des argents ou autrement aider ces personnes, société ou compagnie exerçant, engagée ou sur le point de s'engager dans aucun commerce ou genre d'affaires susceptibles d'être conduits au bénéfice direct ou indirect de la présente compagnie, garantir l'exécution de leurs contrats, avec ou sans cautionnement, avancer des deniers ou autrement assister ces personnes, société ou compagnie qui entreprendront de construire ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la corporation est intéressée, et généralement ces personnes, sociétés ou corporations, suivant les termes et conditions jugés avantageux;

Prendre et détenir des mortgages, des hypothèques, biens ou obligations pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou aucune somme d'argent à elle due par les acheteurs, ou qu'elle aurait avancée à ces acheteurs et à d'autres pour fins de constructions et d'améliorations;

Acquérir par achat, louage ou autrement, prendre charge de la totalité ou d'aucune partie des commerces, franchises, droits réels ou obligations d'aucune personne, société ou compagnie exerçant le commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des biens qui conviennent à ses fins;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer des actions, du capital, des débentures ou valeurs d'aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit au bénéfice direct ou indirect de la présente compagnie;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et de l'entreprise de la compagnie pour les considérations, termes et conditions qu'elle jugera convenables, et accepter du numéraire, des parts, obligations, débentures, valeurs ou du capital d'aucune autre corporation en paiement total ou partiel d'icelles;

Placer et disposer des argents non utilisés de la compagnie sur des valeurs et de la manière qui seront déterminées de temps à autre;

S'amalgamer avec aucune personne, société, ou corporation exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable dans ses objets à celui de la présente, aux termes et conditions estimés avantageux;

Distribuer à ses actionnaires de temps à autre du numéraire, des parts, obligations, débentures, valeurs ou autres biens appartenant à la compagnie;

Faire toutes autres choses se rapportant ou conduisant à la réalisation des objets précités;

Rédiger, faire, accepter, endosser et payer des billets promissaires, lettres de change, connaissements et autres effets négociables et transportables;

Payer des commissions à aucune personne, société ou compagnie pour leurs souscriptions

such real estate and to sell and dispose of the products thereof;

To construct, build, repair, alter and equip buildings and other structures, and to deal in any building requisites;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any government, municipal or local authorities, or with any person, firm, or company, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee contracts of either with or without security, and to lend monies to or otherwise assist any such person, firm, or company, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee contracts of either with or without security, and to lend monies to or otherwise assist any such person, firm or company, or any person, firm, or company, undertaking to build on or improve any property in which the company is interested, and generally to such person, firms, or companies, and upon such terms and conditions as the company may think fit;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens, or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchises, property rights, or liabilities of any person, firm or company, carrying on business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company having objects, similar in whole or in part to those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To sell, lease, or otherwise dispose of the whole of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock, or securities of any other company in payment or part payment therefor;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To amalgamate with any individual firm, or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To distribute among the shareholders of the company from time to time any species, shares, bonds, debentures, securities and other property belonging to the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To draw, make, accept, endorse, and execute promissory notes, bills of exchange, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To pay commissions to any person, firm or company in consideration of his or their procuring

absolues ou conditionnelles, ou leurs promesses de faire souscrire aucune part de la présente corporation, ou dans aucune compagnie ci-haut mentionnée;

Aucun pouvoir accordé dans les paragraphes des présentes ne sera limité par référence à aucun autre paragraphe ou par inférence d'icelui; sous le nom de "The Jewell Realty Company, Limited", avec un fonds social de quatre-vingt dix neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huit décembre 1915.

C. J. SIMARD,

31-1-2

Sous-secrétaire de la province.

Administration, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1915, constituant en corporation MM. Victor Cusson, avocat, Lucien Dansereau et Arthur Contant, comptables, Emery Hebert, contre-maître, Joseph Elzéar Bourque, agent, de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les opérations générales d'une agence financière et de courtage et en particulier agir en qualité d'agents et courtiers pour prêter, payer, transmettre et recouvrer des deniers, pour vendre, transférer et enregistrer des obligations, actions et autres valeurs, pour acheter, vendre, échanger, louer, embellir, développer et administrer toute propriété, industrie et entreprise, et pour régir, contrôler ou diriger des syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations;

Acquérir, détenir, posséder, vendre et transférer, échanger, ou autrement disposer de toute propriété mobilière et immobilière, y compris les obligations, stocks et autres valeurs de tous gouvernements, corporations municipales ou scolaires, et de banque et autres compagnies dûment constituées, et utiliser, détenir et améliorer des terrains, tenements, héritages immeubles et intérêts en telles propriétés;

Développer, améliorer et diviser toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement et sur cette propriété faire, construire, ériger et entretenir des chemins, ponts et autres communications intérieures, maison moulins, fabriques et autres batiments nécessaires ou propres à l'occupation ou l'amélioration de toute telle propriété;

Faire des avances d'argent sous forme de prêts pour la construction ou les améliorations aux acquéreurs ou locataires de n'importe quelle partie des terrains de la compagnie et aider par le moyen d'avances ou autrement à la construction ou l'entretien de routes, rues, aqueducs, égouts, travaux et autres améliorations de nature à faciliter l'accès aux propriétés de la compagnie ou en accroître la valeur;

Payer pour toute propriété, droits ou choses acquises par la compagnie ou pour services rendus à la compagnie en actions acquittées du capital social de la compagnie;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tous deniers dus à la compagnie par les acquéreurs ou avancés par la compagnie aux acquéreurs ou pour des fins de constructions ou autres embellissements;

Promouvoir, organiser, régir et développer toute corporation ou compagnie exerçant une

or agreeing to procure subscriptions whether absolute or conditional for any shares in this company, or in any such company aforesaid;

Any power granted in paragraphs hereof shall not be limited by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "The Jewell Realty Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

32-1-2

Deputy Provincial Secretary

Administration, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1915, incorporating Messrs. Victor Cusson, advocate, Lucien Dansereau and Arthur Contant, accountants, Emery Hebert, foreman, Joseph Elzéar Bourque, agent, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of financial agents and brokers and in particular to act as agents and brokers for the loan, payment, transfer and collection of monies, sale, transfer and registration of bonds, shares and other securities, the purchase, sale, exchange, lease, embellishment, development and management of property, business and undertaking, and the administering, control or direction of syndicates, societies, associations, companies or corporations;

To acquire, hold, own, sell and transfer, exchange or otherwise dispose of any property, moveable and immoveable, including bonds, stocks and other securities of any governments, municipal or school corporations, banks and other duly incorporated companies, and to utilize, hold and improve lands, tenements, hereditaments, immoveables and interests therein;

To develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise and upon such property to make, construct, erect and maintain roads, bridges and other means of internal communication, houses, mills, factories and other buildings necessary or suitable for the occupation or improvement of any such property;

To make advances of monies by way of loans to the purchasers or lessees for the construction or improvement of any part whatever of the lands of the company and to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers, works and other improvements calculated to render more accessible the company's property or enhance its value;

To pay for any property, rights or things acquired by the company or for services rendered to the company in paid up shares of its capital stock;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or of any monies due to the company by the purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To promote, organize, manage and develop any corporation or company carrying on any

industrie semblable ou en partie semblable à celle de la présente compagnie;

Conclure des conventions avec tous gouvernements ou autorités municipales, locales ou autres, qui seront jugés propres à atteindre les fins de la compagnie ou aucune d'elles, et obtenir de tout tel gouvernement, ou autorité, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera à propos d'obtenir, et exercer, exécuter et se conformer à tous les arrangements, droits, privilèges et concessions avec la faculté d'affecter toute partie des actions, obligations et biens de la compagnie au paiement des frais et dépenses encourus à leur sujet;

Exercer toute autre industrie, entreprise, pouvoir ou droit capable d'être convenablement exercé en rapport avec l'un quelconque des objets ci-dessus ou qui pourrait profiter directement ou indirectement à leurs objets ou en faciliter l'exécution ou les rendre profitables;

Acquérir, posséder, utiliser, développer ou autrement employer les subventions, droits, privilèges, permis et franchises reliées aux fins de la compagnie;

Aider au moyen de prêts et avances de fonds, endossements ou en garantissant ses contrats ou ses entreprises ou de toute autre manière, toute personne, maison, compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires;

Souscrire, avec ou sans garantie, et émettre ou autrement prendre, détenir, transférer, convertir le capital-actions, les actions, obligations et autres valeurs de toute autre compagnie avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires ou exerçant un commerce ou une industrie semblable ou reliée en totalité ou en partie ou toute autre affaire ou industrie capable d'être conduite en rapport avec l'industrie, les biens ou droits de la compagnie;

Conclure des conventions avec toute personne, maison ou compagnie au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération, et promouvoir, constituer, former et organiser, ou contribuer, aider ou participer à l'organisation de compagnies, syndicats ou associations dans le but d'acquérir et prendre à leur nom l'actif et le passif de la présente compagnie ou enfin de promouvoir directement ou indirectement ses objets ou pour toute autre fin que la compagnie jugera bon;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie; prendre des actions de toute telle compagnie, garantir les contrats passés par toute personne ou compagnie, et vendre, arreter ou autrement céder la propriété et l'entreprise de la compagnie ou toute partie de son entreprise, pour la compensation que la compagnie jugera suffisante, et en particulier pour les actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir toute entreprise, commerce ou industrie y compris sa clientèle, ses privilèges et biens et les payer en deniers comptants, actions ou obligations de la compagnie ou autrement;

Faire, tirer, accepter, endosser et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Émettre et répartir des actions acquittées de la compagnie en plein paiement ou en paiement partiel de toute industrie, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, licences, contrat, effets mobiliers, biens-fonds, actions, obligations ou bonis ou autres biens ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente charte;

business similar or partly similar to that of the present company;

To enter into any agreements with any governments or authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions with power to apply any part of the shares, bonds and property of the company to the payment of all costs and expenses incurred on that behalf;

To carry on any business, undertaking, power or right capable of being conveniently carried on in connection with any of the above objects or calculated, directly or indirectly, to benefit, facilitate the carrying out or render profitable the company's objects;

To acquire, own, utilize, develop or otherwise make use of the subventions, rights, privileges, licenses and franchises relating to the company's purposes;

To aid by way of loans or advances of money, endorsements, or by guaranteeing its contracts or undertakings or in any other manner, any person, firm, company or corporation with whom or which the present company may have business dealings;

To subscribe for, with or without guarantee, and to issue or otherwise take, hold, transfer, convert the capital stock, shares, bonds and other securities of any other company with which the present company may have business relations or carrying on any business or industry similar or allied in whole or in part thereto, or any other business or industry capable of being conducted in connection with the business, property or rights of the company;

To enter into any agreement with any person, firm or company, for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or cooperation, and to promote, constitute, form and organize or contribute to aid or take part in the organization of companies, syndicates or associations for the purpose of acquiring or taking over the assets and liabilities of the present company or so as to promote, directly or indirectly, its objects or for any other purposes which the company may deem proper;

To unite or amalgamate with any other company having objects similar or partly similar to those of the present company; to take shares in any such company, guarantee the contracts of any person or company, and to sell, lease or otherwise convey the property and undertaking of the company, or any part of its undertaking for such consideration as the company may think suitable, and in particular for shares, bonds or other securities of any other company;

To acquire any undertaking, business or industry including the goodwill, privileges and property and to pay for same in cash, shares or bonds of the company or otherwise;

To make, draw, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To issue and allot paid up shares of the company in full or part payment of any business, undertaking, property, right, power, privilege, lease, licenses, contract, moveables effects, real estate, shares, bonds or boni or other property or rights which the company may legally acquire in virtue of the powers granted in the present charter;

Distribuer en nature ou autrement, selon que la chose aura été décidée, tous biens de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour prendre à son nom la totalité ou une partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Exercer ou développer, améliorer, employer, vendre, échanger, louer ou autrement céder les droits et biens de la compagnie, en totalité ou en partie;

Faire tous les actes ci-dessus en qualité de principaux ou comme agents, entrepreneurs, syndics ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les choses reliées aux objets ou fins ci-dessus ou propres à les atteindre;

Les objets ou fins et pouvoirs précédemment énumérés de la compagnie seront considérés comme distincts et ne dépendront pas les uns des autres; et la compagnie pourra exercer l'un ou plus des dits pouvoirs sans égard aux autres, et aucun des articles ci-haut les concernant ne sera limité dans sa généralité ou interprété de manière à être subordonné à quelque autre article de ces objets, pouvoirs ou fins, et en cas d'équivoques, chaque article sera interprété de façon à étendre et non pas restreindre les pouvoirs de la compagnie;

Rémunérer avec l'approbation des actionnaires, toute personne, ou compagnie pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement de toute partie des actions du capital de la présente compagnie, ou le capital de toute compagnie, avec laquelle elle aurait des relations d'affaires, ou de toutes débetures ou autres valeurs de la présente compagnie ou de telle autre compagnie ou relativement à la formation de la présente compagnie ou de telle autre compagnie ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Administration Limitée", avec un fonds social de quatre vingt dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en neuf cent (900) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

57—1-2

Sous-secrétaire de la province.

To distribute in kind or otherwise, as may be agreed upon, any property of the company, among its members and in particular the shares bonds, debentures or other securities of any other company formed for the taking over of the whole or part of the assets and liabilities of the present company;

To exercise or develop, improve, use, sell, exchange, lease or otherwise assign the rights and property of the company in whole or in part;

To do all or any of the above things as principals or agents, contractors, trustees or otherwise and either alone or in conjunction with others.

To do all such other things as may be incidental or conducive to the attainment of above objects or purposes;

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other and the company may pursue or carry on one or more of such objects, powers or purposes without regard to the others of them and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed having to any other clause of such objects, powers or purposes, and in case of doubt as to meaning each clause to be interpreted so as to extend and not restrict the powers of the company;

To remunerate with the approval of the shareholders any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any part of the shares of the capital stock of the present company or of any other company or in or about the formation of the present company or of any other company or the conduct of its business, under the name of "Administration Limitée", with a capital stock of ninety thousand dollars (\$90,000.00) divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

58—1-2

Assistant Provincial Secretary.

Public Utility Construction Company, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1915 constituant en corporation MM. Henri G. Vaillant, agent de publicité, J. Félix Hébert, concierge, J. Armène Smith, commis, Henri Turcotte et Marius Caya, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches et agir comme négociants d'immeubles, courtiers et agents, et acquérir par achat, location, échange ou autrement, et posséder, utiliser, détenir, vendre, louer, donner en échange ou en disposer autrement et négocier des terrains, maisons, immeubles et propriétés immobilières de toutes descriptions et tous intérêts et droits attachés ou ayant rapport avec les mêmes;

Développer, exposer, améliorer et négocier de toutes autres façons ces propres ou autres propriétés immobilières, y compris les divisions des mêmes, comprenant constructions, rues, squares, ruelles, ou autres choses, et sur telles propriétés, faire construire, bâtir et maintenir, rues, ponts, et

Public Utility Construction Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1915, incorporating Messrs. Henri G. Vaillant, advertising agent, J. Felix Hebert, janitor, J. Armène Smith, clerk, Henri Turcotte and Marius Caya, clerks, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate business in all branches thereof and to act as real estate dealers, brokers and agents, to acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to own, utilize, hold, sell, lease, give in exchange or otherwise dispose of and deal in lands, houses, immovables and real property of every description and all interests therein or rights thereto;

To develop, lay out, improve and in any other way deal with its own or other immoveable property, including the subdivisions of same, constructions, streets, squares, lanes and other improvements, and upon such properties to make, construct, build and maintain streets, bridges and

autres moyens de communication, égouts, canalisations, travaux d'eau, maisons, moulins, manufactures et toutes autres constructions nécessaires et d'utilités publiques, ou faciliter l'occupation, l'usage ou l'amélioration de telles propriétés;

Prendre et détenir des engagements, hypothèques, garanties et charges pour assurer le paiement du prix d'achat de toutes propriétés vendues par la compagnie ou de l'argent dû à la compagnie par les acheteurs ou toute autre personne, ou avancé par la compagnie à des acheteurs ou toute autre personne;

Acquérir par achat, location, concession, licence, échange ou autre titre légal ou entreprendre, aliéner, disposer de ou négocier autrement, seul ou conjointement avec d'autres et comme principaux intéressés, agents, entrepreneurs ou autrement, la totalité ou toute partie de l'affaire, propriété, actif, billets, droits et engagements, de toute personne ou corporation, négociant ou intéressé dans toute affaire ou entreprise similaire à celle que cette compagnie est autorisée à négocier ou possédant ou intéressés dans des propriétés ou droits relatifs au but de cette compagnie, et acheter ou acquérir une partie de toutes les actions, débetures ou autres valeurs de toutes telles corporations et payer pour tous droits, actions et choses acquises ou obtenues en délivrant des actions du stock de la compagnie libérées et non taxables, ou en employant toute partie de ces obligations, débetures ou actif à ce propos ou pour dépenses nécessaires pour cela;

Faire tout commerce, fabrication ou autre, pouvant paraître susceptible à la compagnie de lui être profitable ou d'être en rapport ou la valeur ou rendre utilisables tous droits ou propriétés de la compagnie être jugé comme pouvant rehausser;

Demander, acheter ou obtenir autrement ou utiliser, exploiter, développer, accorder ou en disposer différemment ou négocier toutes patentes, marques de fabrique, droits, privilèges, licences, baux, occasions, et choses semblables paraissant susceptibles d'être utilisées aux avantages des buts de la compagnie ou dont l'acquisition peut sembler profitable à la compagnie, et payer les mêmes en obligations, débetures ou autres valeurs, ou actif de la compagnie, ou par l'émission d'actions libérées et non appelables du stock de la compagnie;

Payer pour toute propriété, droits ou choses désirées ou utiles à la compagnie ou pour services rendus à la compagnie après son incorporation ou au préalable en vue de son incorporation et organisation ou autrement, en obligations, débetures, ou autres valeurs ou actif de la compagnie, ou par émission d'actions libérées et non appelables de son capital-actions soumise à l'approbation à ce sujet des actionnaires de la compagnie;

Utiliser tous fonds ou actifs de la compagnie pour l'achat ou l'obtention ou la jouissance ou autrement (ou payer en obligation, débetures, ou autres valeurs de la compagnie ou par l'émission de ses actions libérées et non appelables) les actions, obligations ou autres valeurs ou actif de toute autre corporation exploitant une affaire similaire à celle de la compagnie et pour les mobiles de former, de promouvoir et de contribuer, d'encourager des subsides ou d'aider autrement toute personne, maisons de commerce, corporations, syndicats ou associations, ayant des vues semblables à celles de cette compagnie et cependant détenir ou jouir de toutes actions, obligations, valeurs ou autres droits et utiliser tous les droits et pouvoirs de propriétaires y attachés;

Faire des avances au moyen de prêts aux clients ou autres ayant des affaires avec la compagnie sur telle garantie et prendre et obtenir telle garantie pouvant de temps en temps sembler utile et

other means of communication, sewers, canals, waterworks, houses, mills, factories and all other constructions necessary and of public utility, or to facilitate the occupation, use or improvement of such properties;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the purchase price of any property sold by the company or of monies due the company by the purchasers or any other person or advanced by the company to purchasers or others;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or any other legal title, or to take over, alienate, dispose of or otherwise deal in, alone or jointly with others and as principals, agents, contractors or otherwise, the whole or any part of the business, property, assets, notes, rights and obligations of any person, or corporation carrying on or engaged in any business or undertaking similar to that which this company is authorized to carry on, or possessed of or interested in any property or rights incidental to the purposes of this company, and to purchase, or acquire a part of the shares, debentures or other securities of any such corporations and to pay for such rights, shares and things acquired or obtained with paid up and non assessable shares of the capital stock of the company, or by using any part of such bonds, debentures or assets for such purpose or for necessary expenses incurred in connection therewith;

To carry on business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being advantageously carried on in connection with its business or calculated to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To apply for, purchase or otherwise acquire or utilize, exploit, develop, grant, or otherwise dispose of and deal in patents, trade marks, rights, privileges, licenses, leases, concessions, and the like which may seem capable of being advantageously utilized for the company's purposes, or the acquisition of which may benefit the company and to pay for same in bonds, debentures or other securities or assets of the company, or by the issue of paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company;

To pay for any property, rights or things suitable for or useful to the company or for services rendered to the company either prior to or after its incorporation and organization or otherwise, in bonds, debentures or other securities or assets of the company or by the issue of paid up and non assessable shares of its capital stock after due approval by the shareholders of the company;

To use any of the funds or assets of the company for the purchase or acquisition or enjoyment otherwise of (or to pay for by any bonds, debentures, or other securities of the company or by the issue of its shares of capital stock as fully paid up and non assessable the shares, bonds or other securities or assets of any other corporation, carrying on a business similar to that of this company and for the purpose of forming, promoting and contributing, subsidizing or otherwise assisting any persons, firms, corporations, syndicates and associations having objects similar to those of this company and while holding or enjoying any shares, bonds, securities or other rights to exercise all the rights and powers of ownership thereto;

To make advances by way of loans to clients or others having business dealings with the company on such security and to take and secure such other security as may from time to time

garantir l'accomplissement de tout engagement ou entreprise de toute autre compagnie ou personne ayant des affaires avec la compagnie, à des termes qui seront définies;

Placer, négocier tous fonds ou actif non requis immédiatement pour les besoins de la compagnie, de temps en temps, comme il semblera utile et placer de l'argent dans l'immeuble au compte de toute autre compagnie, ou personne ou garantir la valeur de tels placements;

Entrer en relations avec toute autorité ou gouvernement municipal, local ou autre, pouvant paraître avantageuses pour les besoins de la compagnie ou une partie d'iceux, et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges, concessions, subsides, ou autres avantages pouvant paraître bons à obtenir et exploiter ou utiliser et compléter avec tels arrangements, droits et bénéfices;

Fusionner ou entrer en association ou faire des conditions pour partager les bénéfices ou intérêts ou autres choses avec toute personne ou corporation engagées ou intéressées dans toute affaire similaire ou utilisable en acheter ou en acquérir autrement et garantir le paiement de toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toutes telles corporations ou de tout dividende ou intérêt d'icelles et vendre ou re-émettre, avec ou sans garantie ou négocier autrement les mêmes;

Vendre, louer, ou en disposer autrement ou négocier la totalité ou toute partie des entreprises de la compagnie et de son actif et engagement pour telles considérations pouvant sembler utiles à la compagnie, y compris actions, débetures et autres valeurs de toute autre corporation ayant des buts en totalité ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et distribuer parmi ses actionnaires tout argent, valeurs, ou autres compensations ainsi reçus;

Distribuer en argent comptant ou espèces à ses actionnaires tout actif de la compagnie;

Faire toute autre chose pouvant incidemment ou indirectement se rattacher au but de la compagnie ou à leur réalisation;

Faire toutes les choses ci-dessus comme principaux intéressés, agents, entrepreneurs, dépositaires ou autrement et par l'intermédiaire de dépositaires ou agents ou autrement, seuls ou conjointement avec d'autres;

Les pouvoirs accordés par chaque paragraphe ne peuvent d'aucune façon être limités ou amoindris par référence ou inférence de tout autre paragraphe, sous le nom de "Public Utility Construction Company, Limited", avec un fonds social de deux cent soixante et quinze mille piastres (\$275,000.00), divisé en deux mille sept cent cinquante (2750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre 1915.

C. J. SIMARD,

39-1-2

Sous-secrétaire de la province.

appear suitable, and to guarantee the execution of any contract or undertaking by any other company or persons having dealings with the company upon such terms as may be determined;

To invest and deal with the funds or assets of the company not immediately required as may from time to time appear suitable and to invest monies in real estate for any other company or person or to guarantee such investments;

To enter into any arrangements with any authority or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority all rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To unite or enter into partnership or make any agreements for the sharing of profits, or interests or otherwise with any person or corporation carrying on or engaged in any similar business, to purchase or otherwise acquire and guarantee the payment of any shares, bonds, debentures or other securities of any such corporations or any dividends or interests thereon and to sell or re-issue with or without warranty or otherwise deal with the same;

To sell, lease or otherwise dispose or deal with the whole or any part of the undertakings of the company and its assets and liabilities for such considerations as may appear suitable to the company, including shares, debentures or other securities of any other corporation having objects altogether or partly similar to those of the company and to distribute among its shareholders any cash, securities or other considerations thus received;

To distribute in cash or specie to its shareholders any assets of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the company's objects;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

The powers granted in any paragraph herein to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Public Utility Construction Company, Limited", with a capital stock of two hundred and seventy five thousand dollars (\$275,000.00), divided into two thousand seven hundred and fifty (2750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principals place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1915.

C. J. SIMARD,

40-1-2

Assistant Provincial Secretary.

Québec, 5 janvier 1916.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 29 décembre 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Séraphine, dans le comté d'Arthabaska, les lots Nos 1062, 1063, 1066, 1067, 1070 et 1071 du cadastre du canton de Warwick, et de les annexer à celle de Sainte-Clotilde de Horton, même comté.

85

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by order in council bearing date the 29th December, 1915, to detach from the school municipality of Sainte Seraphine, in the county of Arthabaska, the lots Nos. 1062, 1063, 1066, 1067, 1070 and 1071 of the cadastre of Warwick township and to annex said lots to the school municipality of Sainte Clotilde de Horton, same county.

86

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Saint Patrick's Total Abstinence Mutual Benefit Society of Montreal", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuel dans le but, au moyen de contributions de la part des membres, de pourvoir aux bénéfices funéraires à la mort des membres tel que mentionnée dans la déclaration qui a précédé à l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatrième jour de janvier 1916.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

109-1-2

NOTICE.

Notice is hereby given that The Saint Patrick's Total Abstinence Mutual Benefit Society of Montreal, of Montreal, P. Q., has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of providing, by means of contributions from its members, funeral benefits on the death of members, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council.

Given pursuant to article 6950 R. S. Q., 1909, this fourth day of January, 1916.

For the Treasurer of the province of Quebec,
WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

110-1-2

Demandes à la Législature

La ville de Roberval s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session afin d'obtenir certains amendements à sa charte accordée par lettres-patentes en date du 15 juin 1914 et publiée à la page 1575 de la *Gazette officielle de Québec*, dans le but d'avoir les pouvoirs additionnels suivants et pour d'autres fins:

a. Etre autorisée à acquérir le système entier d'éclairage ainsi que tous les droits, privilèges et propriétés de la compagnie d'électricité de Roberval tant dans la ville qu'en dehors au prix de \$56,000.00 et à cette fin emprunter cette somme sur résolution du conseil;

b. Modifier le cens électoral, le mode d'élection, le taux d'intérêt, le pouvoir d'emprunt, la réglementation de l'aqueduc et la publication des avis publics et des règlements;

c. Avoir le droit d'expropriation pour aqueduc et système électrique tant dans la ville qu'en dehors;

d. Changer le mode de taxation du commerce, des professions, métiers ou autres sources de profits ou d'existence.

ARMAND BOILY,

Procureur de la ville de Roberval.

Roberval, ce 4 janvier 1916.

53-1-4

Application to the Legislature

The town of Roberval will apply to the provincial Legislature of Quebec, at its next session, so to obtain few amendments to its charter given by Patents-Letters on the day of 15th June, 1914 and printed at the page 1575 of the *Official Gazette of Quebec*, for the purpose to obtain the following additional powers and for those not mentioned:

a. To be authorized to obtain and possess the whole lighting system and also the rights, privileges and properties of the said Electric Company of Roberval in the city and outside at the price of \$56,000.00 and for that purpose to borrow this sum of money by resolution of the council;

b. To modify the electoral census, the election way, the interest cost, the power to borrow, the aqueduc regulation and the publication of the public notices and rules;

c. To have the right of expropriation for aqueduc and electric system in the system and outside;

d. To modify the way of trading taxation, professions, trade or any others forms of profits.

ARMAND BOILY,

Attorney for the town of Roberval.

Roberval, 4th January, 1916.

54-1-4

Avis est par les présentes donné que le Curé et les Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe, dans le district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'incorporation d'une compagnie connue sous le nom de Cimetière de l'Est de Montréal, au capital de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en parts-actions de cinq cents piastres (\$500.00) chacune, ayant le pouvoir et les prérogatives des compagnies à fonds social constituées sous la loi de la province de Québec, et en particulier le pouvoir d'acquérir, posséder, administrer, échanger des terres, et spécialement l'immeuble connu comme portant le No 42 du cadastre de la Longue-Pointe, en tout ou en partie, pour les fins de la construction d'un cimetière devant servir aux paroisses catholiques, communautés religieuses, à la Corporation Episcopale Catholique Romaine, du diocèse de Montréal, ou toutes associations catholiques incorporées civilement et ayant son siège d'affaires dans les limites de l'Isle de Montréal. Ils demanderont aussi que pouvoir soit

Notice is hereby given that the Curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint François d'Assise, de la Longue-Pointe, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of a company under the name of "Cimetière de l'Est de Montréal", with a capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into shares of five hundred dollars (\$500.00) each, with the powers and rights of companies incorporated under the Quebec Companies' Act and especially the power to acquire, own, manage, exchange lands and particularly the immovable known under No. 42 of the cadastre of La Longue-Pointe, in whole or in part, for the construction of a cemetery to the used by the Roman Catholic parishes, religious communities of the diocese of Montreal, or any catholic associations civilly incorporated and having their chief places of business within the limits of the Islands of Montreal. They will also ask that the Fabriques of the catholic parishes already erected or which may hereafter be erected on the Island of Mon-

donné à toutes les fabriques des paroisses catholiques existant déjà ou à être créées dans l'Isle de Montréal, ainsi qu'aux communautés religieuses et toutes associations catholiques incorporées civilement, ainsi qu'à la Corporation Episcopale Catholique Romaine du diocèse de Montréal, d'acquiescer des parts ou actions dans le capital social de la corporation connue sous le nom de Cimetière de l'Est de Montréal.

SAINT-JACQUES, FILION & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 3 janvier 1916. 87—1-4

Avis public est par les présentes donné par Joseph Adolphe Chauret et Henri Routhier, cultivateurs de la paroisse de Sainte-Rose de Lima, dans le canton de Templeton, comté de Wright, qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi annexant pour les fins municipales et scolaire à la paroisse de l'Ange-Gardien dans le canton de Buckingham dans le comté de Labelle, les lots suivants: 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 3c, 3d, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f, 4g, 4h, 4i, 4j, du rang 2; 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, du rang 3; 1, 2, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 5, 6, du rang 4; 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 2c, 3a, 3b, 4a, 4b, 5a, 5b, 6, 7a, 7b, du rang 5; 1a, 1b, 1c, 1d, du rang 6, de la paroisse de Sainte-Rose de Lima du canton de Templeton, dans le comté de Wright, et pour autres fins.

Sainte-Rose de Lima, canton de Templeton, comté de Wright, 4 janvier 1916.

JOSEPH ADOLPHE CHAURET,
89—1-4 HENRI ROUTHIER.

treal, the religious communities and all catholic association civilly incorporated and also the Roman Catholic Episcopal Corporation of the Diocese of Montreal, be empowered to acquire shares or stock in the capital stock of the corporation known under the name of "Cimetière de l'Est de Montréal".

SAINT JACQUES, FILION & LAMOTHE,
Attorneys for Petitioners.
Montreal, 3rd January, 1916. 88—1-4

Public notice is hereby given by Joseph Adolphe Chauret, and Henri Routhier, farmer of the parish of Sainte Rose de Lima, in the township of Templeton, county of Wright, that a demand will be made at the Legislative of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law annexing to the parish of L'Ange-Gardien, in the township of Buckingham, in the county of Labelle, for municipal and school purposes, the following lots to wit: 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 3c, 3d, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f, 4g, 4h, 4i, 4j, of range 2; 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 3a, 3b, 4a, 4b, 4c, of range 3; 1, 2, 3a, 3b, 3c, 4a, 4b, 5, 6, of range 4; 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 2c, 3a, 3b, 4a, 4b, 5a, 5b, 6, 7a, 7b, of range 5; 1a, 1b, 1c, 1d, of range 6 of the parish of Sainte Rose de Lima, in the township of Templeton in the county of Wright, and for other purposes.

Sainte Rose de Lima, township of Templeton, county of Wright, 4th January, 1916.

JOSEPH ADOLPHE CHAURET,
90—1-4 HENRI ROUTHIER.

Avis Divers

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 500. Maria B. Maisonneuve, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Oscar Brousseau, architecte, du même lieu, a intenté ce jour une action en séparation de biens contre son époux.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 30 décembre 1915. 33—1-2

Cour supérieure. No 1047. Province de Québec. District de Montréal. Dame Lætitia Boucher, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Louis Auguste Joubert, tailleur du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Louis Auguste Joubert, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 7e jour d'octobre, 1915.

MCAVOY & BEAUDRY,
Procureurs de la demanderesse.
63—1-5

Cour supérieure. No 1186. Province de Québec. District de Montréal. Dame Bessie Slabodsky, épouse commune en biens de Jacob Nathan Fraid, ci-devant restaurateur, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Jacob Nathan Fraid, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur aux présentes, le 29 décembre 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,
KEARNEY & LAFONTAINE,
Procureurs de la demanderesse
99—1-5

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 500. Maria B. Maisonneuve, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Oscar Brousseau, architect, of the same place, has taken, this day, an action in separation of property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th December, 1915. 34—1-2

Superior Court. No. 1047. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Lætitia Boucher, of the city of Montreal, wife common as to property of Louis Auguste Joubert, tailor of the same place duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Louis Auguste Joubert, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the 7th day of October, 1915.

MCAVOY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
64—1-5

Superior Court. No. 1186. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Bessie Slabodsky, wife common as to property of Jacob Nathan Fraid, formerly restaurant keeper of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Jacob Nathan Fraid, of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant herein on the 29th of December, 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,
KEARNEY & LAFONTAINE,
Attorneys for plaintiff.
100—1-5

Cour supérieure. No 5. Province de Québec. District de Montréal. Dame Rachel Plashinsky, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Goldberg, du même endroit, la dite Dame Rachel Plashinsky, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes en vertu d'un jugement rendu par la Cour supérieure, le 4 janvier 1916, Demanderesse; vs Louis Goldberg, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a ce jour été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

WEINFELD & LEDIEU,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 4 janvier 1916. 97—1—5

Superior Court. No. 5. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Rachel Plashinsky, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Goldberg, of the same place, said Dame Rachel Plashinsky, duly authorized to *ester en justice*, for the purpose of these presents by judgment of the Superior Court rendered on the 4th day of January, 1916, Plaintiff; vs Louis Goldberg, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted against the defendant herein.

WEINFELD & LEDIEU,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 4th January, 1916. 98—1—5

Avis de Faillites

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Dominion Undertakers Limited,
En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé, et sera ouvert à contestation, jusqu'au 25ème jour de janvier.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidateur.
No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 5 janvier 1916. 61

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette.

In re Azarie Archambault, Saint-Lin,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que l'insolvable sus-nommé a fait une cession judiciaire de son actif pour le bénéfice de ses créanciers, et que Alfred Latendresse a été nommé gardien provisoire des biens du susdit.

ERNEST HEBERT,
Avocat du Requéant-cession.
Joliette, 3 janvier 1916. 65

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
No 235.

Gagnon, Lachapelle & Hébert, Montréal, Que.,
Requéants;

vs

Albert Gagnon, Martinville, Qué.,
Débiteur Insolvable.

Avis est par le présent donné que Moïse Allaire a été, ce jour, nommé gardien provisoire aux biens et effets du débiteur insolvable.

Bureau de Allaire & Leblanc, Sherbrooke, Qué.
Sherbrooke, Qué., 31 décembre 1915. 79

Cour supérieure.

District de Joliette,
No. 7381.

Georges Morrisette, commerçant, de la cité et du district de Trois-Rivières,
Demandeur;

vs

Gaspard Morrisette, commerçant, de la ville et du district de Joliette,
Défendeur.
Avis est donné que le cinquième jour de janvier

Bankrupt Notices

UNDER THE WINDING UP ACT.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Dominion Undertakers Limited,
In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared which will be open to objection until the 25th day of January, 1916.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidator.
No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 5th January, 1915. 62

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette.

In re Azarie Archambault, Saint-Lin,
Insolvent.

Notice is hereby given that the aforesaid insolvent has made a judicial assignment of its assets for the benefit of its creditors and that Alfred Latendresse has been appointed provisional guardian of the property of the aforesaid.

ERNEST HEBERT,
Attorney for Petitioner for assignment.
Joliette, 3rd January, 1916. 66

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.
No. 235.

Gagnon, Lachapelle & Hébert, Montreal, Que.,
Petitioners;

vs

Albert Gagnon, Martinville, Que.,
Insolvent Debtor.

Notice is hereby given that Moïse Allaire was, this day, appointed provisional guardian to the property and assets of said insolvent debtor.

Office of Allaire & Leblanc, Sherbrooke, Que.
Sherbrooke, Que., 31st December, 1915. 80

Superior Court.

District of Joliette,
No. 7381.

Georges Morrisette, trader, of the city and district of Three Rivers,
Plaintiff;

vs

Gaspard Morrisette, trader, of the town and district of Joliette,
Defendant.
Notice is hereby given that on the 5th of

mil neuf cent seize, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur aux biens du dit défendeur, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains, dans les trente jours de cet avis.

J. CONRAD PERRAULT,
Curateur.

Joliette, 5 janvier 1916.

91

January, 1916, by an order of the Court, the undersigned was appointed Curator to the property of the said defendant who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. CONRAD PERRAULT,
Curator.

Joliette, 5th January, 1916.

92

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Emile Joubert, Montréal,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en date du 5 janvier 1916, par un ordre de la Cour, j'ai été nommé curateur aux biens du susnommé.

Les réclamations dûment attestées doivent être produites entre mes mains sous trente jours de cette date.

J. A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureaux de Kent & Turcotte,
97 rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 6 janvier 1916.

93

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Emile Joubert, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 5th, of January, 1916, by an order of the Court, I was appointed curator to the above named estate.

Claims duly attested must be filed with me within thirty days from this date.

J. A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street, Montreal.
Montreal, 6th January, 1916.

94

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Saguenay.

Dans l'affaire de Moïse Bercovitz, Malbaie,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24 janvier 1916, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 5 janvier 1916.

95

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saguenay.

In the matter of Moïse Bercovitz, Murray Bay,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 24th January, 1916, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec 5th January, 1916.

96

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 506.

Dans l'affaire de David Ornstein, "Universal Grocery", 100 rue Sainte Catherine Ouest, Montréal, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné que par jugement de la Cour supérieure, rendu ce 28 décembre 1915, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens de l'insolvable susdit.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau dans les trente jours de cette date.

J. F. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de:
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92, rue Notre-Dame Est.
Montréal, Qué., 28 décembre 1915.

105

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,

No. 506.

In the matter of David Ornstein, Universal Grocery, 100 Sainte Catherine street West, Montreal, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, rendered this 28th day of December, 1915, the undersigned have been appointed curators to the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of:
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92, Notre Dame street East,
Montreal, Que., 28th December, 1915.

106

District Saint-François.

In re Elzéar Després, Fontainebleau, Qué.,
Failli.

Avis est par les présentes donné, que nous avons été, ce jour, par un ordre de la cour, nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli.

District Saint Francis.

In re Elzéar Després, Fontainebleau, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that we have been, this day, by an order of the Court, appointed joint curators to the assets of the said insolvents.

Les réclamations attestées devront être produites à notre bureau dans les 30 jours de cet avis.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155 rue Wellington,
Sherbrooke, Q., 5 janvier 1916.

107

Sworn claims must be filed in our office within 30 days of the present notice.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Joint Curators.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street,
Sherbrooke, Q., 5th January, 1916.

108

Avis

THE VINCENT PARK LAND COMPANY, LIMITED.

Montréal.

Avis est par le présent donné qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de "The Vincent Park Land Company, Limited", tenue au bureau-chef de la compagnie, en la cité de Montréal, le quatrième jour de janvier 1916, il a été passé une résolution à l'effet que la dite compagnie soit liquidée volontairement et dissoute sous l'autorité des articles 6120 et suivantes des Statuts refondus, de Québec, 1909, relatifs à la liquidation volontaire des compagnies à fond social.

En foi de quoi, le présent avis a été signé par le secrétaire de la compagnie et marqué de son sceau corporatif, en la dite cité de Montréal, le quatre janvier 1916.

(Signé) ALEXANDRE BURNETT,

59

Secrétaire.

Notice

THE VINCENT PARK LAND COMPANY, LIMITED.

Montreal.

Notice is hereby given that at a special general meeting of the shareholders of The Vincent Park Land Company, Limited, held at the head office of the company, in the city of Montreal, on the fourth day of January, 1916, a resolution was passed that the said company be wound up voluntarily and dissolved under the provisions of articles 6120 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909, relating to the voluntary winding up of joint stock companies.

In testimony whereof this notice has been signed by the secretary of the company and attested by its corporate seal, at the said city of Montreal, on the fourth day of January, 1916.

(Signed) ALEXANDER BURNETT,

60

Secretary

Acte de Vente.

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Beauce.

"The Ling Asbestos Company, Limited", corps politique et incorporé, ayant ses bureaux chef et principale place d'affaires à East Broughton, dans le district de Beauce, en liquidation; et John J. Griffith, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comptable, Liquidateur.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé chez le liquidateur soussigné, à son bureau, numéro 125 rue Wellington, dite cité de Sherbrooke, un certain acte de vente passé devant George E. Borlase, notaire public, le cinq janvier 1916, et portant le numéro 7548 des minutes du dit notaire, par John J. Griffith, liquidateur, de la dite "Ling Asbestos Company, Limited", en liquidation, à John B. Young, des cité et état de New-York, l'une des Etats-Unis d'Amérique, banquier, dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite, comme suit, à savoir:

"Un certain lot de terre situé dans le sixième rang du dit canton de Broughton, d'environ huit arpents de largeur par huit arpents de profondeur; borné au nord-est par le chemin du roi, au sud-ouest par le dit vendeur (Louis Beaudoin), au nord-ouest par F. H. Vachon, et du côté sud-est par Benoni Bouthillet, circonstances et dépendances, et maintenant désigné comme étant la partie nord-est du numéro treize B du dit sixième rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la division d'enrê-

Deed of Sale.

UNDER THE WINDING UP ACT. *Superior Court.*

Canada,
Province of Quebec,
District of Beauce.

The Ling Asbestos Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business at East Broughton, in the district of Beauce, In Liquidation; and John J. Griffith, of the city of Sherbrooke, in the district Saint Francis, Accountant, Liquidator.

Public notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidator, at his office, number 125 Wellington street, said city of Sherbrooke, a certain deed of sale passed before George E. Borlase, notary public, on the fifth day of January 1916, and bearing the number 7548 of the minutes of the said notary, from John J. Griffith, liquidator to said The Ling Asbestos Company Limited, In Liquidation, to John B. Young, of the city of New-York, in the state of New-York, one of the united states of America, banker, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

"A certain parcel of land situated in the sixth range of the said township of Broughton, of about eight arpents in front by eight arpents in depth; bounded to the north east by the King's highway, to the south west by the said vendor (Louis Beaudoin) on the north west by F. H. Vachon and on the south east side by Benoni Bouthillet appurtenances and dependencies, and now described as being the north east part of number thirteen B of the said sixth range on the official plan and book of reference of the cadastral registration

gistement de la dite paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Broughton, comté de Beauce, et plus particulièrement et au long décrit dans le procès-verbal dressé par F. O. A. Legendre, arpenteur provincial, le 18 février 1891, avec toutes les mines, tous les droits miniers, minéraux, minerais et autres substances économiques dessus ou dessous le sol, ainsi que les machines, usine, outillage, le roulant et les effets qui se trouvent dans ou près des lieux, bâtisses et améliorations dessus construites et érigées, et les autres appartenances et dépendances quelconques s'y rattachant, ou qui en dépendent d'aucune manière, sans aucune exception ni réserve, y compris les droits de vendeur dans et sur un entrepôt sis et situé sur la propriété de la compagnie de chemin de fer de Québec Central, et s'y rattachant.

Avis est encore donné par le présent que le certificat du registraire, tel que prescrit par la section 7553 des Statuts refondus de Québec, (1909), en rapport avec la dite propriété, a été déposé aussi chez le liquidateur soussigné, à son dit bureau, en même temps que l'acte de vente sus-mentionné.

La dite propriété a été détenue et possédée durant les trois dernières années par la dite "King Asbestos Company, Limited", en liquidation.

L'acte de vente et le certificat du registraire ont été ainsi déposés sous l'autorité en conformité des articles 7552 à 7557 inclusivement des Statuts refondus de la province de Québec (1909), et le présent avis est publié en vertu des prescriptions des dits articles et pour donner au dit acte de vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

J. J. GRIFFITH,
Liquidateur.

No 125 rue Wellington,
Sherbrooke, Qué.

Daté, 5 janvier 1916.

103—1-5

division of the said parish of Sacred Heart of Jesus of Broughton, county of Beauce, and being more particularly and at length described in the procès-verbal thereof made by F. O. A. Legendre, Provincial Land Surveyor, on the 18th February, 1891, together with all the mines, mining rights, ores, minerals and other economic substances in, under or upon the same and all machinery plant, tools, moveable articles and effects in and about the premises and the buildings and improvements thereon erected and made, and other the appurtenances and dependencies whatsoever thereunto belonging, or in any wise appertaining without any exception or reserve", including the rights of the vendor in and to a certain warehouse situated and being on the property of the Quebec Central Railway Company, and in connection therewith.

Further notice is hereby given that the Registrar's certificate, as provided by section 7553 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, in connection with said property, has also been deposited with the undersigned liquidator, at his said office at the same time as the above deed of sale.

The said property was owned and possessed for the past three years by the said The King Asbestos Company, Limited, In Liquidation.

The deed of sale and Registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of Articles 7552 to 7557 inclusive of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given in accordance with the provisions of the said articles and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

J. J. GRIFFITH,
Liquidator.

No. 125, Wellington street, Sherbrooke, Que.

Dated, this 5th January, 1916. 104—1-5

En Liquidation

Cour supérieure.

Province de Québec.

District de Terrebonne.

"The Model Land Company, Limited", corps politique et incorporé dument incorporé selon les lois du Parlement du Canada, ayant son bureau-chef en la ville de Lachute, district de Terrebonne,

En liquidation.

et

Joseph Dominique Lemay *et al*,

Requérants.

Par un jugement de la Cour supérieure du district de Terrebonne, rendu par l'honorable juge Robidoux, en date du 31 décembre 1915, les créanciers, contributeurs, actionnaires ou membres de la dite compagnie "The Model Land Company, Limited", sont convoqués au palais de justice, pour le district de Terrebonne, au village de Sainte-Scholastique, le 12 janvier courant 1916, à dix heures de l'avant-midi, pour donner leur avis pour la nomination d'un curateur définitif à la dite "Model Land Company, Limited", en liquidation.

L. L. LEGAULT,
Procureur des requérants.

Sainte-Scholastique, 3 janvier 1916.

101

In Liquidation

Superior Court.

Province of Québec,

District of Terrebonne.

The Model Land Company, Limited, a body politic and corporate, legally constituted under the laws of the Parliament of Canada, having its head office in the town of Lachute, district of Terrebonne,

In liquidation.

and

Joseph Dominique Lemay *et al*,

Petitioners.

By a judgment of the Superior Court of the district of Terrebonne, rendered by Honourable Mr. Justice Robidoux, dated 31st December, 1915, creditors, contributors, shareholders or partners of the said company The Model Land Company, Limited, are summoned in the Court House, of the district of Terrebonne, in the village of Sainte Scholastique, on the 12th of January instant, at ten o'clock in the forenoon, to express their opinion relating the appointment of the last curator to the said Model Land Company, Limited, in liquidation.

L. L. LEGAULT,
Attorney for Petitioners.

Sainte Scholastique, 3rd January, 1916.

102

Vente par Encan

Auction Sale

Cour supérieure.

Canada,
Province of Québec,
District de Québec.
No 1934.

Re H. M. Price & Co., Insolventes.

Avis est par les présentes donné que MARDI le 25 JANVIER 1916, à 11 hrs A. M., nous vendrons à l'enchère publique, au bureau de LaRue, Trudel & Picher, Edifice Dominion, Québec, les droits du failli sur les propriétés, lots de grève et à eau profonde, connus sous les noms de "Saint Lawrence Cove" et de "Glenbournie Cove" comprenant les quais, chaussées, bâtisses et autres constructions dessus érigées, et désignés aux plans et livres de cadastre comme étant les Nos 473B et 473C du quartier Lauzon de la ville de Lévis, les numéros 1-2-3-4-5 et 6 du village de Bienville, les lots 720-721-722-723-981-982 et 983 du village de Lauzon, la partie sud-est du lot 473 mesurant 2 arpents 6 perches et 6 pieds, la partie centre du même lot mesurant 103,000 pieds, et la partie nord-ouest du même lot mesurant 226,850 pieds, plus ou moins, du quartier Lauzon de la ville de Lévis, moins la partie vendue à l'Intercolonial (Enreg. No 28699).

Conditions: Argent comptant.

Les plans, titres et certificats d'enregistrement, sont déposés aux bureaux de LaRue, Trudel et Picher, où ils peuvent être examinés.

La vente se fera en bloc.

Pour autres informations, s'adresser aux curateurs.

A. F. C. ROSS
de P. S. Ross & Sons,
142 Notre-Dame-Ouest, Montréal.
EUG. TRUDEL,
de LaRue, Trudel & Picher,
126, rue Saint-Pierre, Québec.

IS. DESCHENES,
Commissaire Priseur.
Québec, 4 janvier 1916.

55-1-2

Superior Court.

Canada,
Province of Québec,
District of Québec.
No. 1934.

Re H. M. Price & Co., Insolventes.

Notice is hereby given that on TUESDAY, 25th JANUARY, 1916, at 11 o'clock A. M. will be sold at public auction at LaRue, Trudel & Picher's offices, Dominion Building, Quebec the rights of the insolvent on the properties beach lots and deep water lots known as "Saint Lawrence Cove" and "Glenbournie Cove", together with the wharves, piers and buildings and construction thereon erected and designated on the plans and at the cadastre as: lots 473B and 473C, Lauzon ward city of Lévis, lots 1-2-3-4-5 and 6 Village of Bienville, lots 720-721-722-723, 981-982 and 983 village of Lauzon, south east part of lot 473 (2 arp. 7 per. 6 ft.) Lauzon ward city of Lévis. Centre part of lot 473 (103,000 ft. Lauzon ward city of Lévis, north west part of lot 473 (226,850 ft.) Lauzon ward city of Lévis, less that part sold to the Intercolonial Railway (registered No. 28,699).

Conditions: Cash.

The plans, deeds and registrar's certificates are deposited at LaRue Trudel & Picher's offices, where that can be examined.

The sale will be made *en bloc*.

For further informations apply to the curators.

A. F. C. ROSS,
of P. S. Ross & Sons,
142 Notre Dame street West, Montreal.
EUG. TRUDEL,
of LaRue, Trudel & Picher's,
126, Saint Peter street, Quebec.

IS. DESCHENES,
Auctioneer.

Quebec, 4th January, 1916.

56-1-2

ERRATUM

A la page 3006 du No 50, 11 décembre 1915 et à la page 3034 du No 51, 18 décembre 1915.—"Règlements révisés du Parc National des Laurentides", à la place des mots "la pêche aux rets", lire la pêche désigné sous le nom de "trolling".

81

ERRATUM

On page 3006 in No. 50, 11th December, 1915 and on page 3034 of No. 51, 18th December, 1915.—"Revised Regulations of the Laurentides National Park", instead of the words, "fishing with uets" read fishing designated under the name of "trolling".

82

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "*Gazette Officielle*", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE

Les prix sont:

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "*The Official Gazette*", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSÉRÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

LES ANNONCEURS SONT PRIÉS DE MENTIONNER NOTRE NUMÉRO D'ORDRE POUR TOUTE RECLAMATION QUELCONQUE.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

6235

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

ADVERTISERS ARE KINDLY REQUESTED TO MENTION OUR DOCUMENT NUMBER IN ALL CLAIMS TO THIS OFFICE.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.

Quebec, 4th April, 1914.

6236

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 1.

Index of the Quebec Official Gazette. No. 1.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS.—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Antil vs Rainville.....	33
" Beauchesne vs Simoneau.....	33
" Boucher vs Joubert.....	73
" Boucher vs Lemieux.....	33
" Damphousse vs Griffin.....	32
" Fortin vs Fortin.....	33
" Gagné vs Tardif.....	34
" Gilbert vs Drouin.....	34
" Lagacé vs Ouellette.....	34
" Lamontagne vs Côté.....	34

ACTE DE VENTE:—

The Ling Asbestos Coy., Ltd.....	76
----------------------------------	----

ANNONCEURS, avis aux.....	78
---------------------------	----

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—

The Saint Patrick's Total Abstinence Mutual Benefit Society of Montreal.....	72
--	----

BILLS PRIVÉS, parlement fédéral, avis au sujet des.....	6
---	---

BILLS PRIVÉS, P. Q., avis au sujet des.....	
---	--

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Lipschitz vs Jacobson.....	34
" Maisonneuve vs Brousseau.....	73
" Messier vs Forget.....	32
" Plashinsky vs Goldberg.....	74
" Pomerville vs Dme Gibeau.....	33
" Racette vs Courtemanche.....	33
" Saleeba vs Sayehik.....	32
" Slabodsky vs Fraid.....	73
" St-Hilaire vs Chartrand.....	33
" St-Laurent vs Caron.....	33

SEED OF SALE:

The Ling Asbestos Coy., Ltd.....	76
----------------------------------	----

ADVERTISERS, notice to.....	78
-----------------------------	----

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—

The Saint Patrick's Total Abstinence Mutual Benefit Society of Montreal.....	72
--	----

PRIVATE BILLS, Federal Parliament, notices respecting the.....	6
--	---

PRIVATE BILLS, P. Q., notices respecting the.....	6
---	---

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS
TO THE LEGISLATURE:

Amyot, Jules.....	31
Banque Provinciale du Canada.....	19
Barnard, Joseph <i>et al.</i>	26
Berthiaume, J.-Bte <i>et al.</i>	23
Caumartin, J.-P.-Philéas.....	22
Chauret, Joseph et autres.....	73
Cie North Shore Power.....	9
Cie Three Rivers Traction.....	29
Cité de Hull—City of Hull.....	10
Cité de—City of Maisonneuve.....	13
Cité de—City of Montréal.....	12
Cité de—City of Montreal.....	15
Cité de Québec—City of Quebec.....	27
Cité de—City of Westmount.....	24
Civic Investment and Industrial Coy.....	21
Commission des Ecoles catholiques de— Catholic School Commission of Montreal	8
Compagnie de Pulpe de Chicoutimi.....	29
Corporation de Cartierville.....	9
Corporation de la cité des Trois-Rivières— Corporation of the city of Three Rivers.	12
Corporation de la ville Laval des Rapides...	9
Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de—Curate and Church- Wardens of the parish of Saint François d'Assise de la Longue Pointe.....	72
Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de la Salle—Curate and Churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Jean Baptiste de La Salle.....	19
Curé et Marguilliers de l'œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens —Curate and Churchwardens of L'œuvre and Fabrique of the parish of Saint Pierre aux-Liens.....	26
Décarie, Dme Lima.....	29
Danville Protestant Cemetery Coy.....	11
Desrosiers, Jos Alphonse <i>et al.</i>	32
Fire Insurance Brokers Association of Montreal.....	22
Gagné, Ls René.....	10
Garceau, J.-H <i>et al.</i>	16
Gaudreault, Maurice.....	10
Jobin, Elie.....	11
Labrecque, Joseph.....	14
La Cie de chemin de fer Montréal-Sud et Ouest—Montreal South and Western Railway Power Coy.....	17
La Commission des Parcs de Montréal-Nord	17

ERRATUM:—

Page 3006, No 50-51.....

EXAMEN:—Barreau:—EXAMINATION:—Bar:—

Ottawa.....	35
Bedford.....	86

FAILLIS—INSOLVENTS:—

Archambault.....	74
Ayoub.....	36
Beliveau (Dme).....	38
Bereovitz.....	75
Bourdeau.....	36
Delage.....	37
Després.....	37
Dominion Undertakers Ltd.....	75
Gagnon.....	74
Godbout.....	39
Joubert.....	39
Mineau & Bellemare.....	75

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS
TO THE LEGISLATURE:

La Corporation du village de—of Dorion..	15
L'Association d'Assurance Mutuelle des paroisses et des Maisons d'Education et de Charité de la vallée d'Ottawa.....	29
La ville de Québec-Ouest—The town of Quebec-West.....	14
Leclair, J. H. <i>et al.</i>	30
Lee, Robert Warden.....	21
Les Commissaires d'Ecoles pour la munici- palité de la ville de Maisonneuve—The School Commissioners for the municipality of Maisonneuve.....	26
L'Institut des Artisans de Montréal— Mechanics Institute of Montréal.....	12
Lord évêque de—Lord bishop of Montréal.	24
L'œuvre de la Propagation de la Foi, Québec	31
L'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Qué- bec.....	23
McAvoy, Peter <i>et al.</i>	9
Municipalité de la paroisse de Saint-Léo- nard de Port-Maurice—Municipality of the parish of Saint Leonard of Port Mau- rice.....	28
Municipalité de—Municipality of Val Morin.	7
Municipalité scolaire du village de Ville- ray—School municipality of the village of Villeray.....	15
Natural History of Montreal.....	10
Paroisse—Parish Notre-Dame-des-Neiges..	16
Royal Victoria College.....	9
Shamrock Amateur Athletic Association....	21
Shawinigan Water & Power Coy.....	24
Shulman, Benjamin.....	9
Société des Artisans Canadiens-Français...	20
St-Denis, Edmond.....	27
Sunday School Union of the Province of Quebec.....	20
The Metropolitan Columbus Association...	22
The Saint Francis Valley Railway Coy.....	8
Thorton, Alex. Walter.....	21
Trenholme, Thomas A.....	28
Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Coy.....	22
Ville de—Town of Beaconsfield.....	25
Ville de—Town of La Pointe-aux-Trembles	25
Ville de—Town of Montréal-Est-East...	24
Ville de—Town of Roberval.....	72
Ville du—Town of Sault-au-Récollet.....	17
Ville de—Town of Saint Michel.....	18
Ville de—Town of Saint Lambert.....	20

ERRATUM:—

Page 3006, No 50-51.....

EXAMEN:—Barreau:—EXAMINATION:—Bar:—

Montréal.....	35
---------------	----

FAILLIS—INSOLVENTS:—

Morissette.....	38
Morissette.....	74
O'Loughlin.....	37
Ornstein.....	75
Pollack.....	37
Regal Manufacturing Co.....	37
Smilovitz & Myers.....	36
St-Pierre & Cie.....	39
Taillefer.....	39
Thomas & Ritson.....	38
Véronneau (Dme).....	37
Viau & Fils.....	38

LETTRES PATENTES—LETTERS PATENT:—

Administration Ltée
 Credit Exchange Ltd.
 Labour Press, Ltd.
 Le Cercle Notre-Dame du Sacré-Cœur, Inc.

LETTRES PATENTES—LETTERS PATENT:—

67 LE Réveil, Ltée..... 5
 6 Public Utility Construction Coy, Ltd. 69
 2 The Insuladuct Manufacturing Coy, Ltd. 5
 4 The Jewell Realty Coy., Ltd. 65
 The Ukrainien Sales Coy, Ltd 3

LIQUIDATION:—

Ducharme, Fils, Ltée.....
 The Model Land Coy., Ltd.....

LIQUIDATION:—

The Vincent Park Land Coy., Ltd..... 76

MUNICIPALITE SCOLAIRE:—

SCHOOL MUNICIPALITY:—

Divers lots de Sainte-Séraphine à Sainte-
 Clothilde de Horton.....

71 Several lots of Sainte Séraphine to Sainte
 Clothilde de Horton..... 71

NOMINATION:—

APPOINTMENT:—

Juge de paix:—M. Léon Gélinas.....

65 Justice of the peace: Mr. Léon Gélinas. . 65

PROCLAMATION:—

PROCLAMATION:—

Convocation des Chambres pour la dépê-
 ches des affaires.....

1 Parliament convoked for the despatch of
 business..... 1

RESOLUTION:—

RESOLUTION:—

McKinnon, David *et al.*.....

39 McKinnon, David *et al.*..... 39

VENTE PAR ENCAN:—

AUCTION SALE:—

Price & Co.....

78 Price & Co..... 78

VENTE PAR LIQUIDATEUR:—

LIQUIDATORS' SALE:—

The Canadian New Invention Improvement
 Mfg., Coy., Inc., vs Quesnel.....

40 The Canadian New Invention Improvement
 Mfg., Coy., Inc., vs Téterau..... 41

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES:—SALES FOR
 MUNI IPAL TAXES:—VENTES POUR TAXES MUNICIPALES:—SALES FOR
 MUNI IPAL TAXES:—

Berthier..... 47
 Drummond 42
 Frontenac..... 46

Labelle..... 44
 Shefford..... 43

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—SHERIFFS'
 SALES:VENTES PAR LES SHÉRIFS:—SHERIFF'S
 SALES:

BEAUHARNOIS:—

BEAU ARNOIS:—

Tassé vs Thibault.....

47 Tassé vs Thibault..... 47

CHICOUTIMI:—

CHICOUTIMI:—

La Cie Industrielle de Chicoutimi vs Le-
 clerc.....

48 Simard vs Blackburn..... 48

IBERVILLE:—

IBERVILLE:—

Douglas vs Bernard.....

49 Douglas vs Bernard..... 49

JOLIETTE:—

JOLIETTE:—

Gratton vs Champagne.....

49 Gratton vs Champagne..... 49

MONTCALM:—

MONTCALM:—

Thibault vs Turgeon.....

50 Thibault vs Turgeon..... 50

MONTMAGNY:—

MONTMAGNY:—

Roy, fils vs Thibault

50 Roy, fils vs Thibault 50

MONTREAL:—

Bessette (Dme) <i>et vir</i> vs Martel.....	55
Choquette (Dme) vs Dme Bissonnette....	58
Crawford <i>esql</i> vs Pollack.....	56
Cusson vs Dme Cusson.....	54
Desy vs Bérubé.....	58
Duquette vs Pagnuely.....	56
Grenier-Warrington Motor Co. Ltd vs Brunelle.....	53
Legault vs Dme Berthiaume.....	51
Legault vs Joron.....	55
Libercen vs Sirois.....	57

QUÉBEC:—

Lavoie vs Couturier.....	60
Le Séminaire de Québec —The Seminary of Quebec vs Gosselin.....	60

RIMOUSKI:—

Brillant vs Dme Tremblay <i>et al.</i>	63
--	----

SAINT-HYACINTHE:—

Tétreault vs Tétreault.....	64
-----------------------------	----

TERREBONNE:—

Moody (Dme) <i>et vir</i> vs Legris.....	64
--	----

TROI-RIVIÈRES:—

Ouellet (Dme) <i>et vir</i> vs Capoun.....	65
--	----

MONTREAL:—

Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Maron <i>et al.</i>	55
Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Pringle.....	56
Lussier (Dme) vs Buissière.....	52
Lyng vs Lemay.....	51
Paterson <i>et al</i> vs Phaneuf.....	52
Roxton, failli-Insolvent.....	51
Saint Germain vs Chicoine.....	54
The Trust & Loan Coy of Canada vs Murray.....	53

QUEBEC:—

Paquet vs Dme Paquet.....	60
Simard & Frères vs Dme Plante.....	59

RIMOUSKI:—

Brillant vs Dme Tremblay <i>et al.</i>	63
--	----

SAINT HYACINTH:—

Tétreault vs Tétreault.....	64
-----------------------------	----

TERREBONNE:—

Moody (Dme) <i>et vir</i> vs Legris.....	64
--	----

THREE RIVERS:—

Ouellet (Dme) <i>et vir</i> vs Capoun.....	65
--	----